



Victoire des conservateurs en Grande-Bretagne

Le rêve brisé du Labour

La défaite des travaillistes sonne le glas des espoirs de tous ceux, et pas seulement à gauche, qui estimaient que la Grande-Bretagne était mûre pour l'alternance et que M. Neil Kinnock et son équipe étaient prêts à la gouverner. Les conservateurs remportent leur quatrième victoire consécutive, et le bouillant Gallois est, une deuxième fois, rejeté dans les ténèbres extérieures d'une opposition qui ne peut, au moins dans les mois qui viennent, qu'être amère.

Il est toujours difficile de perdre. Il est encore plus pénible d'échouer alors que presque tout le monde, et au premier chef les instituts de sondage, vous prédisaient la victoire. Il est enfin cruel d'être battu après avoir fait, tout en restant dans des limites honorables, des concessions de taille à l'idéologie de son adversaire.

Le sort de M. Kinnock sera peut-être dans la balance en octobre lors du congrès annuel du parti travailliste. La tradition dans ce domaine veut qu'on ne règle pas ses comptes à chaud avec celui qui a mordu la poussière, mais les Britanniques - et les travaillistes ne devraient pas faire exception - n'ont aucune atténue pour les perdants. Le « fair play » tant vanté consisterait, pour le vainqueur, à ne pas humilier le vaincu. On peut faire confiance sur ce point à M. Major. Mais, dans le camp travailliste, les explications à pourvoir être rudes. M. John Smith, chancelier de l'Échiquier du cabinet fantôme, serait, de l'avis général, un « leader » plus convaincant que M. Kinnock. Cet homme rond, toujours calme, est une sorte de Bérégovoy britannique. Il plaide tellement à la City que le « Financial Times » avait appelé à voter travailliste, ce qui était en soi une petite révolution, mais surtout un hommage appuyé aux qualités de M. Smith.

Les instituts de sondage, le « Financial Times », et le plus part des commentateurs ont donc eu tout faux. Les sondages négatifs pour la droite ont souvent pour effet mécanique de la mobiliser. Et puis, il fallait beau jeudi en Grande-Bretagne, et le très fort taux de participation a probablement aidé les conservateurs.

M. KINNOCK a accompli un travail remarquable de rénovation du Parti travailliste. Il l'a sorti de l'ornière pacifiste et marxiste où certains, tels le vieux Tony Benn, entendaient le maintenir. Mais il n'a pas réussi à convaincre ses compatriotes qu'il avait totalement changé lui-même. Il avait renoncé, non sans contorsions, au désarmement nucléaire unilatéral de son pays qu'il prônait jadis avec ardeur. Son épouse n'avait pas opéré la même révision déchirante. On le soupçonnait de double jeu...

La même remarque vaut pour l'économie. M. Smith est certes rassurant, mais son projet de faire passer de 40 à 50 % le taux d'imposition maximum n'était pas enthousiasmant, même s'il était raisonnable. L'électeur a préféré ce qu'il connaissait à ce qui apparaissait encore comme une aventure. Le beau rêve social-démocrate s'est donc écroulé. Pour cinq ans ?

M0147 - 04110 - 6.00 F



Les tories, dont c'est le quatrième succès électoral consécutif gardent la majorité absolue à la Chambre des communes

Les conservateurs gardent la majorité absolue à la Chambre des communes à l'issue des élections législatives du jeudi 9 avril en Grande-Bretagne. Selon des projections faites à partir de résultats encore provisoires, les Tories, avec 42,6 % des voix, devraient disposer de plus de 330 sièges sur les 651 du Parlement. Le Labour obtient environ 270 sièges et les démocrates-libéraux 21. Cette consultation marque un succès personnel pour le premier ministre, M. John Major.

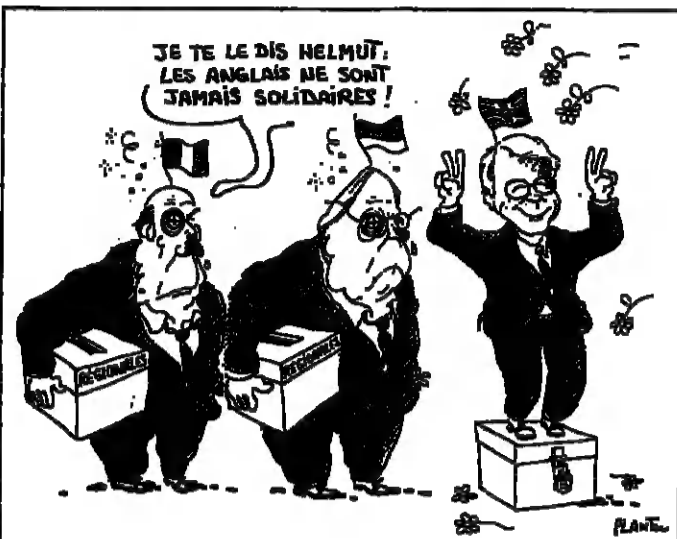
Une « divine surprise »

LONDRES
de notre correspondant

Avec une assurance de circonstance, M. John Major, premier ministre sortant, reconduit dans ses fonctions, affirmait, vendredi 10 avril au matin, qu'il avait toujours cru à la victoire du Parti conservateur. M. Neil Kinnock, lui, n'est pas parvenu à cacher l'immense déception qui est aujourd'hui celle des travaillistes à l'annonce des résultats électoraux. C'est d'une voix parfois chancelante, rendue presque inaudible par une panne de micro, que le chef de l'opposition a reconnu

une défaite écrasante et prédit une « poursuite du déclin » de la Grande-Bretagne avec un nouveau gouvernement conservateur. Alors que, au siège du Labour, la tristesse se lisait sur les visages de l'assistance, une atmosphère de liesse s'est installée dans la nuit à Smith Square, le quartier général du parti tory, où M. Major a salué une « victoire magnifique ». Les conservateurs, qui obtiennent leur quatrième victoire parlementaire consécutive, réalisent ainsi une performance inédite depuis le début du siècle.

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 4



Lire aussi

- John Major, le bon jeune homme par DOMINIQUE DHOMBRES
- L'échec du Labour « rénové » par DANIEL VERNET
- La défaite des nationalistes écossais pages 3 et 4

De Maastricht à la révision de la Constitution

Le Conseil constitutionnel a mis en évidence trois domaines dans lesquels l'Union européenne restreindrait la « souveraineté nationale »

Le Conseil constitutionnel a confirmé, jeudi 9 avril, que la ratification du traité de Maastricht sur l'Union européenne impose au préalable une modification de la Constitution française. Il a constaté que l'attribution du droit de vote et d'éligibilité dans les conseils municipaux à tous

les citoyens européens, la disparition du franc au profit d'une monnaie unique et l'attribution au conseil des ministres européens de la politique des visas pour les étrangers à la Communauté sont contraires à la Constitution. Le chef de l'Etat va donc devoir engager une procé-

dure de révision de celle-ci alors que le climat politique est encore dominé par les conséquences des élections régionales et cantonales et par la préparation des échéances électorales de 1993. M. Mitterrand a souhaité que cette procédure soit menée à son terme avant l'été.

par Thierry Bréhier

Les querelles intestines vont-elles, un temps, être suspendues pour permettre aux Français de répondre sereinement à la question essentielle que vient de poser le Conseil constitutionnel ? Ce serait souhaitable. Ce n'est malheureusement pas sûr. La France se trouve pourtant officiellement aujourd'hui devant un choix décisif : est-elle prête à perdre une partie de sa souveraineté

nationale pour contribuer à la construction d'une Europe unie ? Certes il se pose, en fait, depuis que Robert Schuman a lancé cette grande idée, mais jusqu'à lors les dirigeants politiques ont préféré ne pas demander aux électeurs, ou à leurs élus, de le trancher nettement. La décision rendue jeudi 9 avril par le Conseil constitutionnel interdit de retarder encore l'heure d'une réponse claire. Trois éléments essentiels du traité de Maastricht

étant jugés contraires à la Constitution, il va bien falloir se décider à demander aux détenteurs de la souveraineté nationale s'ils acceptent ou non de perdre une partie de leur pouvoir afin que puisse se mettre en place l'Union européenne.

La réponse apportée par les gardiens de la loi fondamentale à la question que leur avait posée le président de la République n'est pas une surprise. Dès le sommet de Maastricht, il était

clair que l'accord auquel étaient parvenus les douze chefs d'Etat et de gouvernement était en partie contraire à la Constitution de la République française. M. François Mitterrand l'avait immédiatement reconnu. Mais la formulation de cette réponse et surtout son argumentation ne sont pas tout à fait celles qui étaient attendues.

Lire la suite page 9
et les principaux extraits de la décision du Conseil constitutionnel page 8

Accord en Afghanistan

Un « accord de principe » pour la mise en place immédiate d'une administration transitoire en Afghanistan devrait aboutir au départ rapide du président Najibullah et à la réunion d'une conférence réunissant toutes les parties combattantes a annoncé M. Boutros-Ghali.

Lire page 7

Assomplissement du crédit aux Etats-Unis

Les autorités monétaires américaines sont intervenues pour faire baisser les taux d'intérêt à court terme, nouvelle étape dans la politique menée pour stimuler la croissance.

Lire page 19 l'article de FRANÇOISE LAZARE

SANS VISA

- Azincourt, « Agincourt ».
- On danse à Prague.
- Week-end à Knokke-Heist.
- Corbu, soupe, savon et salut.
- Escapes.
- Jeux.

pages 27 à 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

Roland Jaccard
Michel Thévoz

Manifeste pour une mort douce

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy

Grasset

POINT DE VUE

Reconstruire la gauche

par Lionel Jospin

Trois constats s'imposent à nous après les élections : la sanction du pouvoir en place, la fragmentation de la vie publique et de l'espace politique de la gauche, la crise d'identité des socialistes.

La sanction n'épargne personne. Elle frappe le Parti socialiste, qui obtient son score le plus bas depuis 1971. Elle affecte le gouvernement, dont le président de la République vient de décider de changer la tête et quelques membres. Elle touche le président lui-même. Vouloir dissocier les uns des autres et exonérer certains de toute responsabilité n'aurait pas de sens. En démocratie, le pouvoir implique la responsabilité. Qui a plus de pouvoir a donc plus de responsabilité. L'histoire de ces onze années montre d'ailleurs que le parti de la majorité, le gouvernement et le président épousent des courbes de popularité parallèles. Il y a tout lieu de croire qu'il en ira de même dans l'avenir proche.

On peut naturellement relativiser la portée de ce rejet. C'est la tentation de tout pouvoir en place. Et les arguments ne manquent pas. A commencer par ceux tirés de l'examen des autres pays (Etats-Unis, Italie, Allemagne), où l'autorité politique est elle aussi marquée par l'usure du pouvoir et l'impopularité. Mais il serait vain de nier que notre situation est plus grave qu'ailleurs.

Chez nous, la fragmentation de l'espace politique est très préoccupante. Nous ne sommes plus en 1985. A un an des législatives de 1986, le Parti socialiste était rétréci mais cohérent, et sans concurrent sérieux dans son champ électoral. Il restait la force de référence autour de laquelle la gauche pouvait se regrouper, même en période de déclin. Aujourd'hui, nous ne rassemblons plus.

Lire la suite page 2

► Lionel Jospin est ancien ministre de l'Éducation nationale et ancien premier secrétaire du PS.

Contamination : le sang des prisons

La France est le pays d'Europe qui compte, proportionnellement, le plus grand nombre de personnes contaminées par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines.

Au terme d'une enquête dont nous publions aujourd'hui la première partie, et sur la base de documents inédits, nous expliquons cet aspect méconnu du scandale du sang contaminé.

C'est en effet, pour l'essentiel, parce qu'à partir de 1984 on a multiplié les collectes massives de sang dans les prisons françaises auprès de détenus infectés que l'on compte aujourd'hui plusieurs milliers de contaminations post-transfusionnelles.

Ce drame a pour origine conjointe la sous-estimation du risque épidémique par les responsables de la transfusion et une série de dysfonctionnements au sein des administrations concernées.

Lire page 11
l'enquête de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

M. Mitterrand prêt à une deuxième cohabitation

M. François Mitterrand s'adressera aux Français, dimanche soir 12 avril, par le canal de la télévision et de la radio (lire page 26), comme il l'avait annoncé en novembre dernier, pour lancer le débat national sur la ratification des accords de Maastricht qui va le conduire à soumettre au Parlement un projet de révision de la Constitution. Après la défaite des socialistes aux élections régionales et cantonales, le président de la République se veut résolument offensif. Il estime que le maintien du scrutin majoritaire devrait contribuer à ramobiliser le PS et confirme qu'il est prêt à assumer éventuellement une nouvelle cohabitation en 1993.

Lire page 8
l'article d'ALAIN ROLLAT

DÉBATS

Reconstruire la gauche

Suite de la première page

Le Parti communiste se satisfait de sa politique sociale et protestataire. Des forces écologistes souvent réduites, mais sans cesse fermes ni stratégiques, tentées par toutes les alliances, se nourrissent du terrain que nous avons abandonné et des espérances que nous avons déçues.

La tentation existe d'épouser cet émiettement. Ce serait désastreux pour nous-mêmes et pour notre vie publique, qui a besoin d'être organisée. Ni les révisions sur l'alliance rouge-rose-verte ni l'appel à des personnalités extérieures soudainement parées d'improbables vertus politiques ne nous aideront à structurer l'espace politique et à redonner confiance. Il faut reprendre la démarche qui nous a fait construire une véritable force socialiste. De grands partis sont indispensables pour porter un projet, pour conserver ou reconquérir le pouvoir d'État dans la V République. Ils sont nécessaires à une vie démocratique stable. C'est pourquoi je ne me résigne pas à voir aujourd'hui menacer ce à quoi j'ai voué une part essentielle de mon action politique depuis vingt ans.

Dans ce sens, l'intention affirmée par le premier ministre d'écarter une réforme du mode de scrutin d'ici les législatives est positive. Le scrutin mixte étant techniquement irréalisable et la proportionnelle intégrale étant aujourd'hui moralement et politiquement inconcevable, le *statu quo* s'imposait de lui-même. Peut-être creusera-t-il l'écart entre la droite et nous en 1993, mais le mode d'élection majoritaire fait celui qui peut le mieux garantir l'avenir.

Il nous faut donc reconquérir l'espace à gauche. Les communistes restant dans leur forteresse, les écologistes ne s'étant pas encore délimités et les centristes étant absorbés par la droite, nous n'avons d'ailleurs pas d'autre solution.

Mais il n'y aura pas de

reconquête sans sortie du malaise actuel.

La crise d'identité qui nous frappe a des causes multiples. L'élan redonné par la dernière élection présidentielle est retombé plus vite que nous ne le pensions, en raison sans doute des circonstances mêmes de cette élection. En 1988, les Français ont moins choisi une politique qu'un président : à Jacques Chirac, ils ont préféré François Mitterrand. Celui-ci étant là depuis onze ans et la droite dure de 1986 ayant adopté un langage plus modéré, le choix de 1988 a perdu de son actualité, il a cessé de vivre dans la conscience des Français.

La bataille conduite au sein du Parti socialiste pour y conquérir le pouvoir, sans référence à des différences d'orientation ou à des choix politiques, a eu des conséquences déléatoires pour notre formation et dans l'opinion.

Le reste tient à l'estompage de la différence entre la gauche et la droite. Le rétrécissement gestionnaire de notre politique, la multiplication et l'exploitation des « affaires », l'affaiblissement de nos positions sur les problèmes de société, la tendance au consensus sur la politique étrangère ont conduit beaucoup de Français à s'interroger sur les différences entre une politique de droite et une politique de gauche.

Un nouveau gouvernement vient d'être constitué. L'horizon qui est le sien est limité : celui des élections législatives dans onze mois. Le rapport de force droite/gauche dans le pays est actuellement très défavorable. Le gouvernement, qui vient de présenter ses orientations devant l'Assemblée, a peu de marge et peu de champ pour faire bouger les choses, d'autant que le nouveau premier ministre n'a pas de vraie raison de modifier la politique économique et financière conduite par le ministre de l'économie et des finances qu'il est. Les socialistes doivent aider Pierre Bérégovoy et

l'y prendre ma part. Cela suffira-t-il ?

Le pays est dans l'incertitude politique. Le président de la République est celui qui peut le mieux leur en donner. C'est le message que j'ai laissé à François Mitterrand la dernière fois que je l'ai vu, à la veille du remaniement ministériel. Dans le système institutionnel qui est le nôtre, la présidence de la République doit être un lieu d'où viennent des réponses et des messages clairs. Si François Mitterrand a, malgré les difficultés et les obstacles, maîtrisé son premier septennat et dominé la cohabitation, c'est qu'il a proposé aux Français une lecture claire de sa politique. Cette exigence s'impose avec la même force pour la fin, forcément plus difficile, de son second mandat.

Le président doit baliser le chemin

Sans doute ne peut-on nier le rôle du chômage, des « affaires », des tensions urbaines, des incertitudes identitaires, des craintes d'un monde extérieur instable dans le trouble qui a saisi notre pays. Mais ce malaise a des causes plus directement politiques. L'ouverture, telle qu'elle a été pratiquée – vers des individus plus que vers des forces, – la latitude laissée au parti majoritaire de s'engager dans une bataille interne (je l'en ai préservé pendant sept ans de 1981 à 1985), le départ, mal compris par l'opinion, de Michel Rocard : malgré le travail courageux d'Edith Cresson, tout cela a déconcentré et a déstabilisé notre espace politique.

Les Français ont besoin que leur président balise le chemin devant eux, en mettant toutes les cartes sur la table, même s'il les jette ensuite méthodiquement, qu'il s'agisse des problèmes intérieurs, de l'Europe ou de la réforme constitutionnelle. Ce qui a fait l'importance et le prix de ce que nous avons accompli avec François Mitterrand de 1971 à 1981 et aux moments-clés de ses deux mandats, ce fut notre capacité à rassembler la gauche, à construire, à organiser notre vie publique, avec pragmatisme sans doute mais autour d'un schéma cohérent et d'une perspective claire. C'est cela sans doute qui manque aujourd'hui. Et c'est cela qu'il nous faut rétablir. La deuxième partie du second mandat de François Mitterrand sera décisive, historiquement, si elle éprouve l'intérêt du pays et si elle

force à long terme la gauche française.

Mon autre préoccupation concerne le Parti socialiste. Je l'ai dirigé sept ans. Les courants déjà existants, chacun pouvait s'exprimer. Mais le parti vivait et il était respecté, sans que personne n'ait pu mettre en cause sa solidarité à l'égard du président et des gouvernements de gauche. Aujourd'hui, ce parti est affaibli et menacé. Et l'on entend maintenant tenir un discours de rassemblement qui est tellement juste qu'on s'étonne seulement de ne pas l'avoir entendu et appliqué plus tôt. Mais je ne voudrais pas qu'à l'écueil des conflits de courants, à la critique permanente menée pendant trois ans contre une direction certes imparfaite, à la contestation parfois choquante du précédent premier ministre, succèdent la proclamation d'un unanimisme obligatoire ou la tentative d'une normalisation « soft » au nom d'une unité mythique.

Ce qui ira dans le sens d'un apaisement des luttes de courants devra être encouragé, à condition que cela ne puisse servir à la captation de positions de pouvoir par un groupe particulier. Car le Parti socialiste ne pourra se reconstruire que comme une formation pluraliste pratiquant le débat en son sein. La rénovation ne doit pas être un thème circonstanciel, conventionnel et vague. Elle passe, très concrètement, et aujourd'hui même, par la condamnation sans appel de ce qui vient de se passer au conseil général de Dordogne, où des socialistes ont essayé de transformer indûment une minorité en majorité. La rénovation, c'est le retour à l'authenticité des comportements et des valeurs socialistes : militance, fraternité, justice, rigueur intellectuelle et morale, solidarité et partage.

Nous ne pouvons savoir aujourd'hui comment se présenteront les prochaines échéances politiques, et nous ne pouvons que nous consacrer au pouvoir ou si nous aurons à le reconquérir.

Refuser l'archaïsme, retrouver l'authenticité

Ce que je sais, après plus de dix ans de responsabilité, c'est que notre objectif ne peut se borner à limiter les dégâts en 1993, en vue d'une cohabitation aléatoire. Il s'agit de faire vivre une culture de gauche, de reconstruire une force capable d'assurer l'avenir, et pour cela de trouver de meilleurs

réponses à quelques grandes questions :

– Le fonctionnement institutionnel. Au-delà (ou en deçà) de tel ou tel projet de réforme, il m'apparaît clairement désormais que le fonctionnement de la V République souffre de deux maux essentiels qui peuvent être corrigés. Le premier concerne la quasi-inexistence des discussions collectives entre les principaux responsables avant la prise de décision (à l'exception sans doute du tournant de 1983 et de la crise du Golfe). Le second tient au fait que le système est fait pour toujours préserver le président de la République de la responsabilité. Il est clair que la théorie du « premier ministre fusible » n'est pas d'essence démocratique. Il faudra en tirer les conclusions, sinon tout de suite dans les textes, au moins dans la pratique.

– L'opposition entre l'économique et le social. Notre vie publique est dominée par une étrange dichotomie. D'un côté, on reproche au pouvoir le chômage, le mal des banlieues, les frustrations sociales, l'extrémisme de droite, la décapitation de la gauche. De l'autre, on le somme de ne pas se départir d'une politique économique et financière qui rend très difficile le traitement de ce que l'on dénonce. Combien de quotidiens ou d'hebdomadaires où les chroniqueurs économiques et les spécialistes des problèmes de société se contredisent dans un jeu quasiment schizophrénique ! Il nous faudra rendre leur complexité, mais aussi leur unité, à notre pensée et à notre action économique et sociale. Il ne s'agira pas bien sûr d'opérer une régression vers certaines de nos thèses d'avant 1981 mais de rechercher comment rendre compatibles le respect des équilibres économiques et écologiques, l'effort de compétitivité et une lutte enfin efficace contre le chômage. Lourde tâche sans doute, mais indélébile, car là se joue une bonne part de l'avenir de la gauche et des idées socialistes.

– La nation française dans le monde. La perspective européenne ne doit pas être remise en cause. L'effondrement et les fractionnements de l'ancien empire soviétique soulignent à nouveau la nécessité de communautés librement consenties, telle la CEE. Mais la rudesse de la mondialisation de l'économie et les coups portés au vieux État-nation font surgir la menace d'un retournement d'opinion antieuropéen. À gauche, à droite, à l'extrême droite, dans certains

groupes sociaux (par exemple chez les agriculteurs), les courants de résistance à l'Europe se renforcent. Pour éviter les risques de fracture et pousser plus loin l'aventure européenne, il nous faudra défendre fermement les intérêts économiques de la France, tempérer le jeu des forces du marché, clarifier les compétences entre les échelons européen et national, assurer pleinement le contrôle démocratique des institutions européennes.

– L'affirmation de priorités gouvernementales. Un gouvernement de gauche doit préciser clairement ses priorités. Si c'est effectivement l'éducation, l'emploi, la ville, la protection sociale, l'intégration, la transition agricole, il faut fixer les objectifs, prévoir les moyens – sans les rogner cyclologiquement par des régulations budgétaires – et imposer la solidarité à l'égard de ceux qui conduisent les politiques de réforme approuvées au niveau du gouvernement.

– Une nouvelle réflexion sur le socialisme. Il y a peu de raisons de croire que le socialisme, en tant que mode de production spécifique, ait un avenir. Mais le socialisme, dans un sens plus large, a modifié les sociétés industrielles capitalistes et démocratiques (nationalisations, sécurité sociale, lois ouvrières...). Il peut rester un mouvement politique et social susceptible de fonder des actions gouvernementales et des pratiques sociales, à condition que nous soyons capables de préciser quelles évolutions il autorise dans l'avenir. Il y a actuellement sur ces questions un vide que la gestion de gouvernement n'a pas comblé.

La tâche qui est devant nous est rude mais fort claire. Il faut reconstruire la gauche, il faut reformer un parti majoritaire, sans répéter mécaniquement les recettes du passé mais en ne tournant pas le dos à ce qui a fait notre force pendant vingt ans. Refuser l'archaïsme mais retrouver l'authenticité, voilà ce qu'attendent de nous tous ceux qui, militants ou non, ne sont pas désignés à désespérer de la gauche. Nous devons agir dans l'instant mais avec en perspective l'avenir, qui nous rendra l'espoir. C'est cela qui m'intéresse. C'est à cela que je veux travailler, avec une volonté intacte.

LIONEL JOSPIN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
630 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lemaire, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lemaire, président
Michel Crou, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Plaza-Arle
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDOPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-96-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde Group.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composant 36-15 - Télec LEMONDE
ou 36-15 - Télec LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Parle RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le secret pour partir

« Il faut laisser du temps au temps. » Qui ne s'est émerveillé sur le sens de la formule de notre président ? Et ce n'est pourtant pas de lui : à la page 47 du petit ouvrage *La Plaisante Sagesse lyonnaise* de Maxime et Catherine Bugnard on trouve cette maxime : « T'énervé donc pas ! Il faut laisser du temps au temps. »

On serait tenté à la lecture de cet ouvrage de soumettre à notre président bien d'autres de ces réflexions. Je n'en retiendrai pourtant que deux. L'une à propos du chômage : « C'est les belles paroles qui font cuire la soupe », l'autre à propos de la durée de ce second septennat : « Le secret pour partir c'est de s'en aller. »

STÉPHANE FÉLIX (Paris)

Le passé et l'avenir de la Macédoine

L'article de M. J. Plevnès sur la Macédoine publié dans le Monde du 24 mars appelle quelques observations.

(...) « Mon peuple, nous dit M. Plevnès – se prendrait-il pour Moïse ? – s'écrit sous le triple esclavage serbe, bulgare et grec ! » Je me demande s'il mesure bien la gravité de ses propos, surtout en un moment où la montée des passions nationalistes dans la région prend les proportions que nous connaissons. S'agit-il d'un appel à la guerre sainte contre les pays voisins, ou bien d'une provocation ?

(...) En ce qui concerne les allusions prétendument historiques du texte, que dire d'une argumentation où l'absurde dispute au ridicule ? Ainsi donc la Macédoine slave serait l'héritière, entre autres, du royaume de Philippe II et d'Alexandre le Grand ! Il semblerait que, s'il y a un fantôme dans cette affaire, c'est bien celui du mythe nationaliste, qu'on croyait définitivement enterré depuis l'avènement de l'historiographie et de l'ethnologie modernes. Pourtant, M. Plevnès, qui n'hésite pas à

afficher son goût pour les mosaïques, devrait savoir mieux que tout autre combien, dans cette région tourmentée, l'argument de l'autochtonie est aléatoire et combien, aussi, la revendication d'une quelconque continuité millénaire est porteur de tous les millénarismes et de tous les fascisismes.

(...) A l'appui de ses thèses expansionnistes, l'auteur cite une phrase de Léon Trotski sur le partage de la région au lendemain des guerres balkaniques. Or on sait que les citations détachées de leur contexte historique peuvent démontrer tout et son contraire. Il serait facile, par exemple, de lui répondre en citant un autre classique du marxisme, Friedrich Engels, qui, dans une lettre adressée en 1882 à Edouard Bernstein (1), mettait en garde contre les dangers d'embrasement généralisé engendré par les mouvements indépendantistes de ces « petites peuplades primitives » des régions slaves du Sud ne revendiquant que « leur droit de vouloir de bien-être ». Naturellement, aussi bien la première que la seconde de ces citations ne sont valables que dans les circonstances historiques qui sont les leurs. Depuis, beaucoup

d'eau a coulé sous les ponts de l'Axios (ou du Vardar) : Thessaloniki n'est plus « une ville de juifs espagnols » et la physionomie ethnologique de la Macédoine a été profondément modifiée avec l'échange de populations à la suite des guerres balkaniques et gréco-turques de 1912-1913 et 1922.

Que cherche donc M. Plevnès ? Que les canons recommencent à tonner, soixante-dix ans après, dans cette partie des Balkans, pourtant bien éprouvée par les guerres et les destructions ? Que des millions de nouveaux réfugiés se voient contraints de se rechercher une patrie au moment où l'ensemble des pays balkaniques ne se sont pas encore remis des secousses du passé ? M. Plevnès, bien au chaud dans sa demeure parisienne, pourra alors contempler le majestueux feu d'artifice qu'il aura contribué à allumer.

STATHIS DAMIANAKOS Sociologue

(1) Publié dans Georges Haupt et éd., *Les Marxistes et la Question nationale, 1848-1914*, Paris, François Maspero, 1974, pp. 101-105.

COURRIER

Le dépiplage du sida

L'article publié dans le Monde du 18 mars sous la signature du professeur Sicaud me semble appeler certains commentaires.

D'abord, une approbation globale en ce qui concerne le « fond idéologique » de sa pensée : il est souhaitable et d'une certaine façon inévitable d'exercer l'action de prévention des maladies sexuellement transmissibles (et non seulement du sida) sur la responsabilité des intéressés. Mais cette responsabilisation peut avoir ses limites quand on connaît la dimension de drame et de désespoir dans laquelle se joue, par exemple, la tragédie du toxicomane.

L'absence de tout thérapeutique actuelle efficace justifie par ailleurs le refus de toute action systématique obligatoire, qui risquerait de se transformer en une chasse au séropositif.

En revanche, il me semble aussi que le professeur Sicaud escamote un peu vite la question des tests préemptifs, tels qu'ils existent par ailleurs pour d'autres affections. Il est vrai qu'ils ne répondent pas au problème des couples transitoires ni des couples non sanctionnés par le mariage légal. Mais est-ce une raison pour ne pas profiter d'une situation de fait, celle de l'examen préemptif, pour mettre à la portée du couple légal qui va se constituer le maximum d'informations quant à ses responsabilités et ses risques ? Faut-il se réfugier derrière l'incapacité d'un médecin à informer ses patients ? Un conjoint futur n'a-t-il pas le droit d'être informé quant au risque mortel qu'il encourt éventuellement ? Même si cette action est limitée, faut-il s'en priver ?

Quant au « meilleur des mondes » fantasmé par l'auteur à travers tout ce qu'on peut imaginer dans une société hyper-policière de contrôle au niveau des frontières, de l'émbarquement, est-ce que cela ne relève pas de la science-fiction, voire de la terreur-fiction, face à un problème qui, lui, est bien réel et immédiat ?

Docteur PIERRE LASSERRE (Arles)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lemaire, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Giliu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenoci,
Philippe Harterman, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1980), Jacques Fauvet (1980-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-30-10
Télécopieur : 40-85-30-10

كتابنا العربي

ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : la victoire des conservateurs aux élections du 9 avril

John Major, le bon jeune homme

Le résultat du scrutin est un succès personnel pour le successeur de la « Dame de fer »

par Dominique Dhombres

Un journaliste de la BBC demandait en novembre 1990 à MM. Michael Heseltine, Douglas Hurd et John Major, les trois prétendants conservateurs à la succession de M^{me} Margaret Thatcher, en quoi ils voulaient qu'on se souvienne d'eux. Les deux premiers avaient réagi au quart de tour en faisant l'éloge de leurs mérites, de leurs carrières et de leurs talents. « Comme de celui qui a gagné », avait plus sobrement répondu M. John Major. Il avait emporté à la fois sur ses deux concurrents et néanmoins amis, lors de ces journées décisives et étranges de l'automne 1990, il vient de recueillir, face à un adversaire cette fois, et dont beaucoup prédisaient la victoire, M. Neil Kinnock.

La victoire des conservateurs aux élections du 9 avril est un succès personnel pour le bon jeune homme aux cheveux gris qui avait succédé le 27 novembre 1990 à M^{me} Thatcher. Il était alors pour la « Dame de fer », le fils qu'elle aurait aimé avoir (son vrai fils Mark, plus tapageur, n'est révélé un peu décevant). M. Major possédait le gardien le plus fidèle des valeurs auxquelles elle est et reste indéfectiblement attachée : amour du travail, opiniâtreté à la tâche, (relative) austerité de vie, refus viscéral de l'attitude, lâche selon elle, qui consiste à tenir « les autres » (que ce soient les patrons, les « riches » ou le gouvernement) pour responsables de vos échecs voire de vos malheurs, respect de l'argent...

M. John Major avait surtout, aux yeux de son illustre protectrice, l'insigne avantage d'être comme elle d'origine modeste et de s'être « fait lui-même ». Il a même brièvement été de métiers manuels plutôt pénibles, dans lesquels il était d'ailleurs aussi à l'aise qu'un cricet, un sport pratiqué avec passion jusqu'à ce qu'un grave accident de voiture lui interdise de l'exercer. Dernier enfant d'un trapéziste de cirque et d'une artiste de variétés, il verse ses premiers salaires à ses parents tombés dans la gêne. C'est presque du Dickens. Cela passe dans les années 30 et 60 à Britton, une banlieue pauvre et déjà multiculturelle du sud de Londres.

Il quitte l'école à seize ans et tente sans succès de devenir contrôleur d'autobus. Il doit son ascension

sociale à la Standard Chartered Bank, où il entre en 1955 au bas de l'échelle en tant que simple employé, mais qui lui apprendra sur le tas le métier de banquier. Le Parti conservateur où il milite dès l'adolescence lui donne, sa future épouse Norma, rencontrée au cours d'une réunion de quartier. Pour l'éducation politique, M^{me} Thatcher elle-même s'en charge, ce qui explique en partie la carrière ministérielle fulgurante de l'intéressé.

« Un thatcherien en peau de lapin »

M. John Major avait perdu l'an dernier les faveurs de la « Dame de fer ». Celle-ci se reposait depuis des mois dans les dîners en ville en phrases assassines sur son successeur qu'elle n'était pas loin de présenter comme un imposteur. En public, il n'était pas question de le critiquer. La solidarité entre Tories n'est pas un vain mot... pour la galerie. Mais dans les conversations privées, quel festin ! Il n'avait pas, contrairement à ce qu'elle avait dit elle-même en quittant le 10 Downing Street, « l'état d'un grand premier ministre » (1). Il avait peur de tout. C'était une « poule mouillée ». Il était même soupçonné de n'être au fond du fond qu'un social-démocrate honteux, une sorte de néo-libéral d'opérette, un thatcherien « en peau de lapin ».

Il a fallu beaucoup de maîtrise de soi à M. Major pour ne pas répliquer, en tout cas jamais devant témoin, à ces imprécations qui faisaient les délices de l'establishment Tory. Il y a beaucoup d'injustice dans ce travail de démolition auquel s'est livrée M^{me} Thatcher. Compte tenu de l'impopularité de l'intéressée, on peut considérer que cette campagne de dénigrement n'a pas nui en réalité à M. Major, bien au contraire.

M. John Major a été reconduit vendredi 10 avril dans ses fonctions de premier ministre, avec une majorité absolue de quelques sièges aux Communes et après avoir obtenu 42,6 % des suffrages face aux maigres 33,6 % de M. Kinnock. C'est un triomphe après exactement cinq cents jours d'exercice du pouvoir. Le jeune homme aux cheveux et aux costumes uniformément gris, aux éternelles lunettes d'écaille, à la voix

posée et au sourire tranquille n'est peut-être pas, du moins jusqu'ici, le premier ministre le plus excitant de ce siècle. Mais il a réussi à gérer l'héritage, pas toujours heureux, de M^{me} Thatcher. L'essentiel, de son point de vue, comme de celui de ses pragmatiques compatriotes, est qu'il a gagné... alors qu'on n'y croyait plus, et que tout semblait se liguer contre lui.

La « Dame de fer » lui avait en

donné le coup. C'est probablement à ce geste décisif, qui mit M^{me} Thatcher hors d'elle, qu'il doit sa brillante victoire de jeudi.

Une « bonne guerre » du Golfe

Le premier ministre a eu également une « bonne guerre » du Golfe. Cette fois, M^{me} Thatcher avait laissé un héritage facile. Encore au 10, Downing Street pour quelques mois, elle avait pris une position ultra-dure de l'invasion du Koweït le 2 août 1990. M. Major n'a fait que suivre la même voie, à sa manière, ferme sur le fond, mais douce dans la présentation. Là où on aurait pu imaginer M^{me} Thatcher caracolant sur un char, comme elle l'avait fait à d'autres occasions, on aperçut seulement M. Major, en chemise et à l'air un peu ailleurs, bavarder avec des officiers et des soldats de sa Gracieuse Majesté déployés dans le Golfe. Les militaires paraissent aussi exempts que leur visiteur de toute attitude conquérante. M. Major n'est pas un militaire. Le succès des armées britanniques, sur ce fond de modestie, n'en fut que plus éclatant.

Sur l'Europe, enfin, qui fut une des causes de la chute de M^{me} Thatcher, M. Major avait pris d'emblée une position nettement différente de celle de la « Dame de fer ». Il était, pro-Européen, calmement, tranquillement, et sans trop le dire ouvertement, et sans pour pas déclencher une fronde à sa droite au sein du Parti conservateur. Cela permit d'éviter les querelles (M. Nicholas Ridley en tête, qui comparait les Français aux caniches et M. Delors à la Gestapo) et de contraindre M^{me} Thatcher à un silence victorieux. Elle lui en veut peut-être encore.

L'Europe doit, veut, M. Major n'est certes pas celle dont rêve M. Delors. Les Britanniques réservent encore bien des surprises aux militants européens convaincus qui croient pouvoir remplacer le plus vieux Parlement du monde dans l'exercice d'une souveraineté, pratiquée sans solution de continuité depuis le Moyen Âge. Mais il ne déteste pas l'Europe. Il n'a pas le dégoût viscéral de M^{me} Thatcher pour ces inventions continentales. Il agit au mieux des intérêts britanniques et se veut, d'une façon pas toujours transparente pour ses partisans, « au cœur de l'Europe ». Celui-ci bat-il vraiment à Londres ?

La force de M. Major est donc d'avoir accepté l'héritage de M^{me} Thatcher tout en opérant un tri discret, précis et efficace. On s'aperçoit maintenant qu'il a opté en réalité pour l'autre tradition du parti, qu'on qualifie généralement de « sociale », celle du « conservatisme à visage humain », souvent pro-européen, et honoré par la « Dame de fer ». Il est, bien plus qu'elle, qui faisait parfois figure d'apôtre, l'héritier du vieux parti de Disraeli. Ce dernier parlait des « deux nations », les riches et les pauvres, qu'il voulait réunir. Le fils du trapéziste, après la fille de l'écuyer, sont en fait ces la preuve vivante que les conservateurs ne recrutent pas uniquement dans la grande bourgeoisie, voire l'aristocratie, et qu'ils ne sont pas dépourvus de talent.

(1) « Je souhaite à John Major toutes les chances du monde. Il a l'état d'un grand premier ministre qu'il sera, j'en suis sûr, dans très peu de temps. Merci beaucoup. Au revoir. »

L'échec du Labour « rénové »

« La pire concession au thatcherisme est de laisser les conservateurs gagner les prochaines élections. » Confronté de se défendre contre ses détracteurs qui l'accusaient de brader les valeurs traditionnelles du travaillisme, Neil Kinnock avait trouvé cet argument, aussi pragmatique que décisif, après trois catastrophes électorales consécutives pour justifier son agiornamento. Son parti vient d'essuyer sa quatrième défaite.

Après la fin peu glorieuse du gouvernement Callaghan, en 1979, et la défaite qui s'ensuivit, l'aile gauche s'était sentie le vent en poupe. Elle avait imposé un programme pur et dur, au risque de transformer le parti en une secte ayant perdu sa vocation naturelle à gouverner et cédant du terrain au profit d'une Alliance du centre, composée de libéraux et de sociaux-démocrates venus de la droite travailliste. On ne parlait alors dans les congrès du Labour que de désarmement unilatéral, de renonciation au nucléaire, de sortie du Marché commun, de nationalisations et de protectionnisme.

L'expérience malheureuse des socialistes français, de 1981 à 1983, ne servit en rien à leurs camarades d'outre-Manche qui continuèrent inexorablement à prôner une politique sans rapport avec la réalité de la Grande-Bretagne. Ce qui amena un dirigeant travailliste modéré à qualifier le programme de son parti à la veille des législatives de 1983 de « plus longue lettre annonçant un suicide ».

La fin de l'interventionnisme et du pacifisme

Malgré la sanction que viennent à nouveau de lui infliger les électeurs, il revient largement au mérite personnel de Neil Kinnock, successeur à la tête du parti de Michael Foot, d'avoir fait passer le Labour d'un « romantisme » à un « réalisme ». « La seule démarche correcte pour un socialiste démocrate est celle du jardinier : vous devez respecter la nature du sol », M. Kinnock, qui venait lui-même de la *soft left* (la gauche modérée) n'a pas pu imposer le cours nouveau du jour au lendemain. Mais pas à pas, avec une énergie un peu obscure que ne décourageaient pas les revers essuyés dans plusieurs congrès du parti, il a rompu avec les dogmes travaillistes.

En 1983, le programme du Labour plaide encore pour une politique économique interventionniste et volontariste. La croissance devait être assurée par le déficit budgétaire et les investissements publics, la compétitivité par une dévaluation sauvage de la livre sterling, à l'abri de frontières fermées, la justice sociale par des transferts favorisés par une fiscalité impitoyable, même pour les revenus moyens. La politique étrangère proposée par les travaillistes portait les traces du pacifisme.

Quatre ans plus tard, sous l'impulsion de Neil Kinnock, la norme de nationalisation était abandonnée au profit de « partici-

pation sociale » tandis que l'opposition à l'armement nucléaire était maintenue dans les principes, mais la destruction des stocks reportée aux calendes grecques. Il fallut attendre le lendemain de la défaite électorale de 1987 pour que les révisions déchirantes puissent être menées à leur terme : les travaillistes abandonnèrent la thèse du désarmement unilatéral et acceptèrent l'économie de marché.

Le Labour s'était assez assagi pour que le Financial Times, à la veille du scrutin, prit position en sa faveur. Le chancelier de l'Echiquier du gouvernement fantôme, M. John Smith, s'était efforcé d'inspirer confiance en prenant fermement position pour le maintien de la livre dans le SME et contre toute politique de dévaluation qui, dans les années 60, avait valu au gouvernement travailliste le déshonneur d'une intervention du FMI. Le Labour, avait promis M. Smith, défendra la monnaie, même au prix d'une augmentation des taux d'intérêt.

Une politique social-démocrate classique

Le Labour se voulait plus européen que les conservateurs. Un gouvernement Kinnock aurait adopté la charte sociale des Douze, pris une part active à la négociation sur l'Union économique et monétaire, en faveur de la monnaie unique, tout en réclamant une réforme de la politique agricole commune qui ne trouve grâce aux yeux d'aucun Anglais.

Neil Kinnock était convaincu que la société britannique avait changé après plus de dix ans de thatcherisme, que l'idéologie ouvrière traditionnelle des travaillistes ne trouvait plus d'écho que dans les couches les moins développées de la population. Les syndicats, qui restent la base militante et financière du Labour Party, se sont eux-mêmes transformés sous les coups de boutoir de la législation conservatrice, les effets de la crise et la déroute des mineurs qui s'étaient lancés, en 1983-1984, dans une grève quasi insurrectionnelle.

S'il avait accédé au gouvernement, le Labour aurait mis en œuvre une politique social-démocrate classique, celle d'un parti qui n'a pas renoncé à l'intervention de l'Etat, qui veut réguler l'économie de marché et croire en la redistribution des revenus au moyen de la fiscalité. Une politique qui, croyait-il, n'effrayerait plus les classes moyennes, malmenées par les restructurations économiques et sociales de ces dernières années.

Neil Kinnock aura défini un « travaillisme à visage respectable ». Il était convaincu que le Labour, après treize ans d'opposition, devait se refaire une image de parti de gouvernement, sous peine d'être marginalisé dans la vie politique britannique. Mais cela n'a pas suffi et les électeurs, une fois de plus, l'ont boudé.

DANIEL VERNET

Les marchés financiers euphoriques

La City, qui n'a jamais caché ses sympathies pour les conservateurs, a salué leur victoire par des hausses spectaculaires. A l'ouverture officielle du marché des actions, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 132,2 points (5,4 %) à 2 568,8 points. Les marchés financiers page 22 et maintenant son avance en milieu de journée. Lors de la première demi-heure des échanges « non officiels », il s'était envolé de plus de 180 points, passant pour la première fois depuis six mois au-dessus de la barre symbolique des 2 600 points. Les opérateurs, qui étaient à leur poste toute la nuit, pour des transactions de gré à gré, ont estimé que l'indice FTSE des cent plus grandes valeurs de la Bourse de Londres avait gagné un moment déjà de 10 %.

Le livre sterling n'était pas en reste. Quand l'évolution du scrutin

a commencé à se préciser, elle a fait l'objet d'achats massifs et a gagné près de 2,5 pence contre la livre, à 2,98 pence. Fait sans précédent, la Banque d'Angleterre a profité de l'optimisme ambiant pour émettre 800 millions de livres d'emprunts du Trésor en pleine nuit à 2 h 30. La demande a été tellement forte que les quatre tranches proposées ont été souscrites en une demi-heure, la première en l'espace de quelques minutes.

Au-delà du coup de chapeau aux conservateurs, les milieux financiers britanniques ont surtout souligné de voir disparaître la menace d'une période d'incertitude politique. « Nous pouvons maintenant mettre la politique de côté et nous concentrer sur les éléments fondamentaux de l'économie », résume M. John Sheppard, économiste de la banque d'affaires Warburg.

Question Réponse

« Qu'est-ce qui fait 50 cm x 70 cm de côté, occupe à peu près 1/15^{ème} de votre salon, représente 1/5^{ème} de la taille de Paris, et va vous séduire à 100 % demain soir, à partir de 20 h 45 ? »

Euro Disney

TF1

Euro Disney RESORT

Euro Disney s'ouvre à vous sur TF1, et en Eurovision. Samedi 11 Avril 1992 à 20 h 45.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la victoire des conservateurs

Une « divine surprise »

Suite de la première page

Les Tories reviennent à la Chambre des communes avec environ 334 sièges, contre 272 pour le Labour et 21 pour les démocrates libéraux de M. Paddy Ashdown. Ils y disposent donc de la majorité absolue (326 sièges). Le parti de M. Major est ainsi dispensé d'avoir à conclure un accord avec l'une ou l'autre des formations minoritaires, pour disposer d'une majorité de gouvernement. Avec 42,6 % des suffrages exprimés, les conservateurs n'enregistrent pratiquement aucun recul en termes de voix par rapport à 1987 (42,3 %), mais ils perdent 33 sièges.

Les travaillistes, de leur côté, amoindrent nettement leur score, passant de 30,9 % des voix en 1987 à environ 35,6 % aujourd'hui, et gagnent 42 sièges. Enfin, avec 21 élus, les démocrates libéraux enregistrent un déclin en voix (18 % contre 22,6 %) et perdent un siège.

Les conservateurs, qui gagnent pour la huitième fois les élections depuis 1945 (le Labour l'ayant emporté à six reprises), ne s'attendaient pas à une telle victoire. En un mois de campagne électorale, aucun sondage ne leur laissait espérer une majorité absolue, la plupart prévoyant un « hung Parliament » (c'est-à-dire une Chambre sans majorité), dominé par le Labour. Cette « divine surprise » s'est peu à peu imposée au cours de la nuit, obligeant les commentateurs et les principaux responsables politiques à inverser progressivement leurs commentaires.

Si la campagne électorale a été manifestement dominée par les travaillistes - les conservateurs donnant souvent l'impression de changer de registre selon l'évolution des sondages - le parti tory s'est ressaisi au cours de la dernière semaine. M. Major a adopté un ton plus combatif et mis en avant deux thèmes sur lesquels, traditionnellement, son parti dispose d'un net avantage par rapport à ses adversaires : d'une part, sa propre personnalité comme chef du gouvernement - notamment son rôle sur la scène internationale - par opposition à la cote de popularité toujours négative de M. Kinnoch ; d'autre part, la capacité des Tories à dominer les dossiers économiques, ainsi que les conséquences des propositions formulées par les travaillistes, notamment sur l'augmentation des impôts.

Le jugement du président du Parti conservateur, M. Chris Patten, selon lequel « les gens n'ont

pas confiance dans le Labour », n'est pas entièrement vrai, puisque les travaillistes ont gagné près de cinq points par rapport à 1987, mais le problème de crédibilité du Labour et de son chef demeure. Depuis quarante-huit heures, la certitude d'une victoire travailliste s'était largement répandue. Dans les administrations du quartier officiel de Whitehall, les fonctionnaires commencent à se préparer aux conséquences pratiques de l'alternance et, dans la City, les marchés financiers, anticipant une défaite des conservateurs, évaluaient la chute probable des valeurs boursières et les pressions spéculatives contre la livre sterling.

Pour M. Major, il s'agit d'un réel triomphe. Sur le plan personnel d'abord, il n'avait aucune expérience de chef de parti en campagne électorale et il recueille aujourd'hui le mandat et la légitimité populaire qui lui manquaient pour s'imposer à la tête du Parti conservateur. M^{me} Margaret Thatcher lui avait apporté un soutien du bout des lèvres - elle est revenue jeudi soir à Londres, d'une tournée de conférences aux États-Unis - notamment parce qu'elle n'approuvait pas le choix du premier ministre en matière d'endettement budgétaire et de recours massif à l'emprunt public, ainsi que sa position, jugée trop conciliante, sur les questions européennes.

Remise en ordre chez les Tories

M. Major dispose dorénavant de l'autorité nécessaire pour faire taire, au sein du parti, les critiques et les tentatives de rébellion des nostalgiques de l'«*à la Thatcher*». Une remise en ordre du vieux parti tory va s'imposer, en particulier parce que son président, M. Patten, a été battu dans sa circonscription de Bath (comté d'Avon). Mais l'ampleur de la victoire des conservateurs n'est pas moins remarquable. La perte de quelque 35 sièges apparaît presque bénigne, pour un parti forcément usé par treize années de pouvoir et qui a subi de plein fouet l'impact de la plus grave récession économique ayant frappé la Grande-Bretagne depuis les années 30. La plupart des indices de ces dernières années étaient négatifs, notamment celui du chômage, qui frappe plus de 2,6 millions de Britanniques.

S'appuyant sur ces résultats, sur la majorité générale de la nuit, les Tories ont des perspectives sans cesse retardées d'une reprise économique, enfin sur l'état

souvent désastreux des services publics, en particulier le Service national de santé (NHS) et l'éducation, les travaillistes disposaient de puissants atouts pour convaincre les électeurs de sanctionner le Parti conservateur et de «*donner sa chance*» au Labour. Par comparaison, les seize mois pendant lesquels M. Major a mis en œuvre une politique somme toute peu différente de celle de son prédécesseur, bien que plus modérée et plus prudente, ne pesaient pas lourd, semblait-il. L'échec des travaillistes n'en apparaît que plus grave. L'explication n'est pas dans un quelconque choix de société : avec la profonde évolution opérée par les travaillistes depuis 1983, l'ancienne opposition entre «*capitalisme*» et «*socialisme*» n'existe plus, et les différences entre les deux partis, sur la plupart des grandes options, sont faibles.

Restent les propositions de chaque formation en matière de pression fiscale. Sur ce point, le chancelier de l'Échiquier du «*cabinet fantôme*», M. John Smith, n'a apparemment pas réussi à convaincre que l'augmentation des impôts prévue par le Labour ne toucherait qu'une minorité de contribuables, parmi les plus favorisés. À l'inverse, la campagne développée par les conservateurs, destinée à convaincre l'électorat que le Parti travailliste allait augmenter la «*facture*» fiscale de chaque contribuable de 1250 livres (1) par an, a probablement fait peur. De façon plus générale, le Labour a souffert d'un problème de crédibilité quant à sa capacité à gérer l'économie, et aussi à cause de son passé. Le souvenir des grèves de la dernière expérience travailliste - 1974-1979 - ne s'est pas évanoui et les liens extrêmement étroits entre le Labour et les syndicats pouvaient laisser craindre qu'un gouvernement travailliste serait obligé de céder devant les surenchères du TUC.

Mais c'est sans doute l'image personnelle de M. Kinnoch qui a influencé une partie de l'électorat. Le chef du Labour plût depuis des années d'une cote de popularité extrêmement faible, et bien des partisans potentiels du Parti travailliste n'étaient pas prêts à favoriser son entrée à Downing Street. Le Parti conservateur a exploité cette image, soulignant que le «*challenge*» de M. Major était «*insaisissable*» à gouverner. La question de la direction du Labour se trouve désormais posée, puisque M. Kinnoch a conduit, pour la deuxième fois, son parti à la défaite. Il est cependant probable qu'un éventuel remplacement de M. Kinnoch - par exemple par M. John Smith, dont la cote de popularité est bien plus forte - ne sera pas tranché avant le prochain congrès, en octobre prochain.

Ce scrutin apporte peu de changements à la carte politique de la Grande-Bretagne, du moins en ce qui concerne la division traditionnelle entre le Sud riche et l'Angleterre, une région qui constitue le bastion du parti tory, et le Nord industriel, où les travaillistes recueillent leurs principaux soutiens. Sur le plan institutionnel, la plus grande surprise vient de l'Écosse (voir encadré) où le message de M. Major, qui avait dramatisé l'enjeu du scrutin en laissant pressager un possible «*éclatement*» du Royaume-Uni, a été entendu.

LAURENT ZECCHINI

(1) Environ 12 500 francs.

Résultats provisoires

(en pourcentage de voix dans 620 circonscriptions sur 651 à pourvoir)

	1992	1987
Conservateurs	42,6 (334*)	42,30 (376)
Travaillistes	35,6 (272)	30,83 (229)
Libéraux-démocrates (ex-Alliance centriste)	18 (21)	22,55 (22)
Autres	3,8 (24)	4,09 (23)

* Les chiffres indiqués entre parenthèses correspondent, pour chaque parti, au nombre de sièges obtenus, en 1987 et en 1992 aux projections réalisées vendredi 10 avril en fin de nuit. (Les élections partielles intervenues entre 1987 et 1992 ont légèrement modifié la composition du Parlement.)

Défaite des nationalistes écossais LONDRES

de notre correspondant

Démentant, elle aussi, toutes les prédictions, l'Écosse reste très britannique à l'issue du scrutin du 9 avril. Loin d'être laminés, les Tories renforcent leur influence, passant de 9 à 11 sièges. Les travaillistes, eux aussi, maintiennent leurs positions, avec 49 sièges. Les grands perdants sont les démocrates libéraux, qui perdent trois sièges (il leur en reste sept) - du moins selon les résultats provisoires, puisque deux sièges restaient encore à attribuer vendredi matin - ainsi que le Parti nationaliste écossais (SNP), qui ne sauve que trois des cinq sièges qu'il occupait aux Communes. Là encore, les sondages se sont lourdement trompés, puisqu'ils prévoyaient une «*vague*» en faveur de la «*dévolotion*» (une large décentralisation administrative, politique et économique), défendue par le Labour et les démocrates libéraux, voire de l'indépendance, proposée par le SNP.

L. Z.

Le Sinn Féin perd son siège à Belfast-Ouest

Les élections du 9 avril ont produit une autre surprise, en Irlande du Nord, cette fois, où M. Gerry Adams, chef du Sinn Féin (généraliste considéré comme l'«*âme politique*» de l'IRA) a perdu son siège de Belfast-Ouest au profit d'un nationaliste catholique modéré, le docteur Joe Hendron.

Certes, Gerry Adams n'avait jamais occupé à Westminster le siège qu'il détenait depuis 1983, puisque son mouvement ne reconnaît pas l'autorité du Parlement de Londres sur les six comtés d'Ulster. Mais ce mandat de député, remporté alors que le traumatisme de la grève de la faim des prisonniers de l'IRA était encore frais dans des esprits, conférait aux républicains irlandais une légitimité

que même les Anglais ne pouvaient leur contester. Du même coup, le SDLP, parti nationaliste modéré, va de nouveau être représenté à la Chambre des Communes dont il avait été évincé lorsque Gerry Adams battit Gerry Fitt, devenu depuis Lord Fitt.

Paradoxalement, la défaite électorale du Sinn Féin ne traduit pas un recul de l'électorat républicain de Belfast, puisque Gerry Adams, avec 16 826 voix, réédite à une quarantaine de voix près son score de 1987 (16 862 voix). La forte participation (73,18 %) au scrutin du 9 avril a en fait favorisé le docteur Hendron, qui l'a emporté de justesse avec une majorité de 589 voix.

CEI : nouveaux affrontements en Moldavie

L'Ukraine sur le qui-vive

De nouveaux affrontements meurtriers se sont déroulés, jeudi 9 avril, entre forces «*russophones*» et moldaves, malgré un cessez-le-feu conclu le 7 avril. Vingt russophones auraient ainsi été tués lors d'une attaque contre une position moldave près du village de Leontes, à 80 kilomètres au sud de Kichinev, selon le radio moldave.

KIEV

correspondance

Il y a quelques semaines encore, la frontière entre l'Ukraine et la Moldavie, comme la plupart des frontières inter-soviétiques, était quasiment inexistante. Seuls quelques panneaux en marquant l'emplacement, mais pour la population locale ce n'était rien d'autre qu'une formalité : les gens habitant en Ukraine, travaillant en Moldavie, et tout le monde vivait en paix. Tout a changé en mars, quand on a constaté que des groupes armés et des individus, parmi lesquels des Cosaques, cherchaient à pénétrer en Moldavie en passant par le territoire ukrainien. Pour les combattants de la rive gauche du Dniestr, il était beaucoup plus facile de traverser par l'Ukraine que par les zones de combat. Le 17 mars, le président Leonid Kravtchouk dépêcha une force de

1 500 hommes chargée de surveiller une bande de 50 kilomètres tout au long de la frontière moldave.

Depuis, la vie n'est plus la même pour les populations locales. Gardes-frontières et miliciens ukrainiens contrôlent tous ceux qui passent la frontière, pour vérifier qu'ils ne portent pas d'armes. Les quelque 5 000 personnes qui vivent dans le village ukrainien de Mohyliv-Podolsk et travaillent dans la ville moldave d'Alachi doivent subir des fouilles quotidiennes.

Si une véritable guerre devait éclater en Moldavie, l'Ukraine risque de s'y trouver entraînée, en raison aussi bien de sa proximité géographique que de sa communauté ethnique avec l'une des parties en conflit : 29 % de la population de la Transnistrie est constituée d'Ukrainiens russophones, qui sont, avec les autres russophones de la région, mécontents de la politique menée par les autorités de Kichinev (Chișinău, en roumain), la capitale de la République moldave. A Kieff, on craint que certains Ukrainiens d'Ukraine ne soient tentés de venir en aide à leurs voisins de Transnistrie, auxquels ils sont d'ailleurs souvent unis par des liens familiaux. «*Un frère voulant porter assistance à un frère, ce n'est pas exclu*», explique un haut fonctionnaire du ministère ukrainien des affaires étrangères, M. Olexandre Motylyk. Cependant, poursuit-il, l'Ukraine veut empêcher à tout prix un conflit, et, contrairement à la Russie,

évite toute ingérence directe : «*Notre politique est : nous ne nous marchons pas sur les pieds pour que vous ne marchiez pas sur les nôtres*».

Ainsi, les autorités de Kieff font un très mauvais accueil à toute idée d'une annexion de la Transnistrie par l'Ukraine, comme le suggèrent certains Ukrainiens de la région. En effet, les nationalistes moldaves les plus radicaux revendiquent de leur côté les deux régions ukrainiennes de Bessarabie du Sud et de Bucovine (intégrées à l'Ukraine sur décision de Staline), et Kieff a donc d'excellentes raisons de considérer les frontières actuelles comme intangibles.

Mais il faut en tout état de cause faire face au problème posé par les réfugiés : entre 7 000 et 10 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, sont hébergées dans des foyers, des hôtels ou chez des particuliers, et l'Ukraine pourrait avoir bien du mal à faire face à un afflux supplémentaire. Les entretiens auxquels a participé à Kichinev une délégation ukrainienne, aux côtés de représentants de la Moldavie, de la Russie et de la Roumanie, se sont terminés sur une note d'espoir, mais l'accord de cessez-le-feu est très fragile. Comme l'a expliqué un des délégués ukrainiens, «*il faut espérer que tout ira bien, mais être préparé au pire*».

ROMA INHATOWICZ

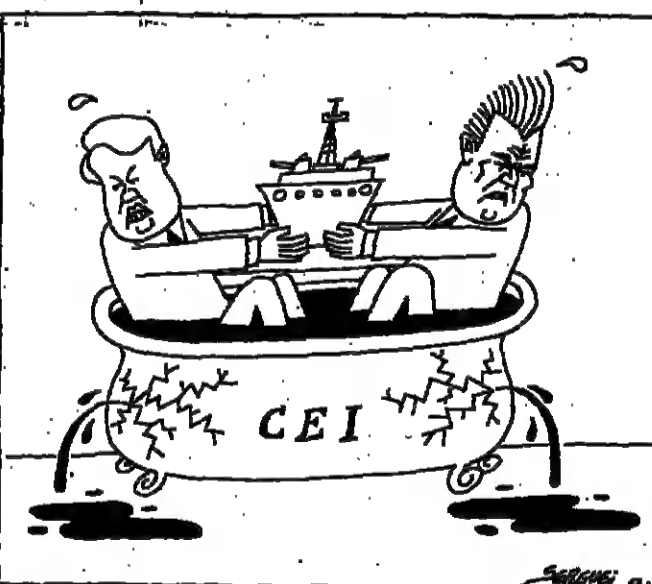
Pause dans le différend russo-ukrainien sur la flotte de la mer Noire

MOSCOU

de notre correspondant

Victoire du bon sens ou pour du ridicule ? Les présidents de Russie et d'Ukraine se sont mis d'accord par téléphone, jeudi 9 avril, pour «*suspendre*» l'un et l'autre, l'application des décrets par lesquels

posable», que M. Léonid Kravtchouk s'est exprimé, jeudi soir, à la télévision centrale de Moscou : «*Si nous faisons preuve de sagesse et de calme, si nous ne nous laissons pas mener par les ambitions, alors les problèmes seront résolus. Nous ferons tout pour que nos deux peuples ne se querellent pas, parce*



ils plaçaient la flotte de la mer Noire sous leur autorité (nos éditions du 10 avril). Rien n'est pourtant réglé sur le fond. MM. Eltsine et Kravtchouk s'étaient seulement entendus pour constituer une nouvelle commission chargée de rechercher une solution au conflit. Mais cet original accord de «*cesser-le-décret*» met un terme provisoire à une situation absurde qui plaçait les équipages de la flotte de Sébastopol dans une position intenable.

Conséquence de cette «*détente*», les amiraux russes ont «*suspendu*» l'opération consistant à remplacer, à la poupe des navires, les drapeaux de la marine soviétique par ceux de la vieille marine russe. Parallèlement, des responsables du Parlement ukrainien et du commandement des «*forces unifiées de la CEI*» ont lancé un appel conjoint aux équipages, les enjoignant de maintenir la flotte «*en état opérationnel*».

Une fois de plus, les présidents des deux «*grandes puissances*» de la CEI, après avoir bien passé leurs nerfs et amplement manifesté leur colère, ont ressenti l'un et l'autre la nécessité de calmer le jeu. Tout se passe comme si une sorte de «*sixième sens*», marin en la circonstance, incitait ces deux anciens apparatchiks convertis au nationalisme à se ressaisir quand leur affrontement risque de prendre des proportions par trop dommageables aux intérêts de leurs pays.

C'est en tout cas sur un ton très modéré, très «*homme d'Etat*» res-

qu'ils ne veulent pas se quereller. C'est pour cela que nous sommes présidents».

Reste à traduire ces bonnes intentions en un accord pour le partage de la flotte, et donc à réussir, après cette passe d'armes, à obtenir des négociations positives ont échoué jusqu'à présent. Cela n'ira pas sans mal et sans grincements de part et d'autre, d'autant que certains politiciens font preuve d'un talent remarquable pour attiser le conflit. Après le vice-président Roubakof, maître incontesté en la matière, c'est M. Anatoli Sobtchak, maire de Saint-Petersbourg et juriste distingué, qui en a fait jeudi une nouvelle démonstration, en invitant le président Eltsine à déclarer unilatéralement nul et non avenue l'acte par lequel la Crimée fut rattachée à l'Ukraine en 1954.

JAN KRAUZE

Des dizaines de milliers de personnes évacuées Violentes explosions dans un dépôt de munitions en Arménie

Le ciel d'Erevan était illuminé, selon des images de la télévision russe, par des explosions, à 15 kilomètres de là, dans un dépôt de munitions de l'armée soviétique, où un incendie s'était déclaré dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 avril. Des milliers de personnes fuyaient la région pour échapper à une pluie de débris d'obus, qui ont explosé jusqu'au rythme d'une vingtaine par minute. Selon les agences de presse, près de trois cent mille personnes devaient être évacuées des alentours de la base de Babouk au nord d'Erevan, où cinq mille six cents projectiles de divers types étaient entreposés. Selon les autorités arméniennes, il y a eu sept blessés mais pas de morts. Elles ont indiqué, dans la journée de jeudi, que «*l'incendie avait cessé de se propager*», et qu'il n'y avait pas atteint trois sites de missiles à longue portée situés près de ce dépôt de munitions de la septième armée ex-soviétique, désormais sous contrôle de la Russie.

Des responsables de l'armée ont insisté entendre que l'incendie pouvait avoir pour origine une attaque d'«*extrémistes arméniens*», en démentant une autre explication ayant cours à Erevan : les troupes arméniennes pourraient vouloir récupérer les munitions qu'elles ne pouvaient emporter lors de leur retrait partiel en cours. Le gouvernement arménien a demandé au président Eltsine d'envoyer un contrôle sur l'enquête ouverte par l'armée et de dédommager l'Arménie, alors que le président Levon Ter-Petrosian écartait une visite à Athènes.

En Azerbaïdjan, une quarantaine de soldats et officiers de l'armée ex-soviétique ont mis en déroute, le même jour, une trentaine d'hommes du «*premier régiment du ministère de la défense d'Azerbaïdjan*» qui attaquaient un dépôt d'essence près de Bakou. Deux Azeris ont été tués et deux autres blessés, alors que des otages étaient pris dans les deux camps et que des négociations étaient en cours pour leur échange.

Une dizaine d'Azerbaïdjanais ont été en outre pris en otage par les forces arméniennes dans le village d'Agdabab, dans le Haut-Karabakh, où une vingtaine de personnes auraient trouvé la mort lors de deux jours de combats, qui se poursuivent sporadiquement malgré le maintien officiel du cessez-le-feu. (AFP, Reuters).

Iliescu, a été enregistré, jeudi 9 avril à Bucarest, ce qui consacre la accession survenue avec M. Petru Roman à la suite de la convention nationale du FSN le mois dernier. (AFP).

■ HONGRIE : rectificatif. - La loi sur l'indemnisation des victimes de la répression en Hongrie entre 1939 et 1949 s'applique également aux personnes ayant déjà reçu une indemnité d'un Etat étranger, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 9 avril.

هنا من الفصل

هكدام الأصل

• Le Monde • Samedi 11 avril 1992 5

sur le qui-vive

des ukrainiens
et Noirs



Chausse-trapes ou chausse-trappes ?

LE CREDIT AGRICOLE PARRAINE LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ORTHOGRAPHE DEPUIS SA CREATION.

Le 11 avril aux Nations Unies, les subtilités de la politique laissent la place aux pièges de l'orthographe.

C'est parce que nous croyons que les hommes se comprennent mieux
quand ils parlent le même langage, que nous encourageons tout ce qui peut les rapprocher.



Le bon sens

Corrigé de la dictée et soirée de remise des prix de 20 h 45 à 22 h.

EUROPE

Alors que les dirigeants bosniaques lancent un appel à l'aide internationale

Les combats s'étendent en Bosnie-Herzégovine

La guerre s'étend peu à peu en Bosnie-Herzégovine. Les combats, qui avaient commencé le long de la Neretva (sud-ouest), en Herzégovine, et le long de la Sava, à la frontière croate (nord), avaient ensuite touché le centre de la République et notamment Sarajevo. Désormais, ils ont gagné l'est, le long de la Drina, à la frontière avec la Serbie.

BELGRADE

de notre correspondant

Après les accrochages du week-end dernier entre Serbes et Musulmans, à Bijelina (39 % de Serbes et 31 % de Musulmans), au nord-est de la République - à la frontière avec la Serbie - les forces serbes ont pris le contrôle de la ville grâce au soutien de volontaires venus de Serbie. Trente-sept Musulmans, dont six femmes, ainsi que trois Croates ont trouvé la mort dans ces affrontements. Après un ultimatum des milices serbes sommant les Musulmans de déposer les armes, la ville de Zvornik, située un peu plus au sud, sur la frontière avec la Serbie, a subi une attaque à l'artillerie lourde, jeudi 9 avril.

En début d'après-midi, selon la radio de Belgrade, Zvornik « était libérée ». La cellule de crise serbe de cette commune qui compte 59 % de Musulmans et 38 % de Serbes a pris le pouvoir, dissolvant le conseil municipal puis décrétant la mobilisation générale des Serbes et instaurant le couvre-feu. Le maire de Zvornik, M. Abdulah Pasic, a affirmé que la ville avait été bombardée en partie depuis l'autre rive de la Drina, en l'occurrence depuis la Serbie. Il a dénoncé l'agression serbe contre la Bosnie-Herzégovine et accusé l'armée serbo-fédérale et les forces paramilitaires de Zeljko Raznjatovic-Arkan d'avoir participé à l'attaque. Selon un premier bilan, six personnes ont été tuées et quinze autres blessées.

A Visegrad, un peu plus au sud (63 % de Musulmans et 33 % de Serbes), les Musulmans ont miné le barrage de la centrale hydroélectrique située sur la Drina et menacé de le faire exploser si les milices serbes s'en prenaient à la ville. Des affrontements sporadiques ont aussi été signalés dans la commune voisine de Rudno. Dans l'après-midi, Foca, peuplée de Musulmans (52 %) et de Serbes (45 %), a été violemment bombardée. A la tombée de la nuit, cinq cents obus étaient tombés sur la ville et les combats se poursuivaient. Selon le chef de la police locale, les milices serbes auraient lancé leur offensive avec le soutien de l'armée fédérale.

La direction de Bosnie-Herzégovine, où ne siègent plus que les représentants musulmans et croates, s'inquiète de l'extension du conflit et a mis en garde contre les risques croissants d'une agression. Le président bosniaque, le Musulman Alija Izetbegovic, a adressé, jeudi, une lettre au président George Bush dans laquelle il dénonce « l'agression ininterrompue et extérieure menée contre la Bosnie-Herzégovine ». Le ministre des

affaires étrangères, M. Hari Siladzic, devait d'ailleurs partir se rendre, vendredi, à Genève pour rencontrer les représentants de l'ONU et tenter d'alerter l'opinion internationale.

Les dirigeants bosniaques se sont, par ailleurs, adressés aux autorités militaires de Belgrade, leur demandant de venir à Sarajevo pour régler la question de l'armée fédérale qui est, après la reconnaissance de l'indépendance de la République, devenue de facto une armée étrangère. Pour le moment, les unités de l'armée fédérale stationnées en Bosnie-Herzégovine restent sous le commandement de la direction militaire de Belgrade et n'envisagent pas de se retirer. D'ailleurs, le commandant de l'armée (fédérale) de Paic, le général Bosidar Stevanovic, a averti jeudi que l'aviation serait désormais utilisée pour défendre les unités attaquées par les milices.

FLORENCE HARTMANN

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Le président Collor de Mello a complété son cabinet

Le président brésilien Fernando Collor de Mello a complété jeudi 9 avril son cabinet en procédant à la nomination de six ministres, dont M. Celso Lafer aux Relations extérieures. Le cabinet brésilien avait démissionné en bloc le 30 mars. Les ministres nommés jeudi sont, outre Celso Lafer, José Mello (travail et administration fédérale), Pradine de Moraes (mines et énergie), Alfonso Camargo (transports et communications), Antonio Cabrera (agriculture) et Angelo Calmon de Sa (chef du secrétariat au développement régional, avec rang de ministre). - (AFP)

CAMEROUN

Un anglophone a été nommé à la tête du gouvernement

Le président Paul Biya a nommé, jeudi 9 avril, un nouveau premier ministre, M. Simon Achidi Achu, originaire de Santa, dans la province anglophone du Nord-Ouest, en remplacement de M. Sadou Hayatou, natif de Gerous, qui occupait ce poste depuis avril 1991. Le nouveau chef du gouvernement, membre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique, dirigé par le chef de l'Etat), a occupé diverses fonctions à la présidence et dans les précédents gouvernements, dirigeant, notamment, le ministère de la Justice sous le régime de feu le président Ahmadou Ahidjo.

La nomination d'un anglophone à la tête du gouvernement n'est pas une surprise, la tradition politique camerounaise exigeant que, lorsqu'un premier ministre est francophone, la présidence de l'Assemblée nationale incombe à un anglophone, et inversement. Or c'est un francophone, M. Djibril Cissé, qui avait été élu, le 31 mars, pour présider la nouvelle Assemblée nationale.

Quelques heures après l'annonce de sa nomination, M. Achidi Achu a présenté la liste de ses ministres. Le nouveau gouvernement, dit « de coalition », reste très largement dominé par le RDPC. Aucune personnalité des deux partis d'opposition désormais représentés au Parlement, l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) et l'Union des populations du Cameroun (UPC), n'a obtenu de portefeuille ministériel. - (AFP, Reuters)

○ DJIBOUTI : Les rebelles menacent de reprendre les combats. - Les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) ont annoncé, jeudi 9 avril, une « reprise ininterrompue » des combats. Ils ont aussi demandé aux militaires français de laisser le libre passage à leurs troupes. - (AFP)

EN BREF

○ BURUNDI : arrestation d'un ancien ministre. - L'ancien ministre des Relations extérieures, M. Cyprien Mbonimpa, a été arrêté, jeudi 9 avril, à Bujumbura, dans le cadre de l'enquête sur les troubles qui ont eu lieu le 4 mars, a-t-on appris de source officielle. Selon une source diplomatique, M. Mbonimpa s'opposait à la politique d'ouverture du président Pierre Buyoya à l'égard des Hutus, jusqu'alors écartés du gouvernement par les Tutsis, minoritaires dans la population. - (AFP)

○ ÉTHIOPIE : affrontements meurtriers dans l'est. - Selon les autorités éthiopiennes, sept maquisards du Front de libération oromo (OLF) ont récemment été tués par les forces gouvernementales, après avoir ouvert le feu sur le train reliant Addis-Abeba à Dire-Dawa, dans l'est du pays. D'autres affrontements, survenus dans l'est et le sud du pays, ont entraîné l'interruption d'une partie des programmes d'aide alimentaire des Nations Unies. - (AFP)

IRAK

Destruction du centre nucléaire d'Al Atheer

Quatre-vingt-dix pour cent des équipements du centre nucléaire d'Al Atheer désignés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont été détruits, a annoncé, jeudi 9 avril, à Bagdad, le chef de la mission de l'ONU chargée de superviser cette tâche, M. Dimitri Pericos. Il a précisé que la destruction de ce centre, situé à 40 kilomètres au sud-ouest de la capitale irakienne, s'effectuait « sans problème ».

D'autre part, après Londres et Washington, Paris s'est dit « préoccupé », jeudi, par les mouvements de troupes et le déploiement de missiles antiaériens dans le nord de l'Irak, au nord du 36° parallèle, apparemment dans la perspective d'une offensive contre les rebelles kurdes. - (AFP, Reuters)

MALAWI

Le pouvoir affirme que la « tension » avec l'Eglise est « dissipée »

Le ministre d'Etat, M. John Tembo, a accusé, jeudi 9 avril, l'opposant syndicaliste Chakufwa Chibana d'avoir lui-même « provoqué » son arrestation, lundi, en décidant de revenir d'exil (le Monde du 10 avril).

M. Tembo, considéré comme la personnalité la mieux placée pour succéder au président à vie Kamuzu Banda, a d'autre part démenti que l'envoyé spécial du Vatican, Mgr Giovanni de Andrea, ait « soulevé la question du rebelle Chibana », lors de ses récentes entretiens avec le président Banda. Un porte-parole du gouvernement avait déjà souligné, mercredi, que les relations entre le pouvoir et l'Eglise catholique étaient redevenues « normales », la « tension » provoquée par la publication, début mars, d'une lettre pastorale très critique à l'égard du régime, étant désormais « dissipée ». - (AFP)

TOGO

La radio nationale à nouveau occupée par des militaires

Des militaires ont brièvement occupé, jeudi 9 avril, les locaux de la radio nationale, à Lomé, le temps de diffuser un communiqué des Forces armées togolaises (FAT) protestant contre le nouveau calendrier électoral, annoncé, mercredi, par le conseil des ministres (le Monde du 10 avril). Ce calendrier, qui prévoit de repousser d'un mois les futures élections nationales, avait été aussitôt critiqué par le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma.

DIPLOMATIE

TURQUIE : la prochaine visite du chef de l'Etat français

M. Ozal exposera à M. Mitterrand la « situation réelle dans le Sud-Est anatolien »

Le président turc, M. Turgut Ozal, a estimé, jeudi 9 avril, que la condamnation de la Turquie par le Parlement européen à Strasbourg, concernant les actions des forces armées turques dans le Sud-Est anatolien, était inacceptable. Il a indiqué que « tous les sujets » seraient abordés avec le chef de l'Etat français, qui se rend en visite en Turquie les 13 et 14 avril. « Tout doit être discuté avec M. Mitterrand. Je lui ferai part de la situation réelle dans le Sud-Est anatolien », a-t-il déclaré.

« Ce n'est pas acceptable. De cette façon, ils soutiennent le terrorisme », a estimé le chef de l'Etat turc dans

un entretien avec l'AFP à Ankara, à propos de la résolution adoptée jeudi par le Parlement européen. « Les droits fondamentaux de citoyens innocents, dit-il notamment, ont été foulés aux pieds dans le sud-est de la Turquie. » M. Ozal n'a fait aucun commentaire sur la condamnation parallèle des « actes terroristes » par le Parlement européen.

Il a accusé l'Assemblée de Strasbourg d'avoir ajouté foi à des « informations non vérifiées ». « Si, comme ils le disent, les forces de l'ordre avaient mitraillé la foule, affirme M. Ozal à propos des affrontements qui ont marqué les fêtes du Nouvel

An kurde, fin mars, il y aurait eu plus de morts que les cinquante et soixante dont il a été fait état. » L'ordre avait été donné « de ne pas tirer sur les populations civiles, femmes et enfants. Seuls des terroristes ont été tués », a-t-il ajouté.

M. Ozal a également démenti qu'un photographe du journal populaire turc Sabah Izer Keser, tué le 23 mars dans la ville de Cilve, ait été victime d'une balle tirée depuis un véhicule blindé des forces de l'ordre, comme l'ont affirmé des témoins. - (AFP)

L'OTAN déploiera une flotte de guerre permanente en Méditerranée

Sept pays de l'OTAN sont convenus, jeudi 9 avril à Bruxelles, de constituer une flotte permanente de guerre en Méditerranée. A ce jour, l'organisation militaire alliée ne disposait que d'une formation navale mobilisable au coup par coup, qui a notamment patrouillé durant le conflit du Golfe.

A cette flotte composée de frégates et d'escorteurs relevant d'un PC à Naples, la Grèce, la Turquie et l'Italie ont accepté de participer de manière permanente. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis y contribueront de manière régulière, alors que l'Allemagne et les Pays-Bas ne se joindront à cette escadre que de temps en temps, pour des exercices.

La France et l'Espagne, qui ne sont pas membres des commandements intégrés alliés, ne participent pas à ce projet, conçu pour mieux protéger le flanc sud du continent européen.

○ L'OTAN fait pression pour un transfert rapide des armes nucléaires tactiques vers la Russie. L'OTAN a demandé, jeudi 9 avril, à la Russie et à l'Ukraine de respecter la date limite du 1^{er} juillet fixée pour le transfert vers la Russie de toutes les armes nucléaires tactiques installées en Ukraine. Selon un communiqué de l'OTAN, le secrétaire général délégué de l'organisation, M. Amadeo De Franchis, a fait savoir aux autorités des deux ex-Républiques soviétiques que les alliés « s'inquiètent sérieusement » de la suspension par l'Ukraine de ce transfert. L'Ukraine veut s'assurer, pour sa part, que ces milliers d'armes à courte portée seront effectivement détruites une fois parvenues en Russie. Elle estime, pour l'heure, ne pas avoir encore obtenu de garanties suffisantes. - (Reuters, AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBYE

La Cour internationale de justice se prononcera le 14 avril sur les sanctions contre Tripoli

La Cour internationale de justice de La Haye rendra sa décision, mardi 14 avril, dans l'affaire de l'attentat de Lockerbie qui oppose la Libye aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. La Cour se prononcera ainsi la veille de l'entrée en vigueur de l'embargo aérien et militaire décidé contre Tripoli par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, devait rencontrer, jeudi, à Genève, le chef des services secrets libyens, le colonel Youssouf el-Debi, pour discuter avec lui de l'application des résolutions du Conseil de sécurité. - (AFP)

○ Le conseil central de l'OLP est reporté à cause de la convalescence de M. Arafat. - M. Yasser Arafat est arrivé, jeudi 9 avril, à Tripoli, en provenance de Misrata où il avait été hospitalisé après l'attentat-suicide de son avion dans le désert libyen. L'agence libyenne JANA a confirmé que le président de l'OLP était en bonne santé et qu'il allait passer une période de convalescence sans en préciser ni le lieu ni la durée.

Du coup, la réunion du conseil central de l'OLP, prévue pour jeudi à Tunis, a été reportée, et n'aura vraisemblablement pas lieu avant un mois. L'ordre du jour de ce conseil prévoyait notamment l'examen des négociations israélo-arabes qui doivent reprendre le 27 avril à Washington et dont les quatre premières sessions n'ont abouti à aucun résultat tangible. - (AFP)

IRAN

Les élections législatives opposent les « radicaux » aux « pragmatiques »

Quelque 30 millions d'Iraniens âgés de quinze ans révolus, soit un peu plus de la moitié de la population du pays, étaient appelés, vendredi 10 avril, à participer aux quatrièmes élections législatives depuis l'avènement de la République islamique en 1979, les premières depuis la mort de l'imam Khomeiny, en 1989. Les « pragmatiques », regroupés autour du président Ali Akbar Hachémi Rafсандjani, sont en compétition avec les « radicaux » pour leur ravir la majorité au Parlement, le Majlis.

Les premiers résultats de ces élections, qui se déroulent au scrutin

majoritaire à deux tours, ne devaient pas être connus avant samedi soir ou dimanche. 270 sièges sont à pourvoir dans 196 circonscriptions, 2 060 candidats briguant les suffrages des électeurs.

La plupart des candidats appartenant soit aux « pragmatiques », regroupés au sein de l'Association du clergé combattant (ACC), soit à l'Association des religieux combattants (ARC), les « radicaux », dont le secrétaire général est l'actuel président du Majlis, M. Mehdi Karubi, et qui obtiennent près des deux tiers des sièges du Parlement sortant. - (AFP)

Les Bahaïs dénoncent l'exécution d'un des leurs

GENÈVE

de notre correspondant

Les représentants de la communauté bahaïte ont alerté, jeudi 9 avril, le centre des droits de l'homme de l'ONU ainsi que les délégués des principaux pays occidentaux réunis à Genève au sein du comité préparatoire de la conférence mondiale sur les droits de l'homme, au sujet de l'exécution, en Iran, sans chef d'accusation ni jugement, d'un des leurs, Bahman Samandari.

Cette démarche a pour but d'empêcher la reprise des exécutions systématiques et sommaires des membres de cette communauté religieuse, qui compte en Iran près de 300 000 fidèles et n'a cessé de subir vexations et persécutions, particulièrement depuis l'avènement

du régime khomeyniste. L'exécution de Bahman Samandari est la première d'un Bahaï depuis décembre 1988. M. Kazem Samandari, frère du supplicié, nous a précisé que celui-ci, un économiste âgé de cinquante-deux ans et père de deux enfants, avait été arrêté une première fois en octobre 1987 puis interné dans la sinistère prison d'Evina et libéré sous caution le 18 décembre. Le 17 mars dernier - alors qu'après avoir été empêché de travailler durant des années, il occupait depuis dix mois un emploi dans une fabrique de textile - il fut de nouveau incarcéré. Sa femme a affirmé qu'il avait été exécuté dès le lendemain et enterré le 20 mars au « cimetière des infidèles ».

ISABELLE VICHNIAC

Le Monde ÉDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTREME RENÉ MONZAT EN VENTE EN LIBRAIRIE

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA

EN UNIVERSITE USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus

5 500 \$ environ. Départs en septembre ou janvier.

Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.

French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.09.19.

les meilleurs escargots de Paris

Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Ayez-en toujours d'avance. Sauf le lundi, de 8 h 30 à 13 heures et le dimanche de 8 heures à 13 heures, 79, rue Fondary (15^e), M^{me} Emilie Zola, bus 80. Tél. 45.75.31.09.

مكتبة القرآن الكريم

ASIE

AFGHANISTAN : prochain départ de M. Najibullah

Un « accord de principe » prévoit la mise en place d'une administration transitoire

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a annoncé, vendredi 10 avril à Genève, qu'un « accord de principe » avait été atteint entre toutes les parties afghanes pour la mise en place immédiate d'une administration transitoire à Kaboul, indique l'AFP. Ce « conseil de prétransition » comprendra quinze membres, des personnalités retenues comme « neutres » par l'ensemble des parties combattantes. Selon M. Benon Sevan, le médiateur de l'ONU dont les efforts incessants depuis l'automne dernier ont per-

mis la mise sur pied de cette formule, ce conseil devrait rester en fonction un maximum de quarante-cinq jours. Il devrait ensuite être remplacé par un véritable gouvernement intérimaire.

Le président pourrait se présenter à de futures élections

Le président Najibullah, installé à Kaboul en mai 1986 par l'occupant soviétique, devrait dès lors céder immédiatement tous ses pouvoirs à cette instance. C'est, en

tout cas, ce qu'il a déclaré à plusieurs journalistes, jeudi 9 avril à Kaboul. Il a également annoncé son intention de quitter le pays. Mais il n'a pas exclu de se présenter à de futures élections.

M. Boutros-Ghali a ajouté que les parties afghanes étaient également convenues de tenir « des élections possibles » une conférence sur le règlement du conflit. Celle-ci se tiendrait sans doute « dans les prochains semaines, mais son lieu n'a pas encore été déterminé », a ajouté le secrétaire général de l'ONU.

JAPON : la visite du secrétaire général du PC chinois

Tokyo et Pékin se rapprochent mais les différends demeurent

La visite au Japon du secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), M. Jiang Zemin, devait s'achever vendredi 10 avril. Elle laisse un sentiment mutuel d'insatisfaction, même si les relations nippo-chinoises se réchauffent : les deux parties étaient si soucieuses d'éviter tout frottement que les grandes questions ont été esquivées.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais ont tout d'abord différé leur réponse à l'invitation en Chine de l'empereur, irritant leurs interlocuteurs qui la considéraient pour la septième fois. De part et d'autre, on a prêté en outre ne pas aborder la question des Senkaku (Diaoyutai pour les Chinois), îles dont la souveraineté est contestée par Tokyo, Pékin et Taïpei.

Quand les problèmes de fond ont été abordés, ce fut pour donner lieu à des échanges à fleur de mouche. Ainsi, lorsque le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, signa la volonté du Japon de ne pas

devenir une puissance militaire et sollicita la compréhension de Pékin sur la participation de troupes nippones à des missions humanitaires dans le cadre des Nations unies, il lui fut répondu que « cette question devait être traitée avec prudence ». « Si, pour la Chine, il est important d'oublier le passé et de regarder vers l'avenir, pour le Japon, il est important de ne pas oublier le passé et d'en tirer les leçons pour l'avenir », précisait M. Jiang.

Evitant la question des droits de l'homme en Chine, M. Miyazawa s'est vu répondre que les critères en variaient en fonction de l'état de développement économique de chaque pays. De même, lorsque le premier ministre souleva le problème des ventes d'armes chinoises, M. Jiang aurait rétorqué : « Les ventes d'armes sont une bonne chose pour l'indépendance des petites puissances ».

La visite de M. Jiang, la première d'un dirigeant chinois depuis les événements de la place Tiananmen en 1989, devrait néanmoins marquer un réchauffement des relations entre les deux pays vingt ans après leur normalisation à l'automne 1972. Les Chinois avaient cherché à arrondir les angles. Soucieux d'obtenir la visite du couple

impérial, M. Jiang avait déclaré que, si celle-ci se réalisait, la Chine n'attendrait pas de l'empereur qu'il s'excuse pour le passé : « Les questions délicates ne seront pas abordées », devait-il déclarer. Quant à la question des Senkaku, M. Jiang a rappelé qu'elle restait en suspens.

Ces ouvertures n'ont pas ému les Japonais. Ils y ont vu une expression du double langage chinois. En effet, en février, la Chine a adopté une loi sur la territorialité maritime incluant les Senkaku, provoquant une protestation de Tokyo. Le mois suivant, à la suite du dépôt d'un projet de loi demandant 180 milliards de dollars de dommages de guerre au Japon, Pékin a reconnu le droit des victimes du conflit à demander directement des réparations à Tokyo.

En ce qui concerne une visite impériale, les Japonais, qui ont été les premiers des grands partenaires de la Chine à passer l'éponge sur les événements de Tiananmen, ne souhaitent cependant pas donner à Pékin l'occasion d'utiliser un tel événement pour montrer qu'ils ne sont pas isolés. L'opportunité de cette visite est, en outre, loin de faire l'objet d'un consensus dans l'opinion japonaise.

Les Chinois ne souhaitent visiblement pas irriter les Japonais. Ils ont un pressant besoin de leur aide en capital et en technologie pour poursuivre des réformes économiques. Sur ce plan, la visite de M. Jiang n'a pas été fructueuse.

Il est vrai que les Japonais sont déjà largement engagés en Chine. M. Miyazawa a simplement promis un million de dollars pour la préservation des vestiges culturels au Xinjiang. Une réponse positive pourrait néanmoins être donnée dès le mois prochain à une demande de la Chine d'une troisième tranche de crédits (700 milliards de yens, soit 5,1 milliards de dollars) pour une vingtaine de projets de mise en valeur des ressources naturelles. Le Japon a déjà ouvert, en 1979, à la Chine 420 milliards de yens en lignes de crédit pour le développement de ses ressources énergétiques ; puis, en 1984, 580 milliards.

PHILIPPE PONS

MALAISIE

Les relations sont tendues entre le gouvernement et les sultans

Les relations entre le gouvernement et les sultans de Malaisie sont loin d'être au beau fixe, en dépit d'un consensus sur un « code de conduite » que les familles royales devront suivre à la demande de l'UMNO (United Malay National Organization), principale composante du Front national, la coalition au pouvoir.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Dernier rebondissement de la querelle en cours : le gouvernement réclame plus de quatre millions de francs de taxes au sultan de l'Etat de Kelantan sur l'importation d'une voiture Lamborghini Diablo. Le sultan Ismail Petra Yahya Petra prétend que cette nouvelle acquisition rentre dans le quota de sept voitures que les souverains sont autorisés à importer hors taxes. Le ministre des finances affirme, de son côté, que le sultan a déjà importé vingt et une limousines de luxe et qu'il en a revendu, à très bas prix, une dizaine à des personnes non identifiées.

La Fédération de Malaisie, formée de onze Etats péninsulaires ainsi que de ceux du Sabah et du Sarawak (sur l'île de Bornéo), a un système parlementaire qui fonctionne relativement bien. Mais elle est dotée d'un conseil des souverains, en l'occurrence neuf sultans qui se succèdent sur le trône tous les cinq ans. Depuis neuf ans, les relations entre ces sultans héréditaires et le gouvernement central, dirigé par un roturier, M. Mahathir Mohamad, se sont progressivement dégradées.

Il est reproché, par exemple, au sultan du Terengganu d'avoir usé de sa position pour que des sociétés liées à la famille royale obtiennent quinze contrats d'un montant global de quelque 230 millions de francs. Autre affaire en cours : le ministre en chef du Selangor avait épousé en

cachette la fille de son sultan, qui a découvert le pot aux roses trois ans plus tard, à l'occasion de la naissance d'un premier enfant ; il lui-même depuis la vie dure, l'obligeant même, à un moment, à se réfugier à Singapour.

L'affaire de la limousine du sultan de Kelantan, qui est allé lui-même en prendre possession à l'aéroport de Kuala-Lumpur, où elle était arrivée par fret aérien, s'est greffée sur un fond de dures querelles politiques : le souverain en question est le neveu de Tunku Razaleigh Hanzah, principal adversaire politique du premier ministre, auquel il avait fait ravir la direction de l'UMNO en 1988. Le gouvernement accuse le sultan d'être intervenu, lors des dernières législatives en 1990, en faveur de son oncle, expliquant ainsi pourquoi la coalition dirigée par Tunku Razaleigh a raté tous les sièges au Kelantan.

Dès 1983, soit un an après son élection à la tête du gouvernement, le Dr Mahathir avait tenté de limiter les pouvoirs des sultans en attendant la Constitution. La crise s'était, à l'époque, résolue par un compromis. M. Mahathir est, en effet, contraint à la prudence car les sultans ont du poids parmi les Malais qui forment plus de la moitié des dix-huit millions d'habitants de la Fédération. D'ailleurs, il a toujours gardé les autres ethnies - les Chinois et les Indiens - à l'écart de ces querelles.

En 1988, Tunku Razaleigh avait obtenu, de la Haute Cour de justice, que l'UMNO soit déclarée illégale, contraignant le premier ministre à adopter la dénomination actuelle d'UMNO-Baru (UMNO-nouvelle). M. Mahathir, un homme tenace qui va fêter sa onzième année au pouvoir, continue cependant de marquer quelques points et ne désespère pas non seulement de limiter l'influence politique des sultans, mais aussi de leur imposer plus de tenue dans les affaires. Le débat est loin d'être clos.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

PÉROU : après le coup de force du président Fujimori

Le Parlement a désigné dans la clandestinité un nouveau chef de l'Etat

LIMA

de notre correspondant

Le second vice-président du Pérou, M. Carlos Garcia Garcia, pasteur évangéliste, a été proclamé nouveau président de la République par 102 députés (sur 131) et 33 sénateurs (sur 60) réunis clandestinement à Lima, dans la nuit de jeudi 9 à vendredi 10 avril.

Les parlementaires avaient au préalable déclaré « la vacance de la présidence de la République du fait de l'incapacité morale » du président Alberto Fujimori qui, dimanche dernier, a dissous le parlement et proclamé un gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale, avec l'appui de l'armée.

M. Garcia Garcia, cinquante ans, a l'intention de demander l'asile à une ambassade. Il s'était opposé au coup de force du prési-

dent Fujimori et avait annoncé jeudi qu'il passerait à la clandestinité en estimant que sa vie était menacée. Leader d'un groupe d'une vingtaine de députés élus sur les listes du mouvement Cambio 90 de M. Fujimori en 1990, il était ensuite devenu un des plus virulents critiques de la politique de ce dernier.

Au cours de la réunion clandestine du Congrès, il a été aussi décidé que le prochain cabinet ministériel représenterait toutes les tendances politiques. Ce nouveau gouvernement devrait être représenté à la réunion de l'Organisation des états américains (OEA) qui doit se tenir lundi prochain à Washington.

Le sénateur Enrique Bernaldes, président de la Gauche socialiste (IS) et ex-président de la commission des droits de l'homme des Nations unies, nous a déclaré :

« Dès le premier instant, la préoccupation des putschistes a été d'empêcher le fonctionnement du Congrès, ce qui explique la mise en résidence surveillée des présidents des deux Chambres. Il n'empêche ! Le Congrès a pu se réunir clandestinement et, en application de la Constitution, nous avons déclaré à l'unanimité l'incapacité du président putschiste ».

Le député Ernesto Jamarra, membre du Parti libéral de l'ex-président Belaunde a déclaré quant à lui : « Il faut que la communauté internationale voie clairement la situation en ce moment. Nous avons à la tête de notre pays un régime de facto et de l'autre un régime constitutionnel. La communauté internationale ne peut ignorer qui est le représentant légitime du pays... »

NICOLE BONNET

ÉTATS-UNIS : accusé de trafic de drogue

L'ex-général Noriega a été reconnu coupable par le tribunal de Miami

WASHINGTON

correspondance

Après une délibération de trente-cinq heures, étalée sur près de cinq jours, les neuf jurés du tribunal fédéral de Miami ont finalement rendu, jeudi 9 avril, leur verdict, immédiatement qualifié par le président Bush de « grande victoire sur les barons de la drogue ». L'ex-général Manuel Noriega a été reconnu coupable pour huit des dix chefs d'accusation, notamment pour sa participation à une « entreprise criminelle » dans laquelle il extorquait des millions de dollars aux barons du cartel de Medellín (Colombie), en contrepartie de sa coopération permettant le trafic de la cocaïne via Panama et le blanchiment de l'argent de la drogue.

L'ancien dictateur panaméen est passible de cent vingt années d'emprisonnement. Le juge rendra sa sentence le 10 juillet. Le verdict de Miami a été accueilli avec soulagement à la Maison Blanche, qui, un moment, avait craint un acquittement. Le président Bush a jugé utile de souligner immédiatement que l'invasion du Panama en décembre 1989 « était justifiée pour traduire en justice Noriega, protéger la vie des citoyens américains et rétablir la démocratie au Panama... ».

Le principal avocat de la défense, M. Rubino, a dénoncé avec véhémence le verdict. Il s'agit essentiellement d'une affaire politique, a-t-il déclaré, « une version moderne des croisades, où les États-Unis pillent le reste du monde, imposant leur volonté à des nations indépendantes et souveraines... ». M. Rubino s'est plaint de n'avoir pas été autorisé à présenter des preuves « politiques » concernant les relations étroites de Noriega

avec la CIA et d'autres autorités fédérales américaines.

La condamnation a immédiatement relancé les controverses. Plusieurs organisations privées, spécialisées dans la défense des accusés, mais également deux commissions parlementaires, ont critiqué l'attitude des autorités fédérales, leur reprochant d'avoir faussé le cours normal de la justice.

L'administration sévèrement critiquée

Ces critiques donnent en exemple les pressions exercées sur les gouvernements étrangers pour « geler » les millions de dollars des comptes en banque de Manuel Noriega mais sans avoir jamais apporté la preuve que cet argent venait des transactions sur la drogue. De même, elles affirment qu'au moment de l'invasion du Panama l'administration Bush n'avait pas de preuves formelles établissant la participation du général au trafic de drogue.

« Nos relations avec Noriega représentent une affaire sordide dont on se souviendra comme une des pires pages de notre histoire », a déclaré M. Rangel, président de la

commission de la chambre sur les narcotiques. Dans un éditorial, le Washington Post souligne que « ce personnage infâme était une créature américaine ».

La sous-commission judiciaire de la chambre estime que les autorités fédérales ont abusivement accordé des faveurs (réductions de peines, promesses d'immunité pour l'avenir, paiements en espèces...) à des trafiquants condamnés, en échange de leur coopération pour le procès. « Les crimes dont ces témoins ont été exonérés sont pires que ceux pour lesquels Noriega a été traduit en justice », estime cette commission. D'autre part, les avocats font ressortir que les procureurs fédéraux n'avaient pas de preuves matérielles solides contre Manuel Noriega, condamné finalement sur la base des déclarations souvent contradictoires de ces témoins douteux. Ils font également état d'irrégularités commises par les procureurs fédéraux, ayant écouté l'enregistrement de conversations téléphoniques entre l'accusé et ses avocats.

HENRI PIERRE

ÉTATS-UNIS : M. Tsongas renonce à reprendre la campagne présidentielle. - M. Paul Tsongas a annoncé, jeudi 9 avril, qu'il ne reprendrait pas la course à l'investiture démocrate. Il a dit qu'il ne souhaitait pas avoir le rôle de « gâcheur », cherchant uniquement à barrer la route au gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, le favori. M. Tsongas avait terminé mardi surprenant deuxième de l'élection primaire démocrate de l'Etat de New-York, où il n'avait pas fait campagne. Ce succès relatif l'avait amené à envisager un retour dans la course à la présidence. - (AFP)

JAMAÏQUE : assassinat d'un colonel français. - Le colonel Jean-Louis Pujo, attaché de défense à l'ambassade de France à Kingston (Jamaïque), a été tué, à son domicile, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 avril, par trois hommes en casaque qu'il avait surpris « selon le ministre français de la défense - en train de cambrioler. Un de ses amis présent a aussi été tué. Leurs deux épouses n'ont subi aucune violence. Les trois hommes ont emporté des objets en prenant la fuite.

LES
ANTILLES
2 600 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après
la moiteur des sentiers tropicaux,
siroter un lait de coco,
face à la mer,
sur la terrasse de votre Paladien,
vous coûtera à peine plus cher que
votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 4 105 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES
FRONTIÈRES

POLITIQUE

La décision du Conseil constitutionnel

« L'autorisation de ratifier le traité sur l'Union européenne ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution »

Voici les principaux extraits de la décision du Conseil constitutionnel rendue jeudi 9 avril : « Le Conseil constitutionnel a été saisi, le 11 mars 1992, par le président de la République, conformément à l'article 54 de la Constitution, de la question de savoir si, compte tenu des engagements souscrits par la France et des modalités de leur entrée en vigueur, l'autorisation de ratifier le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 7 février 1992 doit être précédée d'une révision de la Constitution ; (...)

» Considérant que le quatrième alinéa du préambule de la Constitution de 1946, auquel se réfère le préambule de la Constitution de 1958, proclame que la République française « se conforme aux règles du droit public international » ; qu'au nombre de celles-ci figure la règle *Pacta sunt servanda* qui implique que tout traité exécuté par elle de bonne foi, que l'article 55 de la Constitution de 1958 dispose, en outre, que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie » ;

» Considérant qu'il appartient au Conseil constitutionnel saisi (...) d'un traité qui modifie ou complète un ou plusieurs engagements internationaux déjà introduits dans l'ordre juridique interne de déterminer la portée du traité soumis à son examen en fonction des engagements internationaux que ce traité a pour objet de modifier ou compléter ;

» Considérant que le peuple français, par le préambule de la Constitution de 1958, proclamé solennellement « son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale » ; que l'article 1^{er} de la Constitution de 1958, confirmé et complété par le préambule de la Constitution de 1946 ;

» Considérant que dans son article 3, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen énonce que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation » ; que l'article 3 de la Constitution de 1958 dispose, dans son premier alinéa, que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » ;

» Considérant que le préambule de la Constitution de 1946 proclame, dans son quatrième alinéa, que « la République française se conforme aux règles du droit public international » et, dans son quinzième alinéa, que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix » ;

Droits et libertés des citoyens

» Considérant que, dans son article 53, la Constitution de 1958 consacre, comme le faisait l'article 27 de la Constitution de 1946, l'existence de « traités ou accords relatifs à l'organisation internationale » ; que ces accords ne peuvent être ratifiés ou approuvés par le président de la République qu'en vertu d'une loi ;

» Considérant qu'il résulte de ces textes de valeur constitutionnelle que le respect de la souveraineté nationale ne fait pas obstacle à ce que, sur le fondement des dispositions précitées du préambule de la Constitution de 1946, la France puisse conclure, sous réserve de réciprocité, des engagements internationaux en vue de participer à la création ou au développement d'une organisation internationale permanente, dotée de la personnalité juridique et investie de pouvoirs de décision par l'effet de transferts de compétences consentis par les Etats membres ;

» Considérant toutefois qu'en cas où des engagements internationaux souscrits à cette fin contiennent une clause contraire à la Constitution ou portent atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale, l'autorisation de les ratifier appelle une révision constitutionnelle ;

» Considérant que c'est au regard de ces principes qu'il revient au Conseil constitutionnel de procéder à l'examen du traité sur l'Union européenne ; (...)

» Considérant qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article F du traité sur l'Union européenne : « L'Union respecte les droits fonda-

mentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire » ; que leur respect est assuré par la Cour de justice des Communautés européennes notamment à la suite d'actions engagées à l'initiative des particuliers ;

» Considérant que les stipulations du paragraphe 2 de l'article F, conjuguées avec l'intervention des juridictions nationales statuant dans le cadre de leurs compétences respectives, sont à même de garantir les droits et libertés des citoyens ; qu'à cet égard, l'engagement international soumis au Conseil constitutionnel ne porte pas atteinte aux règles et principes de valeur constitutionnelle ;

» Considérant qu'il ressort de l'article B du traité sur l'Union européenne que l'Union « donne notamment pour objectif de « renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses Etats membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union » ; que l'article G du traité précité, modifié le traité de Rome du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne afin d'instituer la Communauté européenne ; que, dans sa nouvelle rédaction, l'article 8 de ce dernier traité stipule qu'il est « institué une citoyenneté de l'Union » et précise qu'« est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre » ; (...)

Vote et éligibilité aux élections municipales

» Considérant qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 8 B ajouté au traité instituant la Communauté européenne, « tout citoyen de l'Union résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat » ; qu'il est prévu que ce droit sera exercé sous réserve des modalités à arrêter par le Conseil européen, « en tenant compte de chaque Etat membre au niveau ministériel, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen » ; que l'article 8 B, paragraphe 1, stipule en fin de phrase que les modalités prévues par le Conseil européen pour l'exercice de ce droit ne peuvent déroger aux dispositions de l'article 8 B, paragraphe 1, de la Constitution de 1958, qui stipule que « le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales est exercé sous réserve des modalités à arrêter par le Conseil européen » ;

» Considérant que les « modalités à arrêter » auront pour objet de fixer les règles applicables à l'exercice du droit de vote et d'éligibilité ; qu'un nombre de celles-ci, figurant notamment la preuve de la jouissance des droits civiques dans l'Etat d'origine, la durée de résidence dans l'Etat dont l'intéressé n'est pas le ressortissant ainsi que la prohibition de doubles inscriptions ; (...)

» Considérant que l'article 3 de la Constitution dispose dans son premier alinéa que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » ; que le même article dispose, dans son troisième alinéa, que « le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret » ; qu'il est spécifié au quatrième alinéa de l'article 3 que « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques » ;

» Considérant qu'en vertu de l'article 24 de la Constitution, le Sénat, qui est élu au suffrage indirect, « assure la représentation des collectivités territoriales de la République » ; qu'aux termes du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution « les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les territoires d'Outre-mer. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi » ; que selon le deuxième alinéa du même article « ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi » ;

» Considérant qu'il résulte de ces dispositions que l'organe délibérant d'une collectivité territoriale de la République ne peut procéder que d'une élection effectuée au suffrage universel ; que le Sénat doit, dans la mesure où il assure la représentation de collectivités territoriales de la République, être élu par un

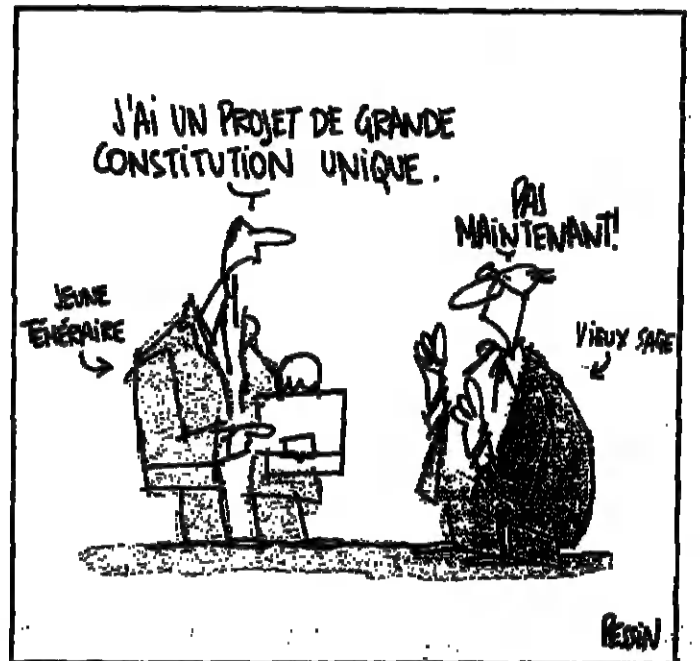
corps électoral qui est lui-même l'émanation de ces collectivités ; qu'il s'ensuit que la désignation des conseillers municipaux a une incidence sur l'élection des sénateurs ; qu'en sa qualité d'Assemblée parlementaire le Sénat participe à l'exercice de la souveraineté nationale ; que, dès lors, le quatrième alinéa de l'article 3 de la Constitution implique que seuls les « nationaux français » ont le droit de vote et d'éligibilité aux élections effectuées pour la désignation de l'organe délibérant d'une collectivité territoriale de la République et notamment pour celle des conseillers municipaux ou des membres du Conseil de Paris ;

» Considérant, qu'en l'état, l'at-

tributions qui lui sont conférées par chacun des traités précités ;

» Considérant qu'il suit de là que la reconnaissance au profit de tout citoyen de l'Union européenne, sur une base de réciprocité, du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans un Etat membre de la Communauté européenne où il réside, sans en être ressortissant, ne contrevient pas à l'article 3 de la Constitution ;

» Considérant au surplus que le traité sur l'Union européenne, n'a pas pour conséquence de modifier la nature juridique du Parlement européen ; que ce dernier ne constitue pas une assemblée souveraine dotée d'une compétence générale et



de 8 B, paragraphe 2, ajouté au traité instituant la Communauté européenne par l'article G de l'engagement international soumis au Conseil constitutionnel, est contraire à la Constitution ;

Parlement européen

» Considérant que le paragraphe 2 de l'article 8 B rapproché de l'article 138, paragraphe 3, maintient la possibilité d'instituer une procédure uniforme pour l'élection du Parlement européen sous réserve de son adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ;

» Considérant que, sans préjudice de ces stipulations, l'article 8 B, paragraphe 2, dispose que : « Tout citoyen de l'Union résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités à arrêter, avant le 31 décembre 1993, par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen » ; que ces modalités prévues par le Conseil européen pour l'exercice de ce droit ne peuvent déroger aux dispositions de l'article 8 B, paragraphe 2, de la Constitution de 1958, qui stipule que « le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales est exercé sous réserve des modalités à arrêter par le Conseil européen » ;

» Considérant qu'il résulte des dispositions combinées du quatrième alinéa de l'article 3 de la Constitution et des autres alinéas du même article que la règle constitutionnelle qui limite le droit de vote aux « nationaux français » ne s'impose que pour l'exercice du droit de suffrage « dans les conditions prévues par la loi » ;

» Considérant que le Parlement européen a pour fondement juridique, non les termes de la Constitution de 1958, mais des engagements internationaux souscrits, sur une base de réciprocité, dans le cadre des dispositions de valeur constitutionnelle mentionnées précédemment ; qu'il demeure, selon l'article E du traité sur l'Union européenne, le Parlement européen exerce ses attributions dans les conditions et aux fins prévues, d'une part, par les dispositions des traités instituant les Communautés européennes et des traités et actes subséquents qui les ont modifiés et complétés, et, d'autre part, par les autres stipulations du traité instituant l'Union européenne ; (...)

» Considérant que le Parlement européen, en l'absence d'autres institutions communautaires, agit « dans les limites des

attributions qui lui sont conférées par chacun des traités précités ;

» Considérant que l'article B du traité sur l'Union européenne fait figurer au nombre des objectifs que se donne l'Union la promotion d'un progrès économique et social équilibré et durable par l'établissement en particulier d'une Union économique et monétaire comportant à terme « une monnaie unique » ; que l'article G du traité qui, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, modifie le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, comprend plusieurs stipulations tendant à la réalisation de l'objectif précité ;

La monnaie unique

» Considérant que l'article B du traité sur l'Union européenne fait figurer au nombre des objectifs que se donne l'Union la promotion d'un progrès économique et social équilibré et durable par l'établissement en particulier d'une Union économique et monétaire comportant à terme « une monnaie unique » ; que l'article G du traité qui, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, modifie le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, comprend plusieurs stipulations tendant à la réalisation de l'objectif précité ;

» Considérant que la nouvelle rédaction de l'article 2 du traité de Rome intègre parmi les missions de l'Union économique et monétaire « la réalisation d'une union économique et monétaire » ; que l'article 3 A stipule, en son paragraphe 2, que l'action des Etats membres et de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures prévus par le traité, « la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'écu, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques » ; que l'article 4 A institue, selon les procédures prévues par le traité, un système européen de banques centrales et une Banque centrale européenne ; (...)

» Considérant que l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'Union économique et monétaire interviendra au plus tard le 1^{er} janvier 1999 ; (...)

» Considérant que, s'agissant de la politique monétaire, il convient de relever qu'est posé par l'article 107 le principe de l'indépendance tant de la Banque centrale européenne que des banques centrales nationales, lesquelles constituent le système européen de banques centrales ; qu'il revient à ce dernier, conformément aux dispositions combinées de l'article 105, paragraphe 2, et de l'article 3 du protocole numéro 3, de « définir et mettre en œuvre la politique monétaire de la Communauté » ; que la Banque centrale européenne (BCE) est, en vertu du paragraphe 1 de l'article 105 A, « seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté » ; que le paragraphe 2 du même article ne permet aux Etats membres d'émettre des pièces que « sous réserve de l'approbation, par la BCE, du volume de l'émission » ; qu'en outre, suivant le deuxième alinéa de l'article 109 G, « dès le début de la troisième phase, la valeur de l'écu est irrévocablement fixée, conformément à l'article 109 L, paragraphe 4 » ; que, selon ce texte, le jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase, le conseil des ministres des Communautés, statuant à l'unanimité des Etats membres non dérogatoires, « arrête les taux de conversion auxquels leurs monnaies sont irrévocablement fixées et le taux irrévocablement fixé auquel l'écu remplace » les monnaies des Etats concernés ; que l'écu deviendra ainsi « une monnaie à part entière » ; que, suivant la même procédure, le conseil « prend également les autres mesures nécessaires à l'introduction rapide de l'écu en tant que monnaie unique » des Etats membres non dérogatoires ;

» Considérant que, s'agissant de la politique de change, le paragraphe 1 de l'article 109 investit le conseil des ministres des Communautés, statuant à l'unanimité des Etats membres non dérogatoires, du pouvoir de conclure des « accords formels portant sur un système de taux de change pour l'écu, vis-à-vis des monnaies non communautaires » ; qu'il lui revient aussi, en se prononçant à la majorité qualifiée des Etats membres non dérogatoires, d'« adapter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'écu dans le système des taux de change » ; que cette procédure de décision est également applicable, en vertu du paragraphe 2 de l'article 109, à l'effet de permettre au conseil de formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies non communautaires, en l'absence de système de taux de change ;

» Considérant qu'il résulte des dispositions applicables à compter du début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire que la réalisation d'un semblable objectif se traduira par la mise en œuvre d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques étant des modalités telles qu'un Etat membre se trouvera privé de compétences propres dans un domaine où sont en cause les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale ;

» Considérant que, dans leur état, les dispositions de la Constitution font obstacle à ce que la France s'intègre à l'Union économique et monétaire instituée par le traité ;

» Considérant que, pour ces motifs, sont contraires à la Constitution : l'article B du traité sur l'Union européenne en tant qu'il prévoit l'établissement d'une union économique et monétaire comportant à terme une monnaie unique ; l'article G du traité précité, en tant qu'il a pour objet d'insérer dans le traité instituant la Communauté européenne, l'article 3 A, paragraphe 2, l'article 105 A, l'article 107, l'article 109, l'article 109 G, alinéa 2, l'article 109 L, paragraphe 4 ;

» Considérant que, pour les motifs ci-dessus énoncés, l'autorisation de ratifier le traité sur l'Union européenne ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution ;

» Considérant qu'aucune des autres dispositions de l'engagement international soumis au Conseil constitutionnel n'est contraire à la Constitution ;

» Considérant que c'est au regard de ces principes qu'il revient au Conseil constitutionnel de procéder à l'examen du traité sur l'Union européenne ; (...)

» Considérant qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article F du traité sur l'Union européenne : « L'Union respecte les droits fonda-

circulation des personnes dans le marché intérieur conformément à l'article 100 C » ;

» Considérant qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 100 le conseil des ministres des Communautés européennes, « statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, détermine les pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des Etats membres » ; qu'il est stipulé au paragraphe 2 du même article que « dans le cas où survient dans un pays tiers une situation d'urgence confrontant la Communauté à la menace d'un afflux soudain de ressortissants de ce pays, le conseil peut, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, rendre obligatoire, pour une période ne pouvant excéder six mois, l'obtention d'un visa par les ressortissants du pays en question » ; qu'il est précisé que cette obligation peut être prorogée selon la procédure définie au paragraphe 1 ;

» Considérant que le paragraphe 3 de l'article 100 C énonce qu'à compter du 1^{er} janvier 1996, le conseil adoptera « à la majorité qualifiée les décisions visées au paragraphe 1 » dudit article et qu'avant cette date le conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les mesures relatives à l'institution d'un modèle type de visa ; que le paragraphe 4 C de l'article 100 C prescrit que, dans les domaines « visés » audit article, « la Commission est tenue d'assurer toute demande formulée par un Etat membre et tendant à ce qu'elle fasse une proposition au conseil » ; que, selon le paragraphe 5, « le présent article ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure » ;

» Considérant que les engagements internationaux souscrits par les autorités de la République française ne sauraient affecter l'exercice par l'Etat de compétences qui relèvent des conditions essentielles de sa souveraineté ; que ne sont pas contraires à cette exigence les dispositions de l'article 100 C qui sont relatives à la détermination des pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des Etats membres, dès lors qu'elles concernent la période antérieure au 1^{er} janvier 1996 ; qu'en effet la politique commune des visas à l'égard des pays tiers est décidée par le conseil des ministres des Communautés à l'unanimité, sous la seule réserve de mesures de sauvegarde motivées par l'urgence et temporaires dans leurs effets ; qu'en revanche, l'abandon de la règle de l'unanimité à compter du 1^{er} janvier 1996, comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 100 C, porterait atteinte à la souveraineté nationale ;

» Considérant que, dans leur état, les dispositions de la Constitution font obstacle à ce que la France s'intègre à l'Union économique et monétaire instituée par le traité ;

» Considérant que, pour ces motifs, sont contraires à la Constitution : l'article B du traité sur l'Union européenne en tant qu'il prévoit l'établissement d'une union économique et monétaire comportant à terme une monnaie unique ; l'article G du traité précité, en tant qu'il a pour objet d'insérer dans le traité instituant la Communauté européenne, l'article 3 A, paragraphe 2, l'article 105 A, l'article 107, l'article 109, l'article 109 G, alinéa 2, l'article 109 L, paragraphe 4 ;

» Considérant que c'est au regard de ces principes qu'il revient au Conseil constitutionnel de procéder à l'examen du traité sur l'Union européenne ; (...)

» Considérant qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article F du traité sur l'Union européenne : « L'Union respecte les droits fonda-

POLITIQUE

sur les accords de Maastricht

« Souveraineté nationale »

Suite de la première page

Cela pourrait compliquer la rédaction du projet de réforme constitutionnelle. Car même si les points soulevés sont bien ceux qui étaient prévus (droit de vote en France des « citoyens européens », disparition du franc au profit d'une monnaie unique, abandon de la politique nationale des visas pour les étrangers), le Conseil n'a pas estimé que le principe même de la construction européenne était contraire à la règle constitutionnelle française.

Le renversement de jurisprudence est net. Lorsqu'il avait été saisi, en 1976, par le président de la République de l'époque, sur la constitutionnalité de l'accord prévoyant l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, le Conseil constitutionnel avait décidé que le préambule de la Constitution de 1946, repris par celui de 1958, s'il permettait des limitations de souveraineté, n'autorisait pas des transferts de compétences à des transferts qu'oblige la construction européenne. C'est pourquoi M. Mitterrand avait estimé que, depuis le traité de Rome, celle-ci se faisait en marge de notre loi fondamentale. Le Conseil ne l'a pas suivi sur cette voie, et ce faisant a modifié son analyse.

Municipales et sénatoriales

Son argumentation est simple. Il a constaté que le préambule de 1946 proclamait que la République française « se conforme aux règles du droit public international ». Or celles-ci prévoient que les traités lient leurs signataires. La France doit donc respecter tous les accords européens qu'elle a ratifiés. Surtout il a ajouté que, « sous réserve de réciprocité », le « respect de la souveraineté nationale ne fait pas obstacle (...) à ce que la France puisse conclure (...) des engagements internationaux, en vue de participer à la création ou au développement d'une organisation internationale permanente dotée de la personnalité juridique et investie de pouvoirs de décision par l'effet de transferts de compétence consentis par les Etats membres ». Cela ne veut pas dire pour autant que tous les « transferts » sont autorisés.

Reprenant une jurisprudence établie en 1970, déjà à propos de la construction européenne, le Conseil estime que ces « transferts » ne doivent pas mettre en cause « les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale », conditions qu'il avait précisées en 1985 et sur lesquelles il s'était appuyé pour juger conformes à la Constitution les accords de Schengen : « le devoir pour l'Etat d'assurer le respect des institutions de la République, la continuité de la vie

de la nation et la garantie des droits et libertés des citoyens ».

C'est à cette aune que le Conseil a jugé le traité de Maastricht, et qu'il se réserve le droit de juger tout autre traité accentuant l'union de l'Europe. Sans le dire il a ainsi souligné que ne soit pas donné un « chèque en blanc » aux constructeurs de l'Europe sous la forme d'un article additionnel à la Constitution qui accepterait sans réserve les transferts de souveraineté à la Communauté, et qui aurait ainsi avalisé le passé que préparait l'avenir. Il a toutefois tenu à souligner, alors que rien ne l'obligeait à le faire, que le traité de Maastricht garantissait clairement la protection « des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Le cadre général de la construction européenne est donc acceptable. Restent des points particuliers, qui sont loin d'être des détails.

Le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des citoyens des onze autres Etats de la Communauté vivant en France est à l'évidence un. En constatant que les conseils municipaux français participent à l'élection des sénateurs, que le Sénat contribue à l'exercice de la souveraineté nationale, et que donc seuls des nationaux peuvent être associés à sa désignation, le Conseil constitutionnel ne surprend pas. En revanche il faut noter que, pour décider que cette partie du traité de Maastricht était contraire à la Constitution, il n'a pas mis en avant le fait que, les maires étant en France citoyens d'un Etat civil, ils sont en fait investis d'une partie de la souveraineté nationale : c'est que cette disposition ne figure pas dans la Constitution, mais simplement dans une loi.

Si chacun y met un peu de bonne volonté, la solution à ce problème pourrait être simple. Un texte en attente devant le Conseil des ministres européens prévoit, en effet, que les étrangers siégeant dans les conseils municipaux ne pourraient pas être élus maires ni être électeurs sénatoriaux.

La question monétaire

Tout ceux qui sont inquiets devant le possible empiétement des institutions européennes sur la souveraineté nationale ne pourront qu'être rassurés par le jugement porté par le Conseil sur le Parlement européen. C'est en effet le seul point du traité jugé par lui conforme à la Constitution qu'il s'est pour dire que ce Parlement « ne constitue pas une assemblée souveraine dotée d'une compétence générale ». Il est vrai que les restrictions qu'il avait mises, en 1976, aux pouvoirs de cette même insti-

tution n'ont guère été respectées par l'Assemblée de Strasbourg.

Décider que la disparition du franc au profit de l'euro, gâté sans droit de veto pour les Etats membres de la Communauté, lors de la troisième phase de l'union monétaire, au plus tard le 1^{er} janvier 1999, privera la France « de compétences propres dans un domaine où sont en cause les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale » n'est pas non plus une surprise. Cette fois le Conseil a confirmé sa jurisprudence, qui fait une distinction entre une décision prise à la majorité, même « qualifiée », et la loi, même « qualifiée ». Il a logiquement en la même attitude pour estimer que la détermination à la majorité, à partir du 1^{er} janvier 1996, des mesures sur l'entrée et la circulation des étrangers à l'Union européenne à l'intérieur de celle-ci, était contraire à la Constitution.

Le Conseil constitutionnel ayant tranché, la parole est désormais au président de la République qui est le maître de la procédure de réforme de la Constitution. Fidèle à sa doctrine, le Conseil n'a pas indiqué, même indirectement, comment devait être rédigé le texte de celle-ci ; il a simplement précisé les trois problèmes qui devaient être résolus. Les services du ministère de la Justice, en liaison avec ceux du chef du gouvernement, et sous l'étroit contrôle de l'Elysée, vont donc rédiger un projet. Après que celui-ci aura été examiné par le Conseil d'Etat, il devrait être approuvé par le Conseil des ministres à la fin du mois d'avril. Comme l'a promis M. Mitterrand, il sera alors transmis à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ceux-ci devront voter un texte identique. Alors, et alors seulement, le chef de l'Etat devra décider s'il soumet cette réforme constitutionnelle aux citoyens et aux sénateurs réunis en Congrès ou au peuple souverain consulté par référendum. Il y a là, en tout cas, de quoi occuper le débat politique français jusqu'à l'été.

L'avenir de la France - et de l'Europe - va être en jeu dans les mois à venir, sous le regard des autres pays membres, dont certains attendent, avec de justes inquiétudes, de savoir si les Français acceptent de franchir le pas décisif. La question mérite donc d'être tranchée avec autant de sérieux que de sérénité. Elle ne doit pas être « poluée » par des arrière-pensées de politique intérieure. La certitude de la droite d'être à la veille de retrouver le pouvoir, et donc son envie de refuser à M. Mitterrand la possibilité de se prévaloir d'un succès, la conviction des socialistes qu'ils ont besoin de diviser leurs adversaires pour s'éviter une défaite capitale, vont-elles le permettre ? Les hommes politiques français ont l'occasion de montrer qu'ils savent oublier leurs intérêts personnels et à court terme pour ne se préoccuper que de l'avenir du pays. Ils n'ont pas le droit de le gâcher.

THIERRY BRÉNIER

M. Mitterrand résolument offensif

Après la décision du Conseil constitutionnel sur le traité de Maastricht, M. Mitterrand va reprendre l'offensive dimanche, à la radio et à la télévision, sur le thème de la construction européenne. Son entourage affirme que, contrairement à ce que suggère une partie de l'opposition, il n'envisage pas de se « démettre de son mandat pour provoquer une élection présidentielle anticipée ».

Les Canadiens sont gens charmants. Le chef de leur gouvernement, M. Brian Mulroney, en visite officielle en France, s'est montré extrêmement aimable avec M. François Mitterrand, qui participait à ses côtés, jeudi après-midi 9 avril, aux cérémonies organisées près de Douai à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la prise de la crête de Vimy par les soldats de son pays, au prix de plus de 3 500 morts, le lundi pascal de 1917.

Il a rendu au président de la République, à propos du rôle joué aujourd'hui par la France en Europe, un hommage très appuyé : « Comme l'a si bien dit naguère notre compatriote Jean Monnet, le visionnaire qui avait imaginé une Europe unie et fraternelle, il y a plus de quarante ans, « le plus beau métier des hommes, c'est d'unir les hommes ». Et peu de personnalités pratiquent ce métier avec autant de sagesse que vous. » A-t-il déclaré en s'adressant à M. Mitterrand. Vous êtes l'un des grands architectes de la nouvelle Europe, de cette Europe pacifique et prospère qui, ayant tellement souffert des maux de la guerre, cultive et approfondit à une paix durable, de cette Europe qui, après avoir été si souvent ravagée par les nationalismes aveugles, réalise présentement son intégration politique et économique. »

Les diverses critiques, en provenance de tous bords, que suscitent les accords de Maastricht, au moment où M. Mitterrand s'apprête à « s'engager personnellement en faveur de leur ratification, ne font donc que confirmer le vieux adage selon lequel nul n'est prophète en son pays.

Les divisions de l'opposition, sur ce terrain, ne sont pas pour déplaire, bien entendu, au chef de l'Etat. M. Mitterrand se délectera d'autant plus des divergences qui s'expriment

au RPR et à l'UDF qu'elles tendent à étayer sa vision des choses et la stratégie qu'il a arrêtée en concertation avec son nouveau premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et avec le premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius, au lendemain des élections régionales et cantonales.

Les résultats de ces scrutins ayant confirmé que le dilemme du PS ne bénéficie guère au RPR et à l'UDF et que les réflexes protestataires du corps électoral se traduisent par l'éparpillement des suffrages, le président de la République pense que les socialistes ont encore une chance de pouvoir remonter la pente à condition de « ne plus blâmer », ni avec leurs propres responsabilités dans les causes de leur échec ni avec les attitudes exaspérées des électeurs en ce qui concerne la lutte contre le chômage, le besoin de sécurité et le contrôle de l'immigration.

Volte-face

Après avoir envisagé, dans un premier temps, d'intervenir à chaud, à la télévision, pour tirer les leçons des élections, M. Mitterrand a jugé plus opportun d'affiner son analyse de l'état de la société française au cours des consultations qu'il a multipliées avant de changer de premier ministre et de gouvernement. Il a donc laissé à M. Bérégovoy le soin d'expliquer sa pensée devant le Parlement.

Par sa tonalité, autant que par son contenu, la déclaration de politique générale du nouveau chef du gouvernement constituait ainsi une parfaite synthèse des conclusions auxquelles MM. Mitterrand, Bérégovoy et Fabius étaient parvenus, au-delà de leurs appréciations différentes sur la composition du nouveau gouvernement, sur la démarche à suivre pour essayer de reconquérir une partie de l'opinion publique. Le mérite personnel de M. Bérégovoy a été, selon l'Elysée, de les capter avec assez de force pour que ce parti devienne plausible et engendre une nouvelle dynamique à condition que les actes suivent les paroles avec assez de constance pour convaincre que l'opposition, de toute façon, ne faisait que se diviser. Quant à M. Mitterrand, il a su adresser au Français, dimanche, pour paraphraser le propos de M. Bérégovoy, en lançant le débat sur la ratification des accords de Maastricht et sur les réformes constitutionnelles rendues néces-

saires par la décision des neuf « sages » du Palais-Royal. Et il le fera dans le même esprit offensif, parce qu'il considère depuis longtemps la construction de l'Europe comme le grand dessein de son second septennat. L'opposition lui prêterait inévitablement l'intention de rechercher un succès politique pour effacer le désaveu des régionales et des cantonales. Il le sait et sa réplique est prête : il s'emploiera à ruiner cette thèse en faisant savoir que rien, sauf « les éléments qui ne relèvent pas de la volonté des hommes », ne saurait le contraindre à abréger son mandat.

Paradoxalement, c'est au moment où l'opposition voit un piège dans sa réconciliation à une réforme du mode de scrutin législatif applicable à l'échéance de mars 1993 que M. Mitterrand aspire ainsi, de toute évidence, à démentir, plus que jamais, sa réputation de manipulateur. Sa volte-face procède en effet de la même analyse : au niveau de 18 % où il est tombé, même la proportionnelle, en l'état actuel des choses, ne pourrait sauver le Parti socialiste de la défaite. Le problème du PS étant avant tout de retrouver des électeurs, le maintien du scrutin majoritaire peut, au contraire, devenir un facteur de remobilisation du parti.

Dans le comportement présent de M. Mitterrand, rien ne confirme non plus, selon les confidences recueillies par ses interlocuteurs de ces derniers jours, la thèse de l'opposition selon laquelle il ne serait désormais habité que par l'obsession de chercher une porte de sortie honorable avant de provoquer une élection présidentielle anticipée.

Bien au contraire, M. Mitterrand se dit prêt à assumer, en 1993, en cas de renversement de majorité, comme en 1986, une nouvelle « coexistence institutionnelle » (il préfère cette expression au terme de « cohabitation »). Il répandra donc ce qu'il disait à la télévision le 14 juillet 1991 : « Je préférerais disposer d'une majorité conforme à ce que je pense de l'intérêt de la France, mais s'il y avait une majorité différente, c'est que les Français l'auraient choisie. Je n'aurais qu'à m'incliner devant ce choix. » Quitte à mettre subtilement les points sur les « i », surtout si cela lui permet encore davantage de prendre l'opposition à contre-pied.

ALAIN ROLLAT

Avant la réunion du comité directeur

M. Fabius négocie avec les courants du PS les conditions de la « rénovation » qu'il entend conduire

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit samedi 11 et dimanche 12 avril, doit tirer les leçons des élections régionales et cantonales des 22 et 29 mars et les conséquences du changement de gouvernement. M. Laurent Fabius a prévu de faire des propositions pour le « dépassement des courants » au sein du parti et a confirmé, jeudi, son souhait d'avancer le congrès à l'automne prochain.

Les socialistes risquent d'avoir l'impression, samedi et dimanche, d'être victimes du phénomène dit de fausse reconnaissance, par lequel on croit avoir déjà vécu, à l'identique, la situation dans laquelle on se trouve. Il y a un an, en effet, les 6 et 7 avril 1991, les mêmes étaient réunis - avec d'autres, il est vrai, puisqu'il s'agissait d'une convention nationale, organisée à Cachan (Val-de-Marne) - et traités d'une même proposition, motivée par les mêmes arguments : un congrès anticipé afin de « dépasser » les courants qui divisaient le parti.

On était au lendemain de la guerre du Golfe. M. Pierre Mauroy, alors premier secrétaire, estimait que le rassemblement qui s'était opéré pour soutenir l'action du président de la République dans cette crise internationale créait des circonstances propices à l'effacement du congrès de Rennes, au regroupement des courants de MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius, Michel Rocard et Jean Poperen dans une majorité, opposée à la minorité des adversaires de la guerre (M. Jean-Pierre Chevènement et la Gauche socialiste) et à sa propre reconduction au poste de premier secrétaire sur la base du vote des militants sur un « projet », et non plus d'un laborieux accord imposé par les contraintes institutionnelles. Le maire de Lille se méfiait d'un congrès qui, normalement prévu au lendemain des élections régionales et cantonales, pou-

vait être l'occasion pour M. Fabius de repartir à l'assaut de la direction du parti en lui faisant porter la responsabilité d'un échec déjà prévisible.

Un an après, il n'y a que quelques noms et quelques mots à changer pour décrire le problème posé aux membres du comité directeur : le premier secrétaire s'appelle aujourd'hui Laurent Fabius, il souhaite un congrès anticipé à l'automne pour adopter, non le « projet » du parti (c'est fait depuis décembre dernier), mais son programme pour les prochaines élections législatives ; il propose de « dépasser les courants » afin de rassembler la majorité du parti dans le soutien au gouvernement contre une minorité (M. Chevènement toujours) qui fait un autre choix ; il craint que le congrès ordinaire, repoussé à 1993, ne permette à ses adversaires de lui faire porter la responsabilité de la défaite aux élections législatives.

La perspective présidentielle

A Cachan, M. Mauroy s'était heurté au refus de M. Fabius, qui n'avait accepté, trois mois plus tard, qu'un congrès extraordinaire (sans enjeu de pouvoir) et le report du congrès ordinaire à 1993. M. Jospin avait estimé que, faute de l'accord de M. Fabius, la proposition du premier secrétaire ne pouvait être mise en pratique. Seuls les rocardiens appuyaient le maire de Lille, afin de provoquer ce qu'ils appelaient un « électrochoc ». Aujourd'hui, les jospinistes sont prêts de remplacer les fabusiens dans le refus, tandis que le rôle de « modérateurs » a glissé vers les rocardiens, d'accord pour un congrès à condition que les autres le soient aussi.

A côté de ces trois « poids lourds » du PS, les tendances moins fortes demeurent, elles, fidèles à elles-mêmes. M. Poperen, que M. Fabius a reçu jeudi, s'est borné à écouter le premier secrétaire, qui n'a pas prononcé devant lui le mot de « congrès ». L'ancien ministre des relations avec le Parlement ne paraît pas envisager d'y faire obstacle, considérant l'affaire comme secon-

daire au regard de sa propre entreprise de réanimation d'une gauche intellectuelle et militante porteuse d'idées nouvelles.

M. Chevènement et la majorité de son courant, Socialisme et République, voient d'un bon œil un congrès qui leur permettrait de s'affirmer comme l'opposition interne à la ligne « Bérégovoy-Fabius ». Quant aux minoritaires de ce courant, regroupés dans Espace socialiste autour de M. Michel Charzat, chargé de la rédaction du programme après l'avis de celle du projet, ils appuient l'idée d'un congrès à l'occasion duquel ils pourraient se reclasser. Devant quatre cents personnes réunies jeudi soir à Paris, M. Charzat a déclaré que M. Bérégovoy avait « pris un bon départ », que M. Fabius a raison de vouloir « dépasser les courants » et que le premier secrétaire doit « donner l'exemple » en procédant « au hars-kiri de son propre courant ».

Comme il y a un an, encore, la question d'une réforme des statuts est l'un des principaux sujets en débat. Les jospinistes, les rocardiens et Espace socialiste ont avancé des propositions visant à réduire l'emprise des courants et à accroître le contrôle des militants sur la désignation des responsables du parti et de ses candidats aux élections. Comme il y a un an, enfin, des formules évitant le congrès ordinaire sont avancées : un congrès extraordinaire ou une convention nationale.

Il existe, quand même, des différences. En avril 1991, le président de la République était au faite de sa popularité après la guerre du Golfe, et M. Rocard était premier ministre. L'idée de préparer l'élection présidentielle future ne pouvait être énoncée sans discourtoisie. Aujourd'hui, M. Rocard, « candidat virtuel », a besoin de dégager sa route dans l'hypothèse d'une élection qui pourrait être anticipée. M. Fabius peut-il lui offrir cette assurance pour prix de son propre renforcement à la tête du PS ?

PATRICK JARREAU

La vecchia maggioranza
La presse italienne
no c'è più, il sistema
sous le choc des élections.
partitocratico si è
Chacun son tour...
decomposto...
Cette semaine, en français, dans
COURRIER INTERNATIONAL.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL
vous ne le lirez jamais.

POLITIQUE

La mise en place du nouveau gouvernement

M. Bérégovoy sous le patronage de Pierre Mendès France et Edgar Faure

M. Bérégovoy, dans son discours à l'Assemblée nationale, s'est référé aux méthodes employées naguère par deux de ses prédécesseurs à l'hôtel Matignon, Pierre Mendès France et Edgar Faure, qui tous deux appartenaient au Parti radical.

En rappelant qu'il disposait de « onze mois et d'un calendrier », le premier ministre a voulu implicitement évoquer la méthode utilisée par Pierre Mendès France lorsque celui-ci est devenu président du conseil le 17 juin 1954. A la tribune de l'Assemblée nationale, dans son discours d'investiture, le député de l'Eure avait fait ce que l'on a appelé à l'époque « un pari ». Il avait donné rendez-vous aux députés pour le 20 juillet de la même année et promis que si, à cette date, la paix en Indochine n'était pas obtenue, il remettrait sa démission au président de la République. Il proposait ainsi expressément aux parlementaires un « contrat » dont il pourrait se

considérer comme délégué s'il n'atteignait pas son objectif. Pierre Mendès France énumérait également ses autres actions sur le plan économique. Il annonçait un programme de « redressement » qui serait soumis au Parlement avant le 20 juillet. Concernant l'Europe, il prévoyait la « mise sur pied » d'une Communauté européenne de défense.

Les « majorités d'idées »

Enfin, il évoquait la situation en Afrique du Nord où des troubles s'étaient produits en Tunisie et au Maroc, ce qui risquait de compromettre, disait-il, la situation dans les départements français d'Algérie. Le premier « pari » de Pierre Mendès France a été tenu, puisqu'il a pu, le 21 juillet, après cent jours de négociations, signer à Genève les accords avec le Vietnam mettant fin à la guerre d'Indochine. M. Bérégovoy a également parlé de « majorités d'idées »,

c'est-à-dire de convergences sur des sujets particuliers entre des partis politiques perçus comme opposés. Cette formule, passée dans le langage courant, a été inventée le 6 novembre 1972 par Edgar Faure au cours d'un colloque tenu à Beaulieu par l'organisation qu'il avait fondée en 1970, le Comité d'étude pour un nouveau contrat social.

Le ministre des affaires sociales du gouvernement Messmer souhaitait transformer ce club de pensée en véritable parti politique et, pour illustrer le pluralisme, il s'adressait à la « famille réformatrice » qui, selon lui, transcendait tous les clivages politiques traditionnels. Dans l'esprit de l'ancien président du conseil radical, il s'agissait, comme l'avait fait naguère le gaullisme, de donner consistance au « pluralisme ». Il s'adressait aussi bien aux centristes, dont une fraction s'était ralliée à Georges Pompidou en 1969, qu'aux socialistes, tout en

excluant les marxistes. Ce projet devait, selon lui, réaliser l'« âge de raison de la politique », s'érigeant, la majorité présidentielle s'élargit sur des options fondamentales, soulignait-il, ce sont des majorités d'idées. Il précisait alors que cet élargissement et cette ouverture de la majorité aboutiraient à une « décentralisation » de la vie politique.

Il ajoutait : « L'expérience démontre qu'à côté des majorités d'élection et des majorités de gouvernement, il y a des majorités d'idées. Certaines décisions du général de Gaulle ont été approchées à l'unanimité, ou à une majorité dépassant la majorité de gouvernement. » Il proposait alors que les diverses familles politiques concluent un « contrat de concertation » sous la forme de divers groupes de travail.

ANDRÉ PASSERON

A l'Assemblée nationale

Les activités de vente de voyages seront décloisonnées

Les députés ont adopté, jeudi 9 avril, le projet de loi sur l'organisation et la vente de voyages ou de séjours présenté par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme.

Ce texte vise à décloisonner les différentes activités de la profession et à améliorer la protection du consommateur. Il transpose également au plan national l'ensemble du droit communautaire européen. Le PS a voté pour. Le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté contre. Les communistes se sont abstenus.

A l'heure de l'Europe et de la concurrence exercée par les géants du marché des loisirs, un toilettage de la profession des agents de voyages s'imposait. Le cadre législatif qui régit ce secteur, issu de la loi du 11 juillet 1975, était devenu « vieillissant et inadéquat », a rappelé M. Jean Beaufils (PS, Seine-Maritime), rapporteur de la commission de la production et des échanges. D'inspiration libérale, la principale innovation de ce texte est de décloisonner les différentes activités liées à la vente de séjours et de voyages.

Des prestataires autres que les agences de voyages — hôteliers, agents immobiliers, transporteurs — pourront ainsi commercialiser des produits touristiques à titre « accessoire » et « complémentaire ». En échange, les agences de voyages, pour vendre des locations saisonnières. Si les monopoles se trouvent « écorchés », selon la formule de M. Beaufils, il n'y a pas, pour autant, révolution libérale. M. Jean-Michel Baylet a tenu à souligner qu'une « dérégulation brutale » n'était pas souhaitable.

La protection du consommateur

L'autre objectif du texte est de renforcer la protection du consommateur. Seul celui-ci pourra désormais bénéficier des garanties financières que la loi de 1975 impose aux agences de voyages et associations de tourisme.

En outre, les sanctions pénales et administratives en cas d'infraction seront renforcées. Ces dispositions protectrices n'ont visiblement pas convaincu M. Jean-Michel Couve (RPR, Var), qui s'est étonné de voir des organismes et des associations sans but lucratif non soumis à l'agrément administratif auquel sont contraints les professionnels. « Pensez-vous que les consommateurs qui passeront par ces organismes et ces associations seront parfaitement protégés ? », s'est-il interrogé. Conscient des risques de « dérapages », le rapporteur, M. Beaufils, a obtenu l'adoption par l'Assemblée d'un amendement restreignant les « possibilités de dispense d'agrément ».

Les autres créateurs de l'opposition ont déploré certains « oublis » du texte. Reconnaissant « la bonne intention » de M. Baylet tout en critiquant la « mauvaise finition » de son projet, M. Lécuyer Deprez (UDF, Pas-de-Calais) a regretté l'absence de toute référence aux gestionnaires

des palais des congrès qui, selon lui, devraient être autorisés à assurer des prestations de tourisme.

De son côté, M. Francis Geng (UDC, Orne), a trouvé « dommage » que le projet fasse l'impassé sur les comités départementaux de tourisme. « Les conseils généraux avaient là une carte importante à jouer », a-t-il affirmé, précisant qu'une proposition de loi en ce sens avait déjà été adoptée par le Sénat. M. Baylet lui a répondu que cette proposition serait inscrite à l'ordre du jour de la session de printemps.

Pour sa part, M. Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) a dénoncé les « abandons successifs dans tous les domaines » auxquels conduit la philosophie européenne dont le texte porte la marque. « Vous allez renforcer l'emprise des grands groupes allemands et anglais au détriment des entreprises françaises émiettées », a-t-elle averti.

Mais elle était surtout attentive aux « distorsions » que comporte le texte au détriment de la SNCF en matière de délivrance de titres de transport. Ayant obtenu l'adoption d'un amendement instaurant un meilleur équilibre entre transporteurs aériens et ferroviaires, elle s'est finalement abstenue au nom du groupe communiste, permettant ainsi l'adoption du texte.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le Sénat adopte une réduction des délais de paiement entre entreprises

Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, en première lecture, jeudi 9 avril, le projet de loi relatif aux délais de paiement entre les entreprises présenté par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. Seuls les communistes se sont abstenus.

Le texte prévoit la réduction des délais de règlement des transactions commerciales à l'initiative des partenaires économiques. Il dispose que la transparence des conditions de règlement doit être garantie à l'occasion de chaque transaction. Le projet rend ainsi obligatoire la mention sur toute facture de la date limite de règlement, ainsi que « les escomptes et agios applicables » éventuellement « si cette date est différente de celle qui résulte des conditions générales de vente ».

Les sénateurs ont ajouté au dispositif du gouvernement, sur proposition de M. René Trépoûx (RPR, Rhône), rapporteur au nom de la commission des affaires économiques, la création d'une pénalité à taux progressif pour inciter au respect de ces délais librement négociés. Les sénateurs ont également augmenté l'amende applicable en cas de dépassement des délais de paiement pour les produits périssables dont le règlement est fixé à trente jours à compter de la livraison par le projet de loi.

G. Pa.

Francophonie et relations culturelles extérieures

De nouveaux crédits pour M^{me} Tasca

M^{me} Tasca, qui était ministre délégué à la francophonie dans le gouvernement de M^{me} Cresson, n'avait pas caché qu'elle souhaitait « travailler encore sur la francophonie » (le Monde du 2 avril). Non seulement elle est exaucée, puisqu'elle devient secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, mais son vœu le plus cher est comblé puisqu'elle reçoit enfin la direction générale des affaires culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay. Représentant un gros tiers du budget du ministère des affaires étrangères, la dotation de cette direction générale constitue le principal « nerf » de la guerre pour le maintien et le développement de la langue française dans le monde.

Le portefeuille de la francophonie, créé par M. Jacques Chirac en 1986 sous forme d'un secrétariat d'Etat sans budget, dépendant de Matignon, échut à une élue guadeloupéenne, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, jusqu'à la fin de la cohabitation. En mai 1988, le premier cabinet Rocard vit la constitution,

au profit d'un familier de l'Elysée, M. Thierry de Beaucé, d'un secrétariat d'Etat aux relations culturelles internationales et à la francophonie, placé sous l'autorité du ministre des affaires étrangères. La logique triomphait puisque la direction générale des relations culturelles (avec ses fonds) était attribuée au secrétariat d'Etat, comme c'est d'ailleurs le cas dans le gouvernement Bérégovoy.

Las ! M. de Beaucé fut battu aux élections de juin 1988 et, dans son second cabinet, M. Rocard lui confia la francophonie pour la confier à un ministre délégué auprès du Quai d'Orsay, M. Alain Decaux. Soutenu par l'Elysée, M. de Beaucé conserva son secrétariat d'Etat réduit aux relations culturelles internationales, mais avec, pour appasage, la direction générale des relations culturelles.

Cette cote mal taillée fut particulièrement éprouvante pour M. Decaux car les services de M. de Beaucé ne lui facilitèrent pas la tâche, loin s'en faut.

M^{me} Tasca a donc, sous sa responsabilité, un département cohé-

rent et bien doté puisque l'enveloppe annuelle de la direction générale est d'environ 3,6 milliards de francs, auxquels il faut ajouter près de 1,2 milliard de francs gérés par l'agence autonome s'occupant des établissements scolaires français à l'étranger, somme sur laquelle le secrétariat d'Etat a un droit de regard. Le ministère de la coopération est également partie de cette agence avec un apport de 600 millions de francs par an. Les fonctionnaires relevant de M^{me} Tasca, comme ministre délégué, étaient au nombre d'une cinquantaine. La secrétaire d'Etat en a désormais quelque quatre « cents » autres sous ses ordres. M^{me} Tasca n'a pas perdu au change...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Précision. — C'est bien M. Claude Lise, député (app. PS) de la Martinique, qui a été élu président du conseil général de la Martinique, et non pas M. Roger Lise, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions des 5-6 et 8 avril.

La nomination des directeurs de cabinet

SANTÉ ET ACTION HUMANITAIRE

M. Didier-Roland Tabuteau auprès de M. Kouchner

M. Didier-Roland Tabuteau, qui était commissaire du gouvernement près de l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat, a été nommé directeur du cabinet de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire.

[Né le 20 mai 1958 à Paris, M. Didier-Roland Tabuteau est diplômé de l'Ecole polytechnique et ancien élève de l'ENA. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, il a été rapporteur, puis commissaire du gouvernement près du conseil supérieur de l'aide sociale (1984-1988), conseiller technique (mai-décembre 1988), puis directeur adjoint du cabinet de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (1988-1991). Il est également maître de conférences à l'Ecole polytechnique et professeur adjoint à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.]

AFFAIRES SOCIALES ET INTÉGRATION

M. Michel Yahiel auprès de M. Teulade

M. Michel Yahiel, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Louis Bianco au ministère des affaires sociales et de l'intégration, est nommé directeur du cabinet de M. René Teulade, qui vient de succéder à M. Bianco.

[Né le 30 avril 1957 à St Germain-en-Laye, M. Yahiel est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Après deux années passées à l'Inspection générale des affaires sociales (1982-1984), il est nommé conseiller technique au cabinet de M^{me} Georgina Delor, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. En mars 1986, il devient directeur du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS), fonction qu'il occupe jusqu'à sa nomination comme directeur adjoint du cabinet de M. Bianco en juin 1991.]

Après son élection à la présidence du conseil régional de la Réunion

M. Sudre, socialiste... churchillien !

Redevenu fréquentable, aux yeux des autorités, depuis son élection à la présidence du conseil régional de la Réunion, le fondateur de Télé-Free-Dom, M. Camille Sudre, se veut magnanime : « Je respecte les institutions. Si les autorités de tutelle respectent le résultat des élections, nous les acceptons, malgré le différend qui nous a opposés par le passé », nous-a-t-il déclaré, mercredi 8 avril, au lendemain de sa rencontre avec le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec. « Nous ne sommes pas animés par un esprit de revanche », ajoute l'ancien « ennemi public » des autorités réunionnaises. Le préfet (qui voyait en M. Sudre « un danger pour la démocratie ») a été muté,

le procureur est parti à la retraite, les électeurs ont sanctionné les hommes politiques. L'Histoire a donc désigné les coupables...

Aujourd'hui, M. Sudre, qui se déclare « socialiste » sans avoir jamais, pour autant, milité au PS, se veut surtout occurnique : « Ma première mission est de rassembler les Réunionnais. Nous avons besoin de tout le monde. Les communistes sont déjà venus me rejoindre, sans condition, et j'ai reçu ce matin une proposition d'accord de la part de M. Pierre Laguerre (le président « divers droites » du conseil régional sortant, chef de file de l'UPF locale) qui ne me pose, a priori, aucun problème puisqu'elle rejoint mon pro-

gramme et réaffirme l'attachement, que je partage, de la Réunion au droit commun institutionnel de la République. Il n'y a pas de place pour les socialistes qui resteront à l'écart... »

« Socialiste » et... churchillien ! Compte tenu du nombre des chômeurs et des bénéficiaires du RMI, M. Sudre affirme en effet qu'il tiendra aux élections de son « langage de la vérité ». Il ne leur promet pas « la lune », mais beaucoup d'efforts : « Nous, les élus, on ne pourra pas s'en sortir tout seuls. Il faut que les Réunionnais sachent qu'ils devront se serrer la ceinture et retrousser leurs manches... »

A. R.

DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.

Cette semaine, au sommaire :

Les écolos vont-ils bloquer les grands travaux ?

Comment, de Matignon, Bérégovoy ne lâchera pas Bercy.

Euro Disney jugé par les enfants... et la Bourse.

Sicav : le ticket cher, le ticket chic.



CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !

هنا من النصح

FRANCE-PORTUGAL
120 VC
PAR SEMAINE

l'embarquement est obligatoire

durée de validité

11

12

13

14

15

Contamination : le sang des prisons

La forte proportion de personnes infectées en France par le virus du sida à la suite d'une transfusion s'explique en partie par les collectes effectuées en milieu pénitentiaire

Pour l'un des rares médecins qui exerçaient alors à temps plein en prison, le service sanitaire était désastreux : pendant l'été 1984, pour les détenus des prisons de France, on ne comptait pas d'invasions que cela puisse paraître.

santé, adressant une lettre circulaire à chaque établissement français de

En ces conditions, **selon** le docteur Esposito, **le** **OMS** **a** décidé **de** suspendre **la** collecte **de** juillet **1985** **pour** **raison** **de** la réalisation **d'un** sérologie LAV **systématique**. **Il** **est** **alors** **indispensable** **aux** **conditions** **de** **diagnostic** **des** **chancres** **à** **l'usage** **soient** **rigoureux**, **ce** **qui** **implique** **une** **collaboration** **étroite** **avec** **le** **service** **pénitentiaire**.

Results :

Dernain :

**FOURRURES
GEORGE V
22, Av. Hoche**

FRANCE-FORTUGAL-FRANCE

120 VOLS

PAR SEMAINE

**L'embarquement n'a jamais été
aussi immédiat.**



**120 AIR
PORTUGAL**

chaque jour davantage

© 1994 Air France

La culture cesse d'être un luxe, samedi 11 à 10 heures du matin (heure française).



Enfin les produits culturels ne sont plus taxés comme des produits de luxe.

A la Fnac, depuis longtemps, on se bat pour ça.

Dès samedi, la Fnac anticipe la baisse de la TVA* sur la Hifi, la photo,
la vidéo et les cassettes.

* Le différentiel sera pris en charge par la Fnac.



AGITATEUR DEPUIS 1954.

هكذا من الأصول

Le parquet
l'instruction des

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Fouad Salah devant la 1^{re} d'assises de Paris

La douleur et l'émotion

Avant le réquisitoire de l'avocat général, prévu vendredi 10 avril, l'audience du jeudi, devant la cour d'assises de Paris, a été consacrée aux derniers témoins des quinze attentats meurtriers de 1985-1986 et aux premières plaidoiries des parties civiles.

C'est d'abord un miracle. Ce n'était, à la dernière audience, qu'une fugace lueur d'humanité évanouie lorsqu'on avait vu Fouad Salah lancer à l'adresse d'une victime : « C'est à moi de dire... » Comme s'il s'agissait d'un « saisi », Salah avait réapparu, son vieux lit d'injure, jetant sans mépris à un témoin noir : « Ve t'occuper de ta famille », ou permettant d'interrompre une victime camerounaise : « Vous n'êtes pas une Africaine, vous portez une jupe bleue comme les femmes de la Martin Luther King... »

« Je pense aux enfants, à Julie, à Gaëlle, à Mathilde. Pour eux, je continuerai mon combat. Je pense à la victime qui veut à tout prix venir pour des bombes ici. Mais répondez-moi les juges, comment pouvez-vous faire pour que les victimes qui les ont perdus ne soient pas oubliées ? »

« Vous êtes une prostituée, vous avez abandonné le Christ », l'interrompt Salah.

« Vous exportez la violence, vous apportez aide technologique, aide humanitaire et aide médicale. Mais nous n'acceptons pas que vous apportiez la violence. Mais ne vous excusez pas si la loi de la justice ne vous pardonne pas... »

« Tu crèves, pharissien. L'honneur est à moi ! »

L'indignation d'Iran

Indifférent aux cris et aux injures de Salah, Françoise Rudanski rapporte alors qu'elle a rencontré, il y a un mois, l'ambassadeur d'Iran en France à la demande de ce dernier. « Il soulève un problème, m'expliquant que son pays avait besoin de notre technologie. Il m'a dit qu'il rejetait complètement ces quatre personnes (les accusés), qu'elles n'avaient rien à voir avec l'Iran. Il ne m'a pas convaincu... »

« Dieu est avec nous, Dieu est avec nous », lance Salah soudain très attentif au propos de la présidente de la Cour d'assises.

M. Rudanski demande à ce moment que la communauté internationale reconnaisse que les actes de terrorisme sont une menace à l'humanité et qu'il faut donc leur interdire.

« Vous êtes condamnés à mourir », lance Fouad Salah.

Imperturbable, le témoin continue : « Si la politique a une valeur, il faut rendre hommage au magistrat instructeur. Il représente le sacrifice d'une vie au service de la vérité (le juge Jean-Louis Boulouque s'est suicidé en décembre 1990). Nous l'avons vu lorsqu'il était en butte à sa hiérarchie... »

« Il faut dire que vous l'avez tué », lance Salah.

« Nous vous demandons de la justice et de la liberté », lance Salah.

« Vous êtes des terroristes », lance Salah.

LAURENT GRELSAMER

S'opposant à la jurisprudence de la Cour de cassation

Le parquet général de Metz estime régulière l'instruction des fausses factures de Nancy

METZ

Ce correspondant

Procureur général de la cour d'appel de Metz, M. Marie-Thérèse Peiffer, a été d'accord avec la Cour de cassation, le 9 avril, ce magistrat, qui part en retraite dans quelques semaines, est venu en personne requérir à l'audience de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Elle a demandé aux magistrats messins de la chambre d'accusation de ne pas s'incliner devant la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation : dans un réquisitoire de deux cent cinquante pages, le procureur général considère en effet que l'instruction de l'affaire des fausses factures de Nancy, qui a vu l'inculpation de vingt-huit personnes, est régulière.

Au centre de ce débat purement juridique, qui ne tient à Metz après avoir fait un détour devant la cour d'appel de Colmar et quelques passages devant la Cour de

cassation, l'inculpation de M. Jacques Gossot, maire (UDF) de Toul. En décembre 1989, M. Gilbert Thiel, alors juge d'instruction à Nancy et chargé de ce dossier de fausses factures, a vu plus de vingt millions de francs, procédés à l'inculpation de M. Gossot. Mais, en novembre 1990, ce dossier a été annulé partiellement de la procédure prononcée par la cour d'appel de Metz par son président, M. Gossot, qui a déclaré : on le décrétait alors comme « le point de départ obligé pour accéder aux marchés publics de la ville de Toul ».

La Cour de cassation a considéré que M. Gossot, protégé par son statut d'officier de police judiciaire, avait été l'objet d'une inculpation tardive. C'est ainsi que, pour ces raisons de procédure, le maire de Toul, ainsi que deux autres inculpés, réussissent à sortir de ce dossier judiciaire.

Toutefois cette décision va créer un véritable imbroglio juridique : la cour d'appel de Colmar a en effet considéré que les déclarations

Claude Bez et Didier Couécou, respectivement ancien président et ancien délégué général des Girondins de Bordeaux FC, ont été placés sous mandat de dépôt dans la nuit du 9 au 10 avril, et incriminés à la maison d'arrêt de Gradignan. Le juge d'instruction bordelais, M. Bernadette Pragout, les a auparavant inculpés, le premier d'abus de confiance, faux et usage de faux, le deuxième de complicité d'abus de confiance, recel, faux et usage de faux. Hervé Bizot, ancien secrétaire général du club, est, pour sa part, inculpé de complicité d'abus de confiance, complicité de faux et d'usage de faux. Il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

BORDEAUX

de notre correspondante

« Faites de Bordeaux un grand club, mais pas un centime sous la table ! » Combien de fois le maire de Bordeaux n'a-t-il pas, par le passé, rapporté cette phrase. Elle a été prononcée, en 1978, la première entrevue de Jacques Chaban-Delmas avec Claude Bez, devenu président des Girondins de Bordeaux-FC. « Il n'y a rien de naturel à l'infirmer la transparence », assurait encore, contre vents et marées, malgré les accusations de l'opposition municipale, le maire de Bordeaux le 16 novembre 1990. Le même jour, il était cependant contraint de reconnaître l'existence d'un « trou » de 242 millions de francs dans les finances du club bordelais. Depuis, le passif a été réévalué à 320 millions de francs, sans compter les 80 millions de francs d'emprunt pour lesquels la garantie de la ville de Bordeaux doit jouer.

Les deux informations judiciaires ouvertes, l'une le 27 avril 1990 contre Claude Bez et tous autres, l'autre en décembre 1990 contre X, ont révélé une vision un peu différente des choses. La seconde instruction, qui a conduit à l'inculpation de M. Bez et de ses acolytes, Didier Couécou et Hervé Bizot, et à la démission des deux premiers, avait notamment révélé que les trois hommes ont contribué à détourner, au cours des transferts de joueurs, 43 millions de francs, vers un ou plusieurs de ces célèbres mais discrets comptes suisses à numéros. La gestion de ces fonds était confiée à Ljubo Barin. Ce Yougoslave, fort bien introduit dans les milieux du football européen, est l'un des intermédiaires spécialistes des transferts de joueurs. A l'occasion, il organise également des rencontres amicales.

La gestion de Ljubo Barin

L'ancien président des Girondins de Bordeaux FC aurait également pratiqué des « libéralités » en faveur de quelques amis, en puisant dans les caisses du club. Claude Bez aurait ainsi « aidé » un avocat, aujourd'hui radié du barreau bordelais, à faire face à un redressement

L'affaire des Girondins de Bordeaux

Claude Bez et Didier Couécou ont été incarcérés

fiscal de 1,3 million de francs. Enfin, les « frais » engagés pour se concilier les bonnes grâces des arbitres se sont élevés à 1,7 million de francs en 1984-1985, saison où le club, à son apogée, joua la demi-finale de la Coupe d'Europe contre la Juventus de Turin. Pour les deux hommes, les sommes réunies, l'enveloppe financière s'élevait à 1,7 million également. Didier Couécou aurait ainsi en possession une partie de ces sommes en espèces.

Les patentes investigations de M. Pragout et de la police judiciaire commencent donc à porter leurs fruits. Le juge d'instruction bordelais espère désormais mettre la main sur Ljubo Barin, qui passe pour une tête de réseau importante. Pour le parquet, la démission de Didier Couécou et Claude Bez s'expliquent notamment par le souci d'éviter toute communication entre les deux anciens responsables bordelais et M. Barin, à l'encontre de

qui M. Pragout a lancé le 9 avril un mandat d'arrêt international. Nanti de la confiance réitérée de Jacques Chaban-Delmas, jusqu'à la déconfiture, salué par les médias qui lui offrirent en 1986 un buste en or le représentant à la Coupe de France, Claude Bez fut pendant plus de dix ans tout-puissant à Bordeaux.

Son irrésistible chute a commencé en avril 1990 avec l'ouverture de la première information judiciaire sur dénonciation de la direction générale des impôts. Cette dernière avait relevé des « anomalies » en vérifiant les déclarations de 1985, 1986 et 1987 des Girondins de Bordeaux FC.

Cette première information judiciaire a donc conduit à l'inculpation, le 27 avril 1990, de Claude Bez, de son fils Eric et de deux dirigeants du club. Par la même occasion, la présidente de la ville de Bordeaux a été mise en cause.

Ce dernier était déjà en pleine déroute financière. Après maintes péripéties, il fut conduit à la mise en règlement judiciaire puis à la cession. Il est descendu en deuxième division pour la saison 1991-1992. La chambre régionale de l'Aquitaine a publié, en mars 1991, un rapport concernant la première information judiciaire. Elle indique que les Girondins de Bordeaux ont obtenu 34 millions de subventions publiques pour la construction du Centre sportif de football de Haillan, 10 millions de francs ont été détournés vers les joueurs du club à 11 millions de francs ont été directement versés à Eric Bez, promu par son père « coordonnateur des finances ».

Tout semble, désormais, démontrer que le hors-jeu n'en était qu'un parmi d'autres. Et peut-être pas le plus important.

GINETTE DE MATHA

A la cour d'appel de Grenoble

Un mandat d'arrêt international a été lancé contre M. Médecin

GRENOBLE

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a lancé, jeudi 9 avril, un mandat d'arrêt international contre M. Jacques Médecin, ancien maire de Nice et ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes (nos éditions).

Cette procédure s'inscrit dans le cadre de l'association Nicos-Opéra, présidée par M. Médecin, qui recevait de la ville une subvention annuelle d'environ 50 millions de francs.

Parallèlement, des poursuites ont été engagées par la justice à l'encontre de la société panaméenne Ibis et celle-ci a été signalée à la justice anglaise Oceanic System pour la promotion et la distribution d'enregistrements vidéo produits par l'Opéra de Nice ainsi que la recherche, aux Etats-Unis, de jeunes talents lyriques. Ces deux firmes, qui ont respectivement 200 000 francs et 2 millions de francs, seraient, selon les enquêteurs, des sociétés-écrans utilisées pour faire transiter de l'argent vers des comptes hébergés par des sociétés appartenant à M. Médecin.

L'ancien maire de Nice est impliqué dans cinq affaires inscrites par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, en plus des autres affaires en cours de traitement au parquet général de la ville dauphinoise.

Le plus important a trait à la renégociation de la dette de la ville pour laquelle 13 millions de francs

ont été versés à des sociétés proches de l'ancien maire. M. Médecin, condamné le 11 janvier 1992 à un an de prison et 300 000 francs d'amende pour infraction, est actuellement détenu en Uruguay, un pays qui n'a pas signé la convention d'extradition avec la France.

C. F.

Sur la « liste » du premier ministre

M. Jacques Médecin figure sur la mystérieuse « liste » brandie par M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée nationale, mercredi 8 avril. Le premier ministre, malicieusement évoqué, sans les citer nommément, les personnalités figurant sur ce document quand, au passage de son discours sur la corruption, il fut quelque peu dérangé par les interruptions de députés de l'opposition qui lançaient les noms de MM. Bernard Tapie, récemment promu ministre à la ville, Jean-Charles Naouri et Alain Boubillat, tous deux anciens directeurs du cabinet de M. Bérégovoy aux finances et inculpés dans les affaires de dette d'initié

Pachinay et Société générale. Sans doute préparée comme un contre-feu, cette liste comprendrait trois noms dont celui de M. Médecin nous a été confirmé de plusieurs sources.

Pour l'instant, seules les M. Bérégovoy a transmis un dossier de ce dossier à M. Claude Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, en lui faisant promettre le secret. En fait, il semble bien que la liste ne contienne aucune révélation, se bornant à un rappel d'informations judiciaires déjà en cours dont les protagonistes, pour une fois, ne sont guère proches des

E. P.



PARIS ORLY-BARCELONE

Pour partir avant elle, il faut se lever de bonne heure

Rappelez-moi son nom ?

Pour avoir une longueur d'avance, il suffit de commencer la journée avant tout le monde. Avec AOM, soyez les premiers à décoller pour Barcelone, il vols quotidiens (7h20 - 17h30).



une véritable classe Affaire, décidément, AOM adore les businessmen. Pour tous renseignements, contactez votre agence de voyages ou téléphonez au (1) 49 79 12 84.

AOM
CÉ AÉRIENNE FRANÇAISE

MONIQUE RAUX

Grâce à la technique des empreintes génétiques

Le « mystère Mengele » serait élucidé

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Un doute subsiste

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

Sept ans après l'exhumation d'Embu, dans le cimetière d'Embu, au Brésil, sans risque, grâce à la technique des empreintes génétiques, le mystère Mengele est mort. Le corps du médecin nazi est mort en 1979 au Brésil. Le « mystère Mengele » est mort en 1979 au Brésil.

JEAN-YVES NAU

Adoptée par la Chambre des députés

La réglementation de l'euthanasie aux Pays-Bas suscite un mécontentement général

Les députés néerlandais ont adopté, jeudi 9 avril, la réglementation de l'euthanasie active proposée par le gouvernement (le Monde des 2 et 9 avril). Formellement, la « mort douce » reste interdite, mais sa pratique devient possible sous réserve d'une procédure de déclaration permettant un contrôle pénal a posteriori. Cette réglementation suscite un mécontentement général.

LA HAYE

de notre correspondant

A la deuxième Chambre, les partis de la coalition au pouvoir (chrétiens-démocrates et travaillistes), soit 103 députés sur 150, ont voté les motions de l'opposition qui, une fois adoptées, ont permis de donner l'impression qu'il pourrait être possible de passer de la « mort douce » à la « mort douce ».

Malgré son adoption, le dispositif gouvernemental de réglementation de l'euthanasie, qualifié par un quotidien de « législation au rabais », continue de mécontenter et de diviser le pays. Les partisans d'une législation plus stricte sont déçus et ses adversaires sont inquiets. « La procédure de déclaration ne comporte aucun début de légitimation de l'euthanasie », le ministre de la Justice l'a répété quinze fois au cours de la séance, mais sans convaincre aucun corps.

Fort de cinquante mille membres, l'Association néerlandaise pour l'euthanasie volontaire

(NVVE) « déplore » que la réglementation soit placée sous le régime du code pénal : « 80 % des Néerlandais ne pourraient pas bénéficier de la législation », estime sa présidente, M^{me} Marion Rookhuizen. La NVVE estime « regrettable » que le gouvernement ait voulu traiter simultanément des personnes volontaires pour l'euthanasie et des malades incapables d'exprimer le souhait de mourir dans des conditions : « Le gouvernement, dit-elle, a pris la confusion et le risque que les médecins ne respectent pas la procédure ».

C'est également la crainte de M. Kees Wijnkoop, directeur de la Fédération des associations de parents d'enfants handicapés mentaux, qui reproche aux pouvoirs publics leur « légèreté » : « C'est au législateur de fixer des normes », dit-il. Demander aux tribunaux d'établir une jurisprudence à partir de l'expérience de malades incapables d'exprimer leur volonté, c'est donner l'impression qu'il pourrait être possible de passer de la « mort douce » à la « mort douce ».

Il le ministre de la Justice a invoqué l'existence d'un « malentendu », il n'a pas dissipé la confusion. Manœuvre politique pour justifier la non-dépénalisation de l'euthanasie volontaire, comme l'avancent certains ? Volonté de « reprendre le main » la pratique de la « mort douce », pour la laisser entendre Helen Dupuis, professeur d'éthique à l'université de Leyde ? L'autre hypothèse est celle d'un mal de zèle d'un gouvernement qui, soucieux de ne pas laisser la pratique médicale dieter seule la loi, aurait voulu limiter les malades éligibles et les comités de la mort douce à l'euthanasie volontaire, recensés par la commission chargée d'indiquer aux parents

publics la voie réglementaire à suivre.

En effet, dans les cas où, au moins, les malades ont été entendus et leur souhait d'être endormis « au cas où... » et, de façon générale, le « mort doux » personnes concernées avait été provoqué à l'extrême limite, deux jours avant le moment prévu de la mort naturelle.

La position des Eglises

La secrétaire générale de la Fédération royale de médecine nous a, pour sa part, affirmé qu'il s'agit, dans la loi, de malades « cancéreux » perdant fréquemment connaissance et menaçant de s'éteindre.

Ainsi, aux Pays-Bas, la question de l'euthanasie volontaire continue-t-elle de provoquer des oppositions. La conférence des évêques néerlandais a prononcé une « réserve » de la vie, « même dans le cas de personnes dont les fonctions mentales sont altérées ». Leur côté, les Eglises protestantes ont également des réserves au projet adopté par les députés. Elles distinguent toutefois entre les « cancéreux », pour lesquels l'arrêt d'une « prolongation artificielle de la vie » ne peut se faire qu'avec l'accord des proches, et les malades incapables d'exprimer une volonté (notamment les nouveau-nés) pour lesquels des contrôles encore plus stricts devraient être mis en place. En outre, les protestants ont exprimé leur opposition à la loi, mais aussi à la « mort douce ».

CHRISTIAN CHARTIER

REPÈRES

ÉDUCATION

Les minoritaires de la FEN sont décidés à se défendre

Le lendemain du conseil ministériel exceptionnel du mercredi 8 avril, qui a permis à la direction de la Fédération de l'éducation nationale d'engendrer la procédure d'exclusion de la liste de ses syndiqués, la FEN (enseignement du second degré) et la SNEP (enseignement primaire), les deux courants minoritaires de la FEN et les onze syndicats qu'ils constituent ne trouvent pas de mots assez forts, jeudi 9 avril, pour dénoncer la situation de la Fédération.

Pour Monique Viallet, secrétaire générale de la SNEP, Bernard Pécot, secrétaire général du SNETAA (enseignement technique), Raphaël Stanfield, responsable du courant Unité en action, ou Stanislas Czolczynski, représentant des enseignants émancipés, l'attitude de la

direction de la FEN, au choix d'un « hold-up pour sauver l'hégémonie d'une tendance », d'une « stratégie d'union », d'une « stratégie cynique ». Les minoritaires refusent donc la logique d'exclusion et vont lancer un appel à tous les adhérents de la FEN pour tenter d'influer la majorité.

ILE-DE-FRANCE

Risques d'embouteillages autour d'Euro Disney

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a annoncé jeudi 9 avril qu'un dispositif sera mis en place, dimanche 12 avril, jour de l'ouverture du parc d'Euro Disney, pour éviter l'engorgement des routes autour du parc d'Euro Disney. Les personnels de la RATP ont déposé un préavis de grève pour le 12 avril, qui pourrait probablement le fermer.

de la ligne A du RER vers Marne-la-Vallée. 80 000 personnes devraient se rendre à Euro Disney, alors que le parking du site a une capacité d'accueil de 11 500 voitures et de 800 autocars. Quatre itinéraires ont été prévus pour accéder au parc d'attractions. Des panneaux électroniques à message variable sur l'autoroute A1 permettront d'informer en temps réel les automobilistes de l'état de la circulation de la zone. Plus d'un million d'hommes (CRS, gendarmes, policiers et sapeurs-pompiers de Paris) seront mobilisés tout au long de la journée du 12 avril pour assurer l'accès au site d'Euro Disney.

Les quatre pages de notre supplément « Heures locales » (du 10 au 12 avril) seront consacrées à l'ouverture d'Euro Disney.

NUCLÉAIRE

Des accidents gérés sur ordinateur

Deux exemplaires d'un système informatique unique au monde, baptisé « HIR », (simulateur post-accidentel), capable de recréer et d'analyser en temps réel les accidents graves des centrales nucléaires, ont été inaugurés, jeudi 9 avril, à Lyon (Rhône) et à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

SIPA est le site de Cathare, un système de calcul développé à partir de 1981 par les chercheurs EDF, du CEA et du Commissariat à l'énergie atomique de la centrale nucléaire de Tricastin (30). Cathare, qui permet de simuler les accidents graves des centrales nucléaires, a été inauguré, jeudi 9 avril, à Lyon (Rhône) et à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

Le projet de loi de protection et de sûreté nucléaire (PSN), d'urgence, a été adopté par le Parlement le 11 mars 1991. Il prévoit un milliard de francs (développement de Cathare compris). Les deux exemplaires de SIPA, développés par Thomson-CSF sous la maîtrise d'œuvre d'EDF, reviennent à 100 millions de francs.

RELIGIONS

Probable démission du recteur de la Mosquée de Paris

La Mosquée de Paris, qui fête son centenaire le 12 avril, doit réélire son recteur le 12 avril. Le recteur actuel, M. Tadjine Haddad, également membre du Haut Conseil de l'islam en France, a été élu à Alger. La nouvelle de ce départ, connue par la presse algérienne, indique que les autorités françaises ne souhaitent pas que le recteur de la Mosquée de Paris soit un musulman algérien. Les autorités françaises ne souhaitent pas que le recteur de la Mosquée de Paris soit un musulman algérien.

SPORTS

FOOTBALL : thèse au sort des quarts de finale de la Coupe de France. Les quarts de finale de la Coupe de France opposeront Caen (division 1) à Marseille (D 1), Ajaccio (D 2) à Monaco (D 1), Bastia (D 2) à Nice (D 2), Nancy (D 1) et Cannes (D 1) à Montpellier (D 1) et au Red Star (D 2). Nice et Montpellier ont déposé des réclamations après leur élimination au tour de la finale. Les rencontres de quarts de finale se joueront le 22 avril sur les terrains des clubs cités en premier.

VOILE : Ville-de-Paris troisième des challengers pour la Coupe de l'Amérique. En devançant Nippon, le voilier du défi japonais, le 24 secondes, Ville-de-Paris s'est assuré, jeudi 9 avril à San-Diego (Californie), la troisième place des demi-finales de la Coupe de l'Amérique. En devançant Nippon, le voilier du défi japonais, le 24 secondes, Ville-de-Paris s'est assuré, jeudi 9 avril à San-Diego (Californie), la troisième place des demi-finales de la Coupe de l'Amérique. En devançant Nippon, le voilier du défi japonais, le 24 secondes, Ville-de-Paris s'est assuré, jeudi 9 avril à San-Diego (Californie), la troisième place des demi-finales de la Coupe de l'Amérique.

Ayant abandonné leur emploi

Des parents d'enfants handicapés réclament une aide financière plus souple

Les parents d'enfants lourdement handicapés se plaignent des rigueurs de la loi. Une aide financière plus souple est réclamée par l'Etat lorsqu'ils abandonnent leur emploi pour s'occuper de leur enfant. Les critères d'attribution de cette aide leur paraissent trop restrictifs. Pour se faire entendre des pouvoirs publics, ils ont manifesté récemment devant le secrétariat d'Etat aux handicapés.

M. Jean-Louis Mével, un homme qui a un enfant lourdement handicapé, depuis un arrêt maladie en 1985, Rémy, a des difficultés financières et sociales. Ses parents doivent réactiver ses membres chaque semaine. Et pourtant, l'Etat ne leur a accordé qu'une « troisième complément » (les deux autres compléments sont refusés). Rémy, en effet, respire de façon autonome et s'alimente sans sonde gastrique. Son état de santé, quoiqu'il soit critique, ne requiert aucune technicité particulière.

Les parents qui se sont récemment réunis devant le secrétariat d'Etat aux handicapés et les membres du conseil de la vie, avenue Raymond-Poincaré à Paris (16^e), sont tous des parents de Rémy. Venus seuls ou avec leur enfant dans un fauteuil roulant, accompagnés de représentants d'associations, ils voulaient attirer l'attention sur leur objectif principal : obtenir un élargissement des conditions d'attribution de l'allocation destinée aux parents qui ont renoncé à une activité professionnelle pour s'occuper complètement de leur enfant.

Un décret du septembre 1991 a une durée de 12 mois. A l'origine, il s'agit d'une « troisième complément d'allocation d'éducation spécialisée ». Depuis fin 1991, les parents d'enfants lourdement handicapés peuvent bénéficier d'une aide financière s'élevant à un peu plus de 5 000 francs par mois, à condition, selon les termes mêmes du décret, que l'enfant soit atteint d'un handicap particulièrement grave, « justifiant de soins continus de haute technicité ».

C'est seulement dans ces circonstances que les commissions dépen-

tales d'éducation spécialisée (CDES) peuvent en recommander le versement. En clair, il s'agit de soins récurrents, non seulement une présence constante auprès de l'enfant, mais aussi l'acquisition d'un savoir-faire technique. Il en va ainsi des enfants atteints d'asthme, de ceux qui ne peuvent s'alimenter que par gavage ou perfusion, etc. Une condition bien précise : qu'il existe, de fait, une « incapacité » à l'emploi. Les parents d'enfants handicapés dont l'état de santé s'aggrave pas de soins particulièrement techniques. C'est le cas de Rémy mais aussi celui de quelques deux mille autres enfants dans la totalité de l'Hexagone.

Ce type de situation entraîne des conséquences pour le moins paradoxales : si les enfants comme Rémy sont hospitalisés, ils cotisent une petite somme à la Sécurité sociale : plus de 1 500 francs par jour environ. On est loin de l'aide mensuelle de 1 000 francs.

Jusqu'à présent, dans les CDES du Finistère et du Morbihan, on ne peut pas bénéficier de l'allocation d'encas : « Nous nous sommes permis une interprétation de la loi », explique le directeur de la CDES de Brest. « La loi ne se sonne pas, elle se vit », dit-il. « Nous avons fait, d'une part, pour que les choses bougent dans l'ensemble du département », explique-t-on dans le Finistère.

Outre ce critère relatif aux soins de haute technicité, le décret précise que « le versement du complément est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou au recours effectif à une autre personne rémunérée ». Un autre supplément, une difficulté de plus : l'aide en effet ne peut être versée à des personnes qui ne cessent pas une activité, par conséquent à celles qui n'ont jamais travaillé.

Autant de revendications que les parents et les associations qui les soutiennent (notamment la Fédération des enfants de l'espoir) ont présentées aux collaborateurs de M. Michel Giliert. Les manifestants ont obtenu un nouvel examen du dossier et l'engagement d'une réponse le 12 mai prochain. « On nous a ouvert des portes, nous attendons maintenant quelque chose de concret », déclarait M. Mével en sortant de la réunion.

DÉFENSE

Au conseil des ministres

Le général Jean Pincemin reçoit sa quatrième étoile

La proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 8 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Jean Pincemin.

Sont promus général de brigade les généraux de division Xavier de Lambert et Maurice Quadri.

Est nommé inspecteur de l'infanterie le général de division d'armée Michel de Courges.

• Marine. - Est promu contre-amiral le capitaine de vaisseau Michel de Aboleno.

• Armement. - Est promu : ingénieur général de première classe les ingénieurs généraux de deuxième classe Bernard Lietaud et François Chappuis ; ingénieur général de deuxième classe les ingénieurs en chef Joseph Murati (nommé chargé de mission auprès du directeur des armements navales de Toulon), Claude

Rigaud, Jean Auvinet, Christ, Jacques Lietaud (nommé directeur adjoint du service hydrographique et océanographique de la marine) et Denis Lietaud.

Sont nommés : chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement l'ingénieur général de première classe Michel Dunaud ; directeur régional de l'Etat du service de la maintenance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Pechanat ; directeur régional de l'Ouest du service de surveillance des armements de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Léonid Kramarov.

Sont placés, sur leur demande, en position de service détaché auprès de la société GIAT-Industries les ingénieurs généraux de deuxième classe Maurice Billel, Jacques de Longueville, Jacques de Bernardi, Yves Langhade, Pierre Mary, Bertrand Thouvenin, Michel Barrier et Claude François.

CULTURE

FESTIVALS

Les Amériques parisiennes

Paris Quartiers latins : un festival dans la rue pour saisir l'introuvable Amérique latine

Paris Quartiers latins, festival spontané, bouillonnant, mais organisé, est protégé par une estampille « Cinquième République ». C'est le rendez-vous de deux mondes qui regroupent une bonne part des manifestations françaises de 1977 sous la tutelle de Jean-François Millier, commissaire général, et du ministère de la culture. L'organisation est en la rue, du quartier à la fête de l'Amérique latine. La programmation - balacade brésilienne, tango argentin, exposition de photos dans les cafés, braderie de disques cubains, etc. - a une qualité d'actualité à cinquante ans dans les FNAC, dans les Virgin Megastore et dans les magasins spécialisés de la France, conférences, ateliers, ateliers de rencontres littéraires, ateliers étrangers... - foisonne de rencontres quotidiennes et rafraîchit la mémoire.

Les années se déplacent. Aujourd'hui la merengue dominicaine a remplacé la tango argentin, et les Caraïbes le Pérou. En 1932, au lendemain de l'exposition coloniale, Paris aime la biguine d'Alexandre Starobinski au Bal nègre. Don Barreto, guitariste d'origine cubaine, anime les nuits d'un cabaret montmartrois, la Melody. Il y a aussi le rumba, le boléro... Les années ont passé, le guitariste, complice de Django Reinhardt, Joséphine Baker et Luis Mariano, est resté en Europe. Paris Quartiers latins l'a invité à revenir au Moloko-Melody's tous les mardis soir avec son groupe, alors que maintes compilations d'orchestres cubains de l'époque, Don Barreto, Lecuona Cuban Boys, Xavier Cugat, ont fait leur apparition dans les années 70. Étonnants retours, itinéraires qui finissent par brouiller toutes les frontières de la latinité.

Il y a le latin des docteurs de la

Sorbonne. Il y a aussi celui de la salsa, la « cuisine » latino-caribéenne du jazz renversé. Paris, rendu à la rue par les premiers, a également beaucoup joué avec les seconds, et leur cohorte de cousins-cousines. Pas un chanteur, pas un compositeur qui ne lui ait été dédié, avalé, digéré, des amateurs de biguine du Bal nègre et l'entre-deux-guerres aux rockers alternatifs, en passant par les amateurs de cha-cha-cha des années 50.

La définition du « Latino » ne figure pas encore au dictionnaire, chacun s'en fait une idée. Par exemple : sang chaud, cheveux plaqués en arrière, sans du drame façon tango, imaginaire coloré, et un soupçon de machisme. A ces stéréotypes, on veut s'ajouter le milieu des années 60 les lunettes noires à l'uniforme kaki du général tortionnaire. Chiliens, Péruviens, Argentins, Cubains, ont choisi Paris comme terre d'exil. Les communautés sud-américaines émigrées sont désormais trois à quatre fois moins nombreuses qu'à la fin des années 70, mais la génération de l'exil a laissé son empreinte.

Le « Latino » type, de Buenos Aires au Bronx, parle l'espagnol. Les Brésiliens, avec leur langue et leurs origines portugaises, forment donc bande à part jusqu'à l'affiliation revendiquée par bon nombre d'artistes et combattus par les régimes militaires, d'une appartenance au mouvement latino-américain, au milieu des années 70. Plus grave, l'absorption sous l'étiquette « Latino » des descendants d'Africains établis à Rio, au Pérou ou dans les Antilles anglaises, néerlandaises ou françaises a fait des Noirs d'Amérique du Sud les grands perdants du mouvement du cinquième centenaire. Là où l'on devrait louer les effets du

métissage, caractéristique essentielle du continent, l'on se plonge dans une Amérique abusivement hispanisante.

Cette souveraineté conquérant a mangé les latins à la sauce de l'Espagne. Ceux de la forêt, mais aussi ceux des Andes. Ces derniers, trop nombreux en Europe pour une fantasmagorie précoloniale, à base de Machu Picchu et de flûtes, ont été remplacés par les Bamba, venus des montagnes du Pérou, le chanteur italien qui bat les records de ventes en France jusqu'à ce que les superbes chansons de Violeta Parra, d'Atahualpa Yupanqui ou de Mercedes Sosa soient le paysan sud-américain, l'indien aux pieds nus, à sa juste place. Si le tango, grâce à ses rénovateurs, les tango les tango de l'occident, la musique andine, avec son pillage caractéristique de la Lambada, n'a pas été de cet ordre dans le festival, c'est à regret.

On est le latin d'union dans le musicien martiniquais Kall, beaucoup de tango et de tango de campagnes antillaises, le tango panaméen lancé au France Azoulay et le chanteur noir du Sénégal Jorge Ibarra, programmés ensemble au Zénith le 11 avril. Les Amériques en bal, à partir de 19 heures? Quelque part, dans l'atmosphère latine des rythmes et l'appartenance géographique à l'Amérique tropicale.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Paris Quartiers latins. Jusqu'au 18 avril. Le 10, à partir de 19 heures. Le 11, à partir de 19 heures. Le 12, à partir de 19 heures. Les Amériques en bal (Kall, Azoulay, Ibarra, Nelly Mero, Jorge Benjor) au Zénith. Le 12, à partir de 19 heures. Tango et New Morning. Renseignements par téléphone : 40-03-94-70.

CINÉMA

Glutamate

LE FILS DU MÉKONGE

de François Truffaut

« Mon Dieu, quelle misère ! », ne cesse de s'écrier Jacques Villaret, qui reprend du service dans les fonctions d'accueil bonasse aux étrangers plus ou moins bien reçus par la France terre de liberté. Après les Africains de *Black Mémor*, c'est au tour des boat-people vietnamiens de bénéficier de sa compassion broilonne, cette fois sous les oripeaux d'un « demi-frère des hommes ».

Le principal bénéficiaire de ses attentions est un jeune homme interprété par Tchéco, également interprète du film. Après avoir été maltraité par ses parents d'adoption, français ou vietnamiens, il finit par monter le groupe de musique *Isaac Julien* dans un yéyé qui le mènera au succès et au mariage avec une jolie Française.

« Mon Dieu, quelle misère ! », nous envie de s'écrier, à l'union du brave Villaret. C'est pitié d'assister à l'expulsion de l'écran, par des gags archaïques, volus par François Leterrier, des quelques aspects de la vie des Asiatiques à Paris, intriguant mélange d'entraide et d'exploitation.

J.-M. F.

Musique, sexe, violence

YOUNG SOUL REBELS

d'Isaac Julien

Sexe, musique et jubilé. Londres, 1977. Deux copains animent une mini-réunion à un *club* déglutinant dans un hangar. Ce sont des *blacks* légèrement *whites*. L'un, Caz - Mo Sessy, - est homosexuel et va se trouver un ami blanc. L'autre, Chris - Valentine Nonyela, - ne l'est pas, rêve de faire son émission sur une chaîne nationale. Il va se démenier pour trouver un *club* qui a l'un de leurs copains, également noir, et qui *club* dans le parc. Il se démenie d'autant plus que, pour les films, il ferait un très bon *club* coupable. Mais le film d'Isaac Julien, *Young Soul Rebels* (prix de la semaine de la critique à Cannes l'an dernier), n'est en aucune manière un *club*. A vrai dire, l'intrigue n'est pas. Elle est de prétexte à une autre histoire, bien plus intéressante : celle de la petite-bourgeoisie noire dans l'Angleterre de Londres.

Il est voir avec un sous-prolète *club* *club*. Seulement l'Empire n'est plus, et les gosses ne sont plus des colonisés *club* *club* la mère patrie, mais des enfants d'immigrés marginalisés. Ils ont

acquis des habitudes, ont inventé une culture, qui passe *club* *club* par la musique.

Musique, sexe, violence. Le *club* formidablement anglais, dans la façon dont les groupes se forment - entre Noirs, métis, Blancs traditionnels, nationalistes, anarchistes, punks, etc. Dans la façon dont ils se provoquent *club* *club* leurs revendications. On a l'impression *club* *club* les quartiers forment une *club* *club* qui s'entend *club* *club* inter-raciales et pour manifester une forme *club* *club* solidarité. Puis, d'un *club* *club* transition, la *club* *club* le pas à une violence absurde, fétérique, meurtrière.

Le récit n'évite pas toujours les clichés sur les films, les femmes, les bourgeois, les Noirs - sexe, rythme, grands *club* *club* enfants, - les rapprochements douteux entre expositions *club* *club* et sexuelles. Mais Isaac Julien montre clairement, avec une vraie force, une vraie flamme, la situation explosive de cette société *club* *club*, qui *club* *club* à une tapissière multiraciale au dessin brouillé. Tout *club* *club* arriver.

COLETTE GODARD

PHILATÉLIE

Quelle belle invention que la poste !

Quelle belle invention que la poste ! de Paul Charbon, édité par Gallimard. Avec les riches images de l'histoire de la poste, des origines - le *club* *club* romain - à nos jours - la tête impressionnante et la vente des produits *club* *club*. L'auteur s'efforce de donner la naissance du monopole postal, puis l'émergence d'un service public avec le *club* *club*. Dans cette saga richement illustrée, la naissance du timbre-poste, qui coïncide avec le développement des transports ferroviaires, marque la démocratisation de la poste. Dans un chapitre « Témoignages et documents », Paul Charbon revient sur des « classiques » de la philatélie populaire comme l'affaire du courrier à Lyon ou le palais imaginaire du facteur Cheval.

Le Timbre-poste, *club* *club* du monde, de Patrick Marchand et Annette Apaire, édité par Casterman, est plus conçu comme un livre d'images astucieusement illustré qu'un ouvrage qui répondent à quelques *club* *club*. Les auteurs, tous deux du *club* *club* de la poste de Paris, insistent plus particulièrement sur quelques temps forts : *club* *club* du timbre « œuvre de création », *club* *club* du premier timbre en Angleterre en 1840 ; le *club* *club* de l'histoire ; les *club* *club*.

P. J.

Quelle belle invention que la poste ! Paul Charbon, « Découvertes » Gallimard, 148 pages, 86 F.

Le Timbre-poste, *club* *club* du monde, de Patrick Marchand, collection « Des objets font l'histoire », Casterman, 48 pages, 39 F.

Rubrique réalisée par la rédaction de mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Robert-Desrosiers-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

Un Hommage de la Poste belge à Van Notten. - Jean Van Notten (1903-1982) laisse plus de cinq cents timbres pour la Belgique, le Congo belge, le Rwanda, le Burundi, la Mauritanie et les Nations unies. La Poste belge lui rend hommage avec un timbre à son effigie, en vente générale le 13 avril, à l'occasion de la Journée du timbre et du 7 mai 1992 exemplaires. Vente anticipée les samedi 11 et dimanche 12 avril, à Anvers, Bastogne, Chapelle-lez-Herlaimont, Eupen, Hastière, Jéper, La Hulpe, Ledeberg (Gent) et Oppladebeek.

Manifestations. - Exposition-rencontre des collectionneurs avec l'association de la lutte contre la mucoviscidose, le 12 avril, à Melsone-Alfort (84), à la fin de l'après-midi, 33, rue de la République. Rencontre multi-collectionneurs le 12 avril, à Billy-Berclau (62), à la salle des fêtes. Bourse de cartes postales et Salon des collectionneurs, le 12 avril, à Reims (51), au boulevard couvert d'Orgeval, rue Raymond-Poincaré, quartier Neufchâteau, avec bureau de poste temporaire (timbres, matériel philatélique, pin's, etc.) et souvenir. Renseignements : Annette 51, J.-F. Combaud, 1, rue Jean-Gabriel, 51100 Reims (tél. le soir : 26-36-20-08).

Grande '92, exposition mondiale de philatélie, se déroulera du 24 avril au 3 mai, au Palais des expositions et au congrès de Grande-Bretagne sur invitation de l'Union postale. Les organisateurs attendent 200 000 visiteurs. Au programme : une série d'ateliers de lectures interactives (et de qualité) ; une exposition de collectionneurs hispano-américains dans la compétition ; les collections de Grande-Bretagne, de Belgique, du prince Rainier de Monaco ; la présence d'administrateurs postaux du monde

entier... qui ont de Grande '92 le rendez-vous philatélique de l'année.

Le Poste chez Disney. - Emilio Zuccarelli, maître des postes et philatéliste, a organisé sa première exposition officielle à la philatélie, le 7 avril, à l'occasion de l'inauguration du bureau de poste de Chessy (Seine-et-Marne). Ce bureau,



CHESSEY 7-4-92

signalé par une énorme boîte aux lettres en forme de paquet aux couleurs de la Poste, est situé dans le complexe d'Euro Disney. Son décor, façon paquet de toile de jute, évoque le Nautilus, tout en faisant écho à Jean Verne. Un timbre à date officiel et une machine ont été créés pour ce bureau qui diffuse l'ensemble des productions philatéliques de France, d'Andorre, Monaco et Saint-Pierre-et-Miquelon. D'accès gratuit, ouvert sept jours sur sept, de 11 heures à 21 heures en moyenne, le bureau de poste « Disney » dispose de tous les services philatéliques (au programme, les techniques de reproduction des timbres), de quoi satisfaire les mille millions de visiteurs attendus au parc Euro Disney.

gerard drouot productions

AVEC NRJ

ZOO TOUR

1^{re} PARTIE "The Fatman MANSIONS"

PARIS-BERCY. JEUDI 7 MAI 1992
LYON. HALLE TONY GARNIER. LUNDI 11 MAI 1992

PARTIR DU SAMEDI 11 AVRIL

LOC. PARIS : PALAIS OMNISPORTS DE PARIS BERCY, VIRGIN MEGASTORE 36 15 CODE NRJ CLUB (NOMBRE DE BILLETS LIMITES SUR MINITEL)
LOC. PROVINCE : INFORMATIONS SUR MINITEL 36 15 CODE NRJ

PEAU 'AIME DANSE'

HYMNE A LA VIE de et par SARAH MAIA dans per ONTILIE (danseuse orientale) accompagné à la base par BERTRAND CARDIET.

DIMANCHE 12 AVRIL à 19 heures

AU THEATRE LES DECHARGEURS 3, rue des Déchargeurs 75001 Paris

M^e Châtelet-Halles Tél. 43-31-65-66. PLACES : 100 F 70 F (étudiants et groupes)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

12 AVRIL A 11 HEURES

MICHEL PORTAL QUATUOR ORLANDO

HAYDN BRAHMS

du 14 au 30 avril

Racine

BERENICE

mise en scène Christian Risi par le Studio Classique

47.42.67.27

هنا من الفصيل

CULTURE

CINÉMA

Double faute

JOHNNY STECCHINO
de Benigni

Chauffeur de car **pour** une classe **mongoliens**, Dante n'a que peu de **auprès** femmes. Son grand plaisir **de** voler **bananes** la denture du marchand de fruits **légumes**. Innocente perversion. Lorsque dain, sa médiocre vie **Une** pulpeuse créature (Nicoletta chi) l'aborde, lui demandant si « elle **aller faire pipi** chez lui ».

En fait, Maria, qui invoque à tout bout de champ la protection de Santa Cleopatra, n'a à satisfaire aucun **maria** ! elle s'infatigait au pauvre Dante, **un** qu'il est le **maria** à un grain de beauté près, le sosie parfait (comme le coiffeur juif **maria** celui du **maria** **maria** proportions évidemment gardées, de **maria** protecteur, le célèbre mafioso Johnny **maria** chino (en français, Johnny Curedenti).

Or, Stecchino s'est « repenti » et, depuis qu'il a balancé ses copains, toutes les « familles » siciliennes sont à l'écoute. Pourquoi, jouant sur leur futur retour,

► **Films de femmes.** - Le quarzième Festival international du film de femmes à Créteil accueille en compétition les longs métrages et courts métrages, les films sociaux et documentaires, venus du monde entier. Il propose également des hommages à la réalisatrice d'avant-garde des années 20 Germaine Dulac et à Germaine Lantini, ainsi qu'un panorama des films de femmes réalisés depuis un an.

► Du 10 au 20 avril à la Maison des Femmes de Créteil. Tél. : 49-80-18-88.

◻ **Les Américains à Marseille, les Italiens en Corse.** - Sous le titre «*les Gentlemen du gag*», le Cinéma-thèque de Marseille propose un hommage aux grands du comique américain «*du slapstick*», **Jack Sennett, Harry Langdon, Buster Keaton, Harold Lloyd, W.C. Fields...** Toutes que le Cinéma-thèque régionale corse présente à Porto-Vecchio l'intégrale d'un

blanche, on lance les balles des tueurs le mouton à la place du loup ? Dès lors, les quiproquos atrociement prévisibles s'entassent, les personnages s'enchaînent, les sketches d'une volubilité pâteuse s'accumulent. A la fin, Dante, de retour dans son patelin sain et sauf, fait croire de la cocaïne à un jeune copain trisomi-

Le film est écrit, mis en scène (1) et joué doublement par Roberto Benigni, le réalisateur du *Petit Diable*, l'interprète comique de Federico Fellini (*Piccadodolo* de Jarmusch (*Down by Law*), et Fellini (*La Voce della luna*) qui est ici un pitre insupportable, un joueur mécanique déréglé, un comica

Cela ne serait pas grave du tout — le créateur a droit à quelques erreurs — si Johnny Marzotto avait écrit le 31 décembre 1988, le plus grand succès commercial de l'année pour un film italien. Un pays longtemps considéré, à son époque, comme le paradis de la comédie.

DANIÈLE HEYMANN

cinéaste dont on ne retient pas
vent, et fort injustement, que le
film le plus amer. Au amer. Il
était vrai que Manganò
était éblouissant, Giuseppe De
Sica et également l'un des
autres titres mémorables, mais que le
Démocrate. C'était. Plagues sanglantes
ou Hommes et Loups.

► Les Combattants du gay. Jusqu'au 12 avril. Tél.: 91-26-50-50. Intégrale De Santos, jusqu'au 11 avril. Tél.: 95-70-35-02.

■ **Promotion du jeune cinéma.** - Six premiers films français (*Le Ciel* de Paris, Nord, Delicatessen, Lune froide, Au bout du père et du fils, l'Autre) ont été sélectionnés pour cette opération de promotion du jeune cinéma sponsorisée par Gervais. Ils sont projetés au tarif unique de 10 francs à l'Europe Paribas de Paris, et également à Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Strasbourg, jusqu'au 14 avril.

INSTITUT

M. Jean-François Deniau élu à l'Académie française

Sillages

M. Jean-François Deniau a été élu à l'Académie française le 9 avril au fauteuil de Jacques Soustelle, au deuxième tour de scrutin, par 23 voix contre 5 à M. Henri Amoureux et 3 M. Jean Favier. Cinq bulletins étaient marqués d'une croix, signe de désapprobation à l'égard de tous les candidats.

De Condorcet à Barrès, de Poincaré à Barrès et à Soustelle, on jouait, jeudi, la succession, l'Académie a toujours fait une place à la spécialité française. Les prix sont partagés entre un écrivain de l'esprit et des charges militaires.

Si les Quirante ont fait choix de son-François Chénier pour rejoindre M. Alfred Dubail et Albert Peyre-ronne, c'est évidemment, et sans aucun doute, comme le grand public, qui était le plus nombreux, et qui était particulièrement intéressé, du département du Maine-et-Loire. Ailleurs, l'émigration a trop servi à attraper les voix des électeurs du parlementarisme. Deux vaudrait dire : jamais on n'attend, sauf lorsqu'il s'est agi de voter sur la loi en matière de paroles, cohérence d'éléments de l'époque a fait, sans exception.

Deniau a connu les
surdotes. A fond,
écrit qu'il n'a
abord. Entre deux exposités
NA, où il se surpise,
passé l'écrit à Saïgon en
guerre d'Indochine, il donne
revues la *Parisienne* et la
ble ronde des articles brillants
me les siment les «hussards»
ja, aussi, il navigue; pas à
non sophistiquée et coëtreuse
aujourd'hui, à la broche, sur des
rues rafistolés, de
la, il se surpise d'une sur
sente pour que l'ethnologue qu'il a
la le temps de devenir en Sor-
nne et de l'Homme
l'œuvre les traces d'un

Gerbaud, d'un **Marseillais**, l'excellence universitaire **aboutit à sa place d'une carrière plus conforme**. Après un séjour, comme **un jeune ambassadeur**, dans les **salles mauritaniennes**, c'est-à-dire au **crucet d'un irrationalisme qui se cache** Ce fasciner, l'inspecteur **des finances des années Pompidou** ne voue, dans les instances **européennes**, aux **constructions les plus modernes**.

C'est le premier plan que le condisciple de Valéry Giscard d'Estaing a voulu offrir, comme ambassadeur à Madrid, sur les rapports avec l'Espagne d'après Franco, puis, sous le régime de Franco, le commerce entre la France et la coopération. La logique des cardines politiques veut alors que Giscard gagne les galons d'élu. Ce sera la députation et le conseil général dans le département de la Seine. Il y a même des rêves, mais non loin du Loiret, qui représente son frère Xavier, près de la Sologne où il a embossé ses traces depuis le début, dans les mystères de la forêt ses limites et ses échappées.

L'engagement physique

L'alternance a de **la** pour qui ne s'est jamais résolu à **la** méditation à l'action. **Il** renouer avec un **la** première d'écrivain. Non **la** - il l'a de **la** **Marché commun** (1958), **l'Europe Interdite** (1977) - mais **la** à évader et suggérer ce que **la** politique ne **la** embrasser. En 1975, **il** rassemble souvenirs et **la** nautiques dans **La mer** ronde, devenu un classique pour **la** les plaisanciers. Il s'agit ensuite du roman d'aventures **la** que celui-ci **la** peine entamée **la** hautes charges publiques, de **la** Conrad : c'est **la** **Dési-**

rade, couronnée par le prix Morand. Viendront *Le héros très discret*, divertissement sur la crédulité qui fait les grands mythes, et une fable, complémentaire, sur le besoin de croire et d'admirer qui procèdent toutes deux à l'Empire américain.

...quelques jours. Deniau
 publier chez Fayard un *Ce que je
 crois*. On ne peut imaginer qu'il ferait
 jamais le sacrifice de ses convic-
 tions que de ce dont il doute. Au
 fond, cet homme est tellement
 sûr de lui-même, vraiment sûr
 qu'aux réalités, aux rapports de forces, à l'en-
 gagement physique pour des causes
 simples. C'était le bras affirmé
 dans l'heure après minuit,
 indubitable sur sa tournee dans
 divers maquis du Nord, aux
 prises avec la tyrannie ou l'insurrec-
 tion étrangère.

Malgré les handicaps d'une maladie **malin**, ou, secrètement, **malin** d'eux, Deniau témoigne depuis plusieurs **malin** avec ceux qui acceptent de **malin** Ce **malin** courage fraternel, le même que **malin** avec les grands **malin** d'Histoire, rapprochent Deniau de Lawrence, de Malraux. Sa passion du baroud ou des missions secrètes l'a conduit à se risquer personnellement dans les affrontements du Liban, d'Afghanistan, du Vietnam, à perdre le sens de l'humour et à **malin** qui lui de lui un **malin** cause de charme, un ami de rêve avec les **malin** du nuit.

Tout se restant en l'air dans l'opposition de droite, parfois la plus virulente, le député UDF de Brest ne peut pas toucher tous les publics sans l'exigence de la logique de mortelle qu'il mettait dans ses interventions, sur le terrain comme à la tribune de l'Assemblée. A défaut de système pour expliquer et gérer le monde, semble-t-il répéter, après la politesse, à l'usage de nos paroles. Une intelli-

à la Giscard, en plus artiste, et qui n'aurait dédaigné le moralisme agissant d'un Kouchner : contradiction, il arrive. Deniau vive, le Malraux de l'Espoir, en forçant sur sens épique de page destinée, mais sans illusion quant rôle des plus grands l'Histoire, à ce qu'il en.

A la chimère d'une trace sur terre, le marin dans l'eau préfère l'évidence du sillage, refermé sitôt qu'ouvert, mais embelli par l'éphémère.

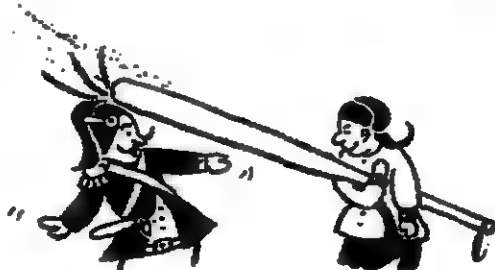
BERTRAND POIROT-DELPECH
l'Académie française

[Né le 31 octobre 1928 à Paris.
Jean-François Deniau licencié
lettres et en droit, diplômé
supérieures de économie politique de
l'Institut d'études politiques de Paris,
la FENSA (1950-1952), inspecteur
des finances, il est directeur d'abord
diverses entreprises françaises et
françaises l'OEEC puis la Confé-
rence internationale pour l'Afrique
du Nord-Ouest, ministre des affaires
étrangères M. De Gaulle, un titre
de conseiller général du département
de la Seine-Maritime, président de la CEE, les négociations
notamment avec la Grande-Bre-
tagne, le plan diplomatique, il est
secrétaire général adjoint au ministre
(Mauritanie) de 1967 à 1977.

Au gouvernement, le Deniau des
secrétaires d'Etat auprès du ministre des
affaires étrangères, sous la présidence
de Valéry Giscard d'Estaing, de 1973 à 1974 : auprès du
ministère de l'Agriculture, de 1974 à 1976 ; auprès
du ministère de l'Industrie, de 1976 à 1977.
Il est ministre des affaires extérieures
et ministre délégué chargé de la
coopération économique et financière
au premier ministre Raymond Barre,
l'Assemblée nationale, où il a été élu
député (UDF) du Cher en 1978, il est
président de la commission des
affaires étrangères, a été secrétaire aux
affaires générales du Chœur.

■ 1981, il a ■ l'un ■ principaux
organisateur de la campagne de
M. Valéry Giscard d'Estaing. Elu député
de l'Alsace ■ des Communautés euro-
péennes sur ■ liste de M^{me} Simone ■
en 1984, il a aussi été président ■ la
fédération nationale ■ clubs Perspectives
et Réalités.)

A savoir sur le bout des doigts pour samedi soir.



- 01 Le participe passé employé avec l'auxiliaire "avoir" s'accorde jamais avec le sujet du verbe mais il s'accorde avec le complément d'objet direct quand celui-ci est placé avant le participe. 02 Devant m, b, p il faut écrire un lien de sans dans bonbon, bonbonne, bonbonnière, embonpoint, néanmoins. 03 Les verbes en cur se terminent en r sauf le beurre, la demeure, l'heure, le keurre, un heurt. 04 Les noms masculins en è se terminent généralement par t et les noms féminins en e sauf la paix, la forêt. 05 Les noms féminins en i qui se terminent pas par la syllabe té se écrivent toujours avec un c et se écrivent cief. 06 On ne double pas la lettre qui suit une voyelle accentuée sauf dans le chasis et les de famille. 07 Les noms en i se écrivent avec s souris, brebis, perdrix, fourmi, nuit. 08 Il faut mettre un e après le g devant a et o quand le g doit conserver le son je. 09 Les verbes commençant par ap prennent 2 p sans apaiser, apercevoir, aperifir, apitoyer, apatir, apianir. 10 Les noms terminés au singulier par un prenent un s au pluriel sauf les 7 noms suivants qui prennent x : bijou, caillou, chou, genou, hibou, joujou, pou. 11 Les mots velours et toujours prennent toujours un s ainsi que le discours, le parcours, le secours. 12 Les noms masculins terminés par le son et, et qui se écrivent avec un seul s rebelle, vermelle, le violoncelle, le chèvrefeuille, le millefeuille, la portefeuille. 13 Après une préposition le verbe se met toujours à l'infinitif. 14 Les verbes du troisième groupe en tir (sortir) perdent le t à leur infinitif aux deux premières personnes du singulier l'indicatif présent. Je sors, tu sors. 15 Le participe passé employé sans être s'accorde avec un adjectif qualificatif. Une lampe allumée.



Superfinale des Championnats du Monde d'Orthographe.

A 19 h, la dictée de Bernard Pivot, à 20 h 45, correction et palmarès.

En direct du R.O.N.U. à New York, 268 candidats se sont affrontés pour 9 superchampions d'orthographe. Ce concours a été suivi par plus de 100 millions de téléspectateurs et a permis de sélectionner ceux qui pourront participer à la dictée pulequ'elle sera dans le monde entier grâce au partenariat de radios et télévisions étrangères. Lire, le Crédit Agricole, France Inter, RFI, RFO, CFI, l'Europe, Air France, Hilton International, le Miroir, la Francophonie. Le Ministère de la Coopération et du Développement l'Alliance Française, 2000 contributeurs exportent la culture française à l'étranger.

BILLET

Croissance et pouvoir d'achat

L'économie française en 1991, l'amère expérience : depuis l'an dernier, le ralentissement économique s'est accompagné d'une réduction des créations d'emplois et d'une forte poussée du chômage. En revanche, cette année de la croissance a beaucoup moins pesé sur le pouvoir d'achat. Les données de statistiques publiées vendredi 10 avril confirment que 1991 n'a pas été trop défavorable au pouvoir d'achat. Selon l'INSEE, le salaire moyen a progressé de 4,5 % en 1991, contre 5,1 % en 1990. Le gain de pouvoir d'achat est de l'ordre de 1,6 % (contre 1,9 % en 1990). Dans la fonction publique, la hausse du salaire est comprise entre 4,2 % et 4,9 %. Quant au ministère du travail, il observe que le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a augmenté de 4,1 % (contre 5,2 % en 1990) et dégage un gain de pouvoir d'achat de 1,2 point (1,8 % en 1990). Toutefois, ces chiffres ne prennent pas en compte la dévaluation de 0,9 point au 1^{er} juillet de la rémunération d'assurance-maladie. Celle-ci ramènerait le surplus de pouvoir d'achat à un peu plus de 1 % en 1991 dans le privé comme dans le public. Une moindre progression qui, en raison des difficultés de la Sécurité sociale qu'à la baisse déclinatoire de la cotisation (2,6 % en 1990 mais 1,2 % seulement en 1991). Les salaires réels réalisant ainsi plutôt bien. Ce phénomène s'explique par la relative modération des prix mais aussi par les accords négociés dans les branches professionnelles afin de porter les rémunérations à la hauteur du SMIC (Le Monde du 3 avril). Ainsi, dans le bâtiment, le TSH a progressé de 7,8 % l'an passé. Plus généralement, une certaine dynamique salariale a permis, notamment pour les cadres, d'obtenir des augmentations de base ont progressé de 4,4 % en 1991 (contre 4,1 % pour les ouvriers) et 3,2 % pour les employés. Ces mêmes cadres ont vu leur salaire réel baisser de 0,9 % l'an passé. En 1990-1991, on avait déjà observé que le réajustement des entreprises avait d'abord profité aux salariés d'emplois moins bénéficiant des rémunérations. Cette fois, un décalage comparable se constate lorsque les salariés sont contraints, l'emploi change et cap plus rapidement que les entreprises. Autrement dit, les entreprises ajusteraient leurs effectifs avant leur hausse salariale. Un comportement qui risque de peser sur l'efficacité d'une politique de lutte contre le chômage basée sur l'abaissement du coût du travail.

JEAN-MICHEL NORMAND

Pendant que les suppléants du G7 sont réunis ■ Paris

Les Etats-Unis assouplissent leur politique du crédit

Discrètement, la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, a signalé jeudi 9 avril aux marchés financiers qu'elle avait décidé d'assouplir une nouvelle fois le crédit. Injectant des liquidités sur le marché monétaire, elle a fait baisser de 0,25 point le taux d'intérêt des fonds fédéraux (l'argent que les banques prêtent les unes aux autres le jour le jour), le ramenant à 3,75 %. Il s'agit d'un nouveau pas dans la politique de réduction des taux d'intérêt entamée aux Etats-Unis en 1990, afin de lutter contre la récession. De récentes mesures anticipent généralement une diminution du taux de l'escompte.

Après la réduction, fin décembre, du taux de l'escompte à 3,5 % (son plus bas niveau historique), de nombreux spécialistes estimaient que cette politique avait atteint ses limites et que les signes de reprise de l'activité américaine devraient apparaître.

Après la réduction, fin décembre, du taux de l'escompte à 3,5 % (son plus bas niveau historique), de nombreux spécialistes estimaient que cette politique avait atteint ses limites et que les signes de reprise de l'activité américaine devraient apparaître.

3224,96. L'assouplissement du crédit outre-atlantique se répercute-t-il sur les places financières ? Le Japon a déjà ramené son taux de l'escompte de 4,5 % à 4 % le 1^{er} avril. Jeudi 9, le conseil de la Bundesbank, réuni à Francfort, décidait de ne pas modifier les taux d'intérêt allemands, en cette période de négociations salariales difficiles (lire ci-dessous). Cependant, en marge de la rencontre, l'un des membres du conseil, M. Norbert Klott, déclarait qu'un assouplissement du crédit pourrait intervenir au deuxième semestre.

Possible action des Britanniques

En Grande-Bretagne, le taux du crédit s'est inscrit en baisse sur les marchés au lendemain de l'annonce de la victoire des conservateurs aux élections du 9 avril. La possibilité d'un assouplissement de la politique de la Banque d'Angleterre sur les taux directeurs. Des représentants du groupe des sept principaux pays industriels (G7) se réunissent à Paris pour discuter de l'assistance à l'ancienne Union soviétique, mais aussi de la conjonction économique mondiale. Le même jour, une importante réunion de la conjonction mondiale devait avoir lieu à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). La baisse des taux d'intérêt chez les sept, qui n'avait pu être entreprise en 1991, est encore à l'ordre du jour cette année.

F. L.

Alors que la Bundesbank s'inquiète des déficits

Les négociations salariales piétinent en Allemagne

La Bundesbank renouvelle, dans son rapport annuel publié vendredi 10 avril, ses mises en garde contre les déficits publics croissants, l'inflation et le maintien prolongé des subventions à l'ex-RDA. La veille, les employeurs des services publics ont rejeté les propositions des médiateurs d'une hausse des salaires de 5,4 % en 1992. Les négociations salariales se déroulent dans un climat tendu.

Les employeurs ont argumenté à faire valoir : l'économie allemande ne peut pas s'offrir tout à crédit. Les dérapages (inflation, déficits, réductions des dépenses commerciales) sont visibles. Toutefois, la force des syndicats a permis d'arracher des hausses salariales substantielles lors des premières négociations par branche depuis la fin de 1991 : 6,4 % dans la sidérurgie et 5,8 % (ou 6,4 % suivant comme l'on compte) dans les banques.

Grèves à prévoir

Dans les services publics, les premières conversations avaient échoué et les parties étaient remises à des médiateurs. Mais les propositions des derniers, publiées jeudi 9 avril, étaient de 5,4 % et d'une prime de 500 deutschemarks (1 700 francs), ont été qualifiées de « trop chères » par les syndicats. Une nouvelle réunion est prévue pour lundi. Les dernières propositions patronales portaient sur 5 % de hausse ; contrairement aux 3,5 % évoqués précédemment, y compris par le gouvernement, premier employeur public.

Le climat n'est plus, à l'évidence, au compromis. Il ne l'est pas plus dans la métallurgie. Des grèves sont donc pas à exclure après la trêve de Pâques. Quel qu'il en soit, les premiers résultats arrachés par les syndicats semblent élevés à nombre d'économistes. Les coûts de production allemands devraient croître à nouveau, alors même qu'ils sont devenus, avec ceux de la Suède, les plus élevés d'Europe.

ÉRIC LE BOUCHER

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Prix de gros : + 0,2 % en mars. — Les prix de gros aux Etats-Unis, censés préfigurer l'inflation, ont progressé de 0,2 % en mars après une hausse égale de 0,2 % en février et de 0,3 % en janvier, a annoncé jeudi 9 avril le département américain du travail. Pour l'ensemble du premier trimestre, le prix à la production ont augmenté de 0,7 % en rythme annuel. Pour la totalité de 1991, ils avaient reculé de 0,1 % au lieu d'une hausse de 5,7 % en 1990.

Les prix de l'énergie ont augmenté de 0,1 % en mars contre une baisse de 0,1 % en février. L'indice des prix excluant l'énergie et l'alimentation est jugé par les experts comme plus significatif des tendances de fond de l'inflation.

Alors que M. Raymond Lacombe prépare à céder la présidence

Un vif sentiment anti-américain a dominé les travaux du congrès de la FNSEA

Dans les congrès agricoles, le ton et le vocabulaire sont souvent plus importants que le fond, et la harangue et le diatribe l'emportent sur les discours constructifs et argumentés. Il faut d'abord mobiliser, galvaniser, regrouper les militants en une « vertu unitaire » du syndicalisme avant d'analyser les phénomènes, soulever les contraintes économiques et proposer des solutions. Le 48^e congrès de la FNSEA, du 7 au 9 avril à Bourg-en-Bresse, n'a pas dérogé à la règle.

BOURG-EN-BRESSE

de notre envoyé spécial

Orateur hors pair souvent ovationné par les congressistes débout, M. Raymond Lacombe, qui présidait pour la dernière fois le rassemblement annuel de la fédération nationale d'exploitants agricoles (FNSEA), puisqu'il laisse la place cet été, et les leaders paysans ont abondamment joué sur ce registre humaniste voire évangélique. Il est vrai que le congrès était placé sous un thème adéquat : « Agriculture vivante, un enjeu de société ».

Évoquant la manifestation du 29 septembre à Paris et « le surmenage » de milliers de paysans qui ont voulu de « communier » avec la France entière, M. Lacombe a lancé la « longue marche pour la restauration du monde rural ».

« agriculteurs émanation du peuple de France », et, bien sûr, de cette Europe « méditerranéenne à la recherche d'une âme » (2). Dans la foulée, le très populaire Philippe Mangin, président du CNIA (Centre national des jeunes agriculteurs), a évoqué pour le congrès la « flamme qui brûle » dans les campagnes, les « convictions, les expériences, les valeurs morales et pour tout dire, la foi des paysans », et appelé l'auditoire à se mobiliser « pour une terre vivante ».

As premier rang des accusés, et représentés, l'Europe, « qui est venue d'aller chercher ses ordres à Washington et à la succomber », a été dénoncée par M. Lacombe, aux faux semblants de la « Pax America », pendant que défilait la tribune défilait un lumineux panneau : « Politique agricole commune (PAC) + négociations du GATT = deux heures de travail en fiche à l'horizon 2000 ».

M. Mermaz chahuté

Les responsables de la FNSEA ont élu M. Jacques Lacombe à leur décrire en termes de l'Europe et, comme M. Lacombe, le président de Peugeot-Citroën, le président de la FNSEA, a dénoncé sans ménagement les dérives du libéralisme. C'est un tonnerre de braves que le président de la FNSEA automobile, fustigeant à plusieurs reprises « les plus hautes autorités de l'Etat » jamais nommer M. François

Mitterrand, compara le danger japonais pour les entreprises européennes aux tentatives américaines pour détruire la PAC.

Dans ces conditions, la tâche qui revenait à Louis Mermaz 2^e, ayant remplacé depuis quelques jours à lui-même, n'était pas aisée. Toutefois, que M. Lacombe, les députés, le 8 avril, M. Pierre Bérégovoy n'avait guère pu proliférer sur l'aménagement du territoire et les interrogations des ruraux. Le ministre de l'Agriculture n'a répondu en rien aux questions du monde paysan.

Un professionnel, l'ancien ministre de l'Agriculture, une longue rétrospective des négociations commerciales multilatérales du GATT, qui passa à la main de la FNSEA et du plus des congressistes, impatients d'entendre annoncer des mesures concrètes en quelques poignées de minutes.

M. Mermaz est un homme d'Etat, qui la France était, parmi les douze Etats de la CEE, « celui qui

l'ATTENDAIT les emplois des instances du GATT et aux surcoûts américains, que la réforme de la PAC soit la meilleure façon de se prémunir contre les négociations internationales, qu'il ferait valoir pour une revalorisation à Bruxelles de la prime aux producteurs allatantes », il n'apporta pas le moindre commencement de réponse précise à quatre revendications immédiates des agriculteurs : la définition de l'assiette des revenus sur laquelle seraient assises les cotisations sociales ; le paiement des « redevances sclérotiques » pour pollution des sols ; la simplification des procédures administratives ; le lancement des investissements pour produire des biocarburants à partir du blé, du tournesol ou du betterave.

« La prétruite des femmes »

Et, tandis que M. Raymond Lacombe était piédestalé, le discours du ministre chahuté s'acheva sous les quolibets nourris (comme

ce fut le cas l'an dernier à Angers) qui l'attendaient toutefois jusqu'à la fin.

La complexité, voire la cogestion, entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles ont une histoire longue en France et, après s'être mutuellement rudoyés, se sont épuisés en une histoire de main. M. Mermaz recut en cadeau d'une journaliste méridionale un parapluie sur lequel était inscrit : « Pensez-vous à la prétruite des femmes d'agriculteurs ? ». M. Lacombe, lui, avait offert d'une Peugeot 106 offerte par les congressistes, avec un bon biocarburant, évidemment, pour 5000 km.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

(1) Les députés sont sur les rangs : MM. Luc Guyot et Luc Lapie, secrétaire général et secrétaire adjoint de la FNSEA.

(2) On lit dans le livre de Daniel Crozes « Raymond Lacombe, un homme pour la terre », qui vient de paraître aux Éditions Rouergue.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Bénéfice net consolidé : 15,5 millions de francs

Le Conseil d'Administration de la SINVIM, société de promotion immobilière filiale de la Compagnie Bancaire, a approuvé le 2 avril les comptes de l'exercice 1991.

Après constitution de provisions de hauteur de 91 millions de francs pour risques ou dépréciation sur opérations immobilières, le résultat net consolidé de la SINVIM, après déduction de la part revenant aux actionnaires, s'établit à 15,5 millions de francs. Ce résultat avait été de 165,3 millions de francs en 1990, après déduction aux provisions pour 5,8 millions de francs.

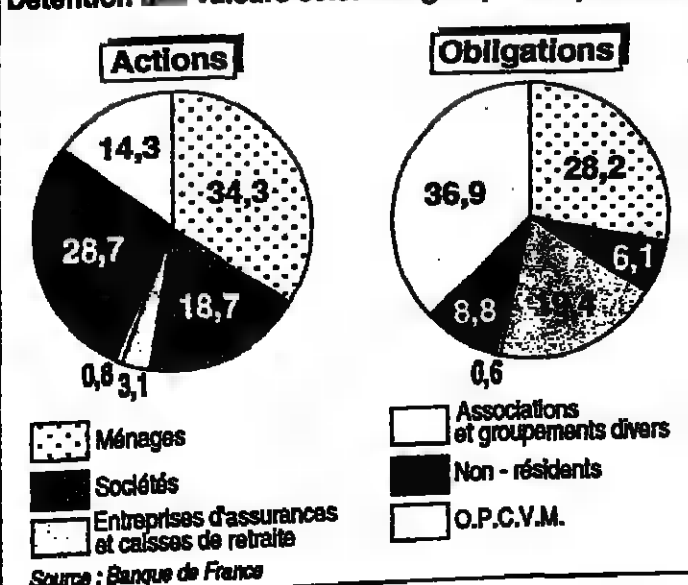
Rapporté à une action, le résultat net consolidé s'établit à 8,20 francs.

Après affectation des réserves 1991, les fonds propres comptables consolidés de la SINVIM atteignent 423 millions par action.

L'Assemblée des actionnaires se tiendra le vendredi 15 mai 1992 à 10 h 15.

Elle aura à approuver la distribution d'un dividende de 10 francs par action d'un avoir nominal de 5 francs. De plus, elle aura à se prononcer, comme en 1991, sur la proposition du Conseil d'Administration d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions. Cette proposition, adoptée, l'option sera exercable entre le 26 mai et le 23 juin inclus ; le prix d'émission des actions nouvelles sera publié à l'issue de l'Assemblée des actionnaires. Si l'option n'a pas été exercée le 23 juin, les dividendes seront payés en numéraire le 7 juillet. Toutefois, les actionnaires qui le voudraient pourront se faire régler leurs dividendes en espèces à partir du 26 mai à la condition d'avoir au préalable renoncé irrévocablement à leur droit d'opter pour un paiement en actions.

Détention des valeurs selon les groupes de porteurs



L'importance des investisseurs étrangers à la Bourse de Paris apparaît chaque fois que se produit une souscrite massive de la CAC 40. Les investisseurs étrangers soupçonnés de se faire massivement de leurs valeurs françaises. Hors établissements de crédit, les derniers chiffres fournis par la Banque de France, la part des actions françaises cotées détenues par des non-résidents à la fin du mois de septembre 1991 représentait 28,7 % de l'ensemble des actions.

Les étrangers constituent ainsi le deuxième groupe de porteurs de valeurs françaises. Les non-résidents détenaient 28,2 % des obligations. La capitalisation boursière de la place représentée en actions s'élevait à 2000 milliards de francs, 3 000 milliards de francs en obligations.

Source : Banque de France

ÉCONOMIE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

L'action de la Caisse centrale de coopération en 1991

La Côte-d'Ivoire reste le principal bénéficiaire de l'aide française

La Caisse centrale de coopération économique a présenté, mercredi 8 avril, une synthèse des opérations à l'étranger en 1991, soulignant le poids accru des aides aux politiques d'ajustement structurel en Afrique.

Instrument privilégié de l'action financière française en Afrique, l'exception de la Libye, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud, la Caisse centrale de coopération économique a engagé l'an passé quelque 7,9 milliards de francs dans les États étrangers, un montant en hausse de 3,5 % par rapport à 1990. Les concours nets — une fois les remboursements des emprunteurs effectués — sont restés supérieurs à 5 milliards de francs pour la troisième année consécutive. Pour le président de la Caisse, M. Philippe Jurgensen, la part des aides consacrées au financement de projets a fortement diminué (70 % à 58,9 % du total), les aides hors projet, destinées pour l'essentiel à l'ajustement structurel des économies (1), passant simultanément de 30 % à près de 41 % des engagements, pour un montant de 3,2 milliards de francs.

Les opérations de la Caisse à l'étranger montrent ainsi que l'ajustement, naguère présenté comme une phase transitoire, n'a provisoirement qu'un caractère de plus longue durée. « La période est plus longue qu'on ne le croyait. Les ajustements structurels seront élevés pendant deux ou trois ans », souligne M. Jurgensen. « Il n'est pas facile pour les pays concernés de réduire la masse salariale de la fonction publique ou de diminuer les salaires. En 1991, les prêts d'ajustement ont bénéficié à quatre pays à revenus intermédiaires : la Côte-d'Ivoire (1,2 milliard de francs), le Cameroun (600 millions de francs), le Gabon (350 millions de francs) et le Congo (50 millions de francs), pour une ligne totale de 2,2 milliards de francs. A ces crédits se sont ajoutés 1,04 milliard de francs de subventions qui ont profité à des pays les moins avancés du continent noir. Trente aides confondues, c'est le total de l'année.

qui en 1991 le principal bénéficiaire des engagements de la Caisse, suivie par le Cameroun, mais il faut souligner la troisième place de l'Angola. Depuis l'arrêt de la guerre civile, ce pays, qui entre désormais dans le « champ » de la coopération française, a reçu 714 millions de francs, dont la moitié pour l'installation d'un réseau de télécommunications par satellite. « Un rang d'autant plus remarquable que ce pays n'a bénéficié d'aucun concours d'ajustement », souligne la Caisse centrale.

Ouverture à de nouveaux États

De l'exercice 1991, il a retenu deux nouveautés.

Le lancement d'une activité de prêt aux entreprises privées de sa filiale de participation Proparco (elle se limitait jusqu'ici à des prêts de participation). Proparco a ainsi financé l'an passé 420 millions de francs d'entreprises.

L'ouverture de la zone d'intervention aux quinze États du Pacifique.

d'Afrique du Nord, sur décision du gouvernement.

La Caisse intervient au total dans une soixantaine de pays, en attendant l'autorisation officielle des pouvoirs publics de travailler en Afrique du Sud. L'absence politique de ce pays et la présence accrue d'investisseurs sud-africains aux Comores, au Mozambique ou à Madagascar montre le dégel rapide et réel entre l'ancien pays de l'apartheid et les nations d'Afrique noire. La reprise des relations diplomatiques entre la Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud, le 7 avril, est un signe de plus qui témoigne d'une certaine « normalisation » à considérer comme l'implantation concrète à Johannesburg.

Quant aux intérêts de la dette africaine (2), qui atteignent environ 11 milliards de dollars (11 milliards de francs), « ils sont trop élevés », estime M. Jurgensen. Côté français, les pays les plus pauvres ont bénéficié de l'annulation de leur dette pour un montant de 1,3 milliard de francs depuis le sommet de Dakar en 1986. Ils ne pourront plus

désormais recevoir que des dons. Les pays dits à revenus intermédiaires (Congo, Gabon, Cameroun, Côte-d'Ivoire), n'ont pu jouir d'une remise de dette — faute d'un consensus international — n'emprunteront qu'à des taux de dépense de 11 %.

La question épineuse des organismes multilatéraux (Banque mondiale, Fonds international de développement, Banque africaine de développement), institutions emprunteuses sur le marché et doivent à tout prix être remboursées pour conserver leur crédibilité. Il s'agit là du « socle de la dette », selon l'expression de M. Jurgensen, la partie non négociable du fardeau.

ÉRIC FOTTORINO

Alors que le GATT plaide pour la libéralisation

Bruxelles propose des garanties de débouchés pour les bananes des Antilles, des Canaries et d'Afrique

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les producteurs de bananes de la Communauté européenne ont décidé, mardi 7 avril, de proposer aux Douanes de maintenir leur garantie de débouchés sur le marché de la CEE. Cette même préférence jouera en faveur des autres producteurs de la Communauté (Canaries, Madère, Crète), ainsi que de ceux d'Afrique et des Caraïbes qui lui sont liés par la Convention de Lomé. Elle a finalement renoncé à amorcer une libé-

ralisation des importations au profit des « bananes-dollars », c'est-à-dire de celles produites en Amérique centrale et en Amérique du Sud, essentiellement par des multinationales américaines. La Commission propose de fixer un contingent d'environ 2 millions de tonnes au-delà duquel ces « bananes-dollars » ne pourraient plus rentrer dans la CEE. Ce montant correspond grosso modo à leur taux actuel de pénétration du marché. En 1990, la consommation des Douanes atteignait 3,3 millions de tonnes.

L'approche du GATT, unique interdiction de maintenir un

nement à l'intérieur de la CEE. Par ailleurs, le GATT plaiderait pour une réduction des importations dans la Communauté. Plusieurs États membres, dont la France, ont protesté, faisant valoir qu'en cas d'ouverture du marché, leurs producteurs seraient en concurrence avec les « bananes-dollars », dont le coût de production est très supérieur. Les deux récents conseils des ministres, M. L. Mermoz et M. Elisabeth Guigou ont fait qu'aux Antilles, c'étaient 45 emplois qu'il s'agissait ainsi de préserver. PHILIPPE LEMAITRE

ENVIRONNEMENT

Pour défendre la compétitivité des entreprises

Le CNPF se mobilise contre l'«écotaxe» sur l'énergie

« Les entreprises françaises relèvent le défi de l'environnement » : tel était l'intitulé du colloque organisé, le 7 avril à Paris, par le CNPF. Ce fut un fait l'occasion pour les dirigeants d'entreprise de réitérer leur opposition au projet d'«écotaxe» sur l'énergie, que doivent examiner en juin les ministres européens de l'environnement.

Le patronat français ne veut pas faire de l'environnement. « Les patrons français ont toujours été très passifs vis-à-vis des pouvoirs publics, il faut reprendre l'initiative », constate M. Ernest-Antoine Seillière, vice-président du CNPF. Il a reçu le renfort de M. Jean René Fourton, patron de Rhône-Poulenc et le nouveau président de l'association Entreprises pour l'environnement (le Monde 22-23 mars) : « Jusqu'à présent, nous nous sommes contentés de réagir. La hiérarchie des risques changeait tous les ans au gré des événements — PCB, le pyralisme, les phosphates, les CFC... Il est temps que nous reprenions l'initiative pour ne pas laisser le terrain aux écologistes, aux fiscalistes et à l'administration.

Pour montrer que les industriels n'ont pas attendu le feu vert pour se préoccuper d'environnement, le CNPF a fait défiler des modèles comme Pechiney, Renault, Lafarge-Coppée, Alchem, l'Union des industries chimiques. Tous ont souligné d'un même élan que leur action en faveur de la maîtrise de l'énergie, de la dépollution ou de la gestion des déchets remontaient à dix ou quinze ans, sans qu'ils ne les aient obligés. Aujourd'hui encore, ils se lancent spontanément dans la mission « ballages », confiée à M. Jacques Bouvet, l'ancien président de l'Agence fran-

caise de la maîtrise de l'énergie. Mais ces protestations de conduite écologique n'avaient qu'un but : appuyer le CNPF des industriels de payer la «écotaxe» sur l'énergie préparée par les fonctionnaires de Bruxelles. Pour le CNPF, ce projet de taxation du carburant fossile au sein de la CEE (1) est tout simplement suicidaire.

La pollution en l'Est

Les patrons français, à l'unisson, réclament donc l'annulation de ce projet de « taxe unique », qui placerait l'Europe des Douze dans une situation d'infériorité intolérable à l'égard des États-Unis, du Japon et même du Proche-Orient ou du Sud-Est asiatique. Ils jugent le projet immoral, qui revient à « vendre le droit de polluer » et à « mettre dans le même sac la pollution hors-bord à Saint-Tropez et la pollution HLM d'hiver ». La taxation de l'énergie à l'Ouest serait en outre inefficace : puisque la pollution est en Europe de l'Est.

Afin de prouver que les industriels sont malgré cela prêts à lutter contre les gaz à effet de serre, le CNPF avait demandé au représentant du patronat européen, M. Carlos Ferrer, président de l'UNICE, de préciser ce que veulent les chefs d'entreprise de la CEE : pas d'écotaxe unilatérale, poursuite d'une vigoureuse politique de maîtrise de l'énergie, encouragement de l'industrie nucléaire et aux pays de l'Est handicapés par des usines vétustes. Les ministres européens de l'environnement savent ce qu'il leur reste à faire.

ROGER CANS

(1) Présenté à la Commission des Communautés européennes en septembre 1991, le projet prévoit une taxe de 30 % sur toutes les énergies à partir du 1^{er} janvier 1993, puis une taxe de 50 % sur les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles. On estime que ces taxes rapporteraient 350 milliards de francs vers l'an 2000.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAMART

Le Conseil de Surveillance a examiné le 31 mars les comptes de la société et de ses filiales pour l'année 1991.

La comparaison des comptes d'une année sur l'autre n'a pas été significative par suite notamment de modifications apportées dans le périmètre et les méthodes de consolidation.

Le chiffre d'affaires global (HT) s'est élevé à 3,7 milliards contre 3,5 milliards en 1990 (+ 6,4 %). La progression serait de 10 % à données comparables sur la base du périmètre retenu à fin 1991.

En France, l'activité traditionnelle Damart (VPC et magasins conseil) a réalisé de bonnes performances sur la saison Printemps-Été. Après le timide démarrage de la saison Automne-Hiver, l'année a bien terminé avec une progression de 10,4 %.

A l'étranger, le chiffre d'affaires des trois filiales (Espagne, Italie, Japon) accuse une baisse de 23,7 %, imputable pour l'essentiel à la filiale espagnole.

Parmi les autres sociétés entrées récemment dans le périmètre de consolidation, l'activité a été contrastée. Ainsi, La Mante du Jersey, déjà en forte progression en 1990, a enregistré une nouvelle augmentation de ses ventes (+ 14,6 %). Au contraire, Brevitex (- 1,1 %) continue à souffrir de la dépression du marché immobilier du bureau.

Le Groupe Devianne (chaîne de 22 magasins d'habillement), détenu à hauteur de 50 %, a été consolidé pour la première fois par intégration proportionnelle. Il a réalisé un chiffre d'affaires global de 261,1 MF, en hausse de 13,1 % et un résultat courant avant impôt de 18,3 MF.

Pour les secteurs des automatismes et de la motorisation, l'année 1991 a été satisfaisante. Le chiffre d'affaires de Somfy s'élève à 883 MF (+ 15 %) celui de Simu, consolidé sur l'ensemble de l'année, atteint 260 MF (+ 25,6 %). La Faac a été reprise pour 34 % selon la méthode de consolidation en équivalence.

Le Groupe de lingerie Valero, qui avait été consolidé par intégration globale au 31.12.1990, a été mis en équivalence sur base de sa situation nette au 31.12.1990 pour tenir compte de l'accord de cession conclu avec VF Corp. en décembre 1991. Ce contrat début 1992. Ce changement de méthode a entraîné la disparition de l'amortissement de la surveillance relative à l'acquisition du ce Groupe (27 MF).

Le résultat d'exploitation du Groupe Damart atteint 313,2 MF contre 161,5 MF en 1990 (+ 93,9 %).

Le résultat financier enregistre les effets du financement des opérations de croissance externe sur une année complète contre six mois l'année précédente de sorte que le bénéfice avant impôt ressort à 221,7 MF (110,1 MF en 1990).

Après impôt, participation et amortissement des survalues, le bénéfice net consolidé s'élève à 69,5 MF, la part du Groupe étant de 41,2 MF contre 26,5 MF en 1990.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin de fixer le dividende net par action à F 50 contre F 48 en 1991.

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde.
Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales.
(IPSON 91)

ALCATEL ALSTHOM

Réuni le 8 avril 1992, sous la présidence de M. Pierre SUARD, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a examiné les comptes de l'exercice 1991.

Le résultat net consolidé part du Groupe enregistre une hausse de 20 % et s'élève à 6180 millions de francs contre 5136 millions de francs en 1990.

Alcatel Alsthom résultat net de 1991 en progression de 20 %

Pour un chiffre d'affaires consolidé de 160,1 milliards de francs en augmentation de 11 %, le résultat net consolidé comprenant les intérêts minoritaires atteint 8 722 millions de francs et enregistre une progression de 21 % par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice par action de 51,80 francs est en augmentation de 11 %. Il est établi sur la base du nombre d'actions en circulation à fin 1991, 119,2 millions. Ce montant comprend, en particulier, les bénéfices réalisés lors des opérations de fusion et d'exercice.

Sur la base d'un capital totalement dilué de 130,8 millions d'actions, le bénéfice par action progresse de 8,5 % en 1991 à 51 francs.

Le chiffre d'affaires d'Alcatel Alsthom, société mère, s'élève à 7 273 millions de francs contre 2 457 millions de francs en 1990.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale une distribution globale de 1 629 millions de francs en progression de 20 % par rapport au montant de 1 355 millions de francs versés au titre de 1990. Le dividende proposé par action est ainsi de 13,50 francs (12,50 francs en 1990) et correspond à un revenu global par action de 20,25 francs (18,75 francs en 1990). Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1992. Le Conseil propose également de proposer aux actionnaires, comme les années précédentes, l'option du paiement de ce dividende sous forme d'actions Alcatel Alsthom.

CHIFFRES CLÉS

en millions de francs (sauf mention particulière)	1991	1990
Principales données consolidées		
Chiffre d'affaires	160.082	144.053
Résultat opérationnel	14.945	12.550
Résultat net courant	8.066	6.233
Résultat net part groupe	6.180	5.136
Bénéfice net par action en circulation (en francs)	51,82	48,95
Bénéfice net par action totalement dilué (en francs)	50,96	46,96
Distribution proposée		
Distribution globale	1.629	1.355
Dividende distribué par action (en francs)	13,50	12,50
Avoir fiscal par action (en francs)	6,75	6,25

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale mixte le 25 juin 1992 à 14 h 30 au Palais des Congrès à Paris.

Enfin, dans le cadre de l'acquisition par Alcatel Alsthom de la participation de 50 % du groupe américain ITT Corporation, le capital d'Alcatel Alsthom n.v. le Conseil a approuvé le projet de traité d'apport par lequel ITT Corporation apportera à Alcatel Alsthom 550 000 actions Alcatel n.v. en échange de 9 100 000 nouvelles Alcatel Alsthom. ITT Corporation apportera également 7 % environ du capital d'Alcatel Alsthom. Par cette opération, qui comporte par ailleurs des paiements échelonnés sur trois exercices, Alcatel Alsthom disposera de 10 % du capital d'Alcatel n.v. Le projet d'apport ainsi que l'augmentation de capital liée à la création des 9 100 000 actions nouvelles seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 25 juin.

Le Conseil proposera également à l'Assemblée générale la nomination en qualité d'administrateur de M. Rand V. ARASKOG, Président du groupe ITT Corporation pour un mandat d'une durée de 5 ans.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

■ MINITEL : 36.16 Code CLIFF
■ Téléphone actionnaires : (1) 42 00 00

BOURSE DU 10 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30[illegible]

COMPTANT (selection)

SICAV (sélection)

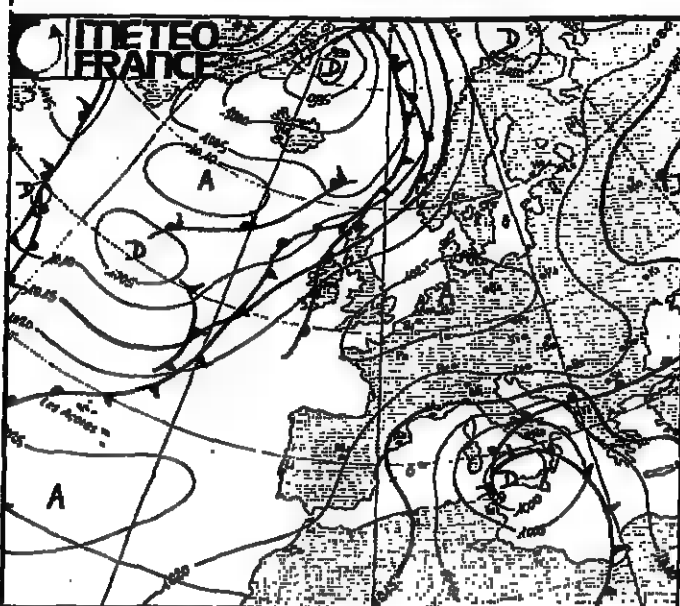
9/4

VALEURS	% du m	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rapport net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rapport net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rapport net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rapport net		
Obligations										Etrangères										Hors-cote									
Emp. État 8.25/77	122 80	7 40	C.I.M.	1475	1475	Polystène	165	165	Acacia	202 04	189 03	France	811 81	483 00	Priv. Associations	29080 82	28080 82			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
Emp. État 9.25/78	99 90	7 30	C.I.R.A.M. (R)	2352	2352	Pate France	225 20	225	Agropar	817 82	776 87	France	101 72	101 72	Prof. Ind.	980 40	976 02			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
10.20/79 24	101 35	6 45	Dagbl.	380	380	Pate France	234	234	Amelcor	7459 13	7172 24	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
Emp. État 12.25/83	106 90	4 08	Compt.	554	555	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Melior	762 37	776 03			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
10.25/85 90/97	104 20	6 18	C. L. L. A. M.	6700	6700	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
OAT 5.25/2000	107 70	5 71	C. L. L. A. M.	102 20	102 20	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
OAT 5.25/1987	106		C. L. L. A. M.	358	358	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
PTT 11.25/85	106 80	5 77	C. L. L. A. M.	700	700	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
PTT 11.25/85	106 80	5 77	C. L. L. A. M.	2000	2000	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	2880	2880	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	628	618	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	1200	1200	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	2630	2630	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	312	312	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 10.5/87	102 30	7 03	C. L. L. A. M.	4200	4200	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	1075	1080	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	204 50	204 50	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	18		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	1005	1020	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	520		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	688	700	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	357 80	367 20	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	545	545	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	2000	2040	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	2280		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	680	680	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	328	328	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	401		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	344	345	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	1205	1305	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	198	198	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	345 20	345 20	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	5240		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	408	408	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	3300		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	287 20		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	1000	1050	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	475		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	710	727	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	1045	1045	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	34	34	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	186		Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	555	555	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112 11	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	Alcan	112 11	
CH 11.55/86	100 90	8 22	San. Ind. (R)	52 10	52 50	Parif. Invest.	230	230	Ampl.	262505 35	262505 36	France	101 72	101 72	Quatre	132 70	129 48			Alcan	112								

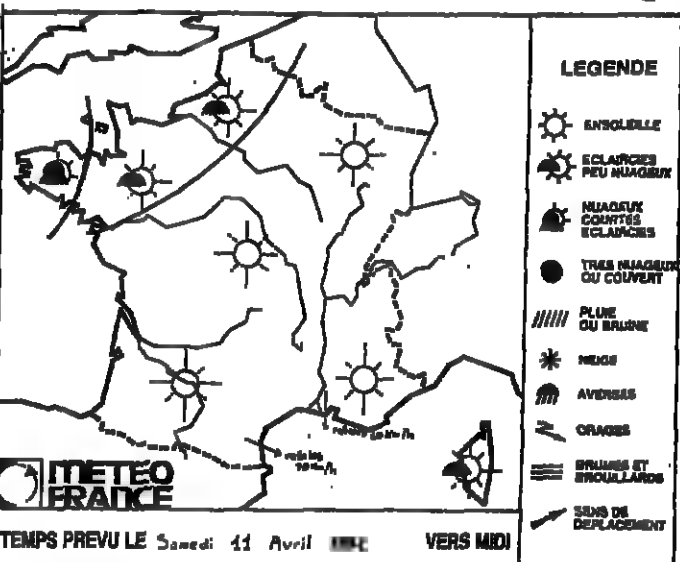
c : coupon détaché - o : offer - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - w : marché fermé

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 AVRIL À 11 HEURE UTC



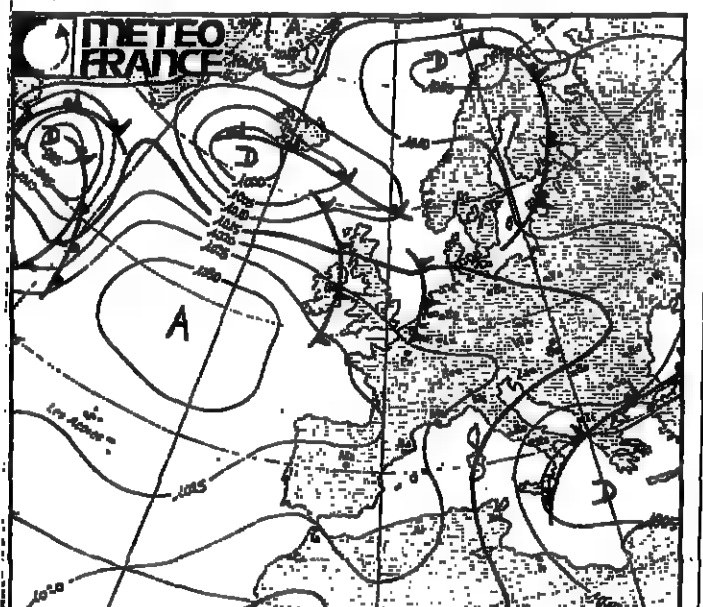
PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1992



Samedi : soleil généreux, sauf en Corse. Sur la Corse, les nuages ressemblent à ceux des autres régions de France, le temps sera beau. Cependant, des masses d'air en provenance du sud-ouest, en journée, les régions littorales, en soirée et en Pays d'Aix.

Les températures maximales seront comprises entre 14 et 18 degrés, localement 7 degrés à 10 degrés sur le pourtour méditerranéen. Les températures minimales s'éleveront entre 10 degrés et 11 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AVRIL 1992 À 0 HEURE UTC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-04-1992 à 18 heures UTC et le 10-04-1992 à 6 heures UTC

FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	18	11	C	PORT-AU-PRINCE	15	6	D	MADRID	17	4	D
AMSTERDAM	15	10	C		31	26	A	MARRAKECH	10	9	D
ATHÈNES	20	13	C	ÉTRANGER				MEXICO	27	11	N
BANGKOK	29	28	D	ALGER	16	10	P	MILAN	16	1	D
BANGKOK	29	28	D	AMSTERDAM	15	10	P	MONTREAL	12	2	D
BANGKOK	29	28	D	ATHÈNES	20	13	C	MOSCOW	12	0	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	NEW DELHI	15	1	N
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	NEW YORK	18	7	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	OSLO	11	2	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	PALMA DE MAJ	17	6	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	PARIS	17	8	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	PERSE	17	8	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	RIO DE JANEIRO	19	11	F
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	ROME	19	11	F
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	SINGAPOUR	33	33	F
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	STOCKHOLM	9	3	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	SYDNEY	19	12	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	TOKYO	19	12	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	TUNIS	18	1	C
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	VARSOVIE	16	6	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	VIENNE	12	5	D
BANGKOK	29	28	D	BANGKOK	29	28	D	VIENTIANE	13	6	D

A B C D N O P T *
averse pluie ciel couvert ciel dégagé orage pluie tempête neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

CARNET DU Monde

Décès

M. Jean-Pierre Lascombes, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Robert BOUTEVILAIN, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux sera célébré le lundi 11 avril, à 10 heures, au temple de la Vierge, 81, rue Anatole-France, suivi de l'inhumation au cimetière d'Ormesson-la-Rivière (Seine-Saint-Denis).

M. Jean-Pierre LASCOMBES, 61 ans, à Neuilly-sur-Seine.

L'école de sages-femmes

Le service de gynécologie du Centre hospitalier intercommunal de Poissy.

L'Association professionnelle des sages-femmes, facultés de médecine de Paris.

L'Association des directrices des maternités, écoles de sages-femmes et écoles de cadres de sages-femmes, font part du décès de

M. Jeanne SENTUBERY, directrice de la maternité régionale de sages-femmes de Poissy.

Le 11 avril 1992.

Cérémonie religieuse le lundi 11 avril, à 14 heures, à l'église Saint-Léger, 20, rue de la Maison-Verte, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

La direction d'Euroquip, le personnel d'Euroquip, les collègues consultants, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude SIAME, consultant à Interform puis à Euroquip de 1981 à 1991.

Il a été inhumé dans l'intimité le 7 avril 1992.

Remerciements

Bourg-Saint-Maurice, Paris. Le Caire.

M. et Mme Gaymard, et leur famille, remercient tous leurs amis pour les témoignages d'affection et les sympathies reçues à l'occasion du décès de leur père.

M. Aristide GAYMARD, 75013 Paris.

survécu le 20 mars 1992, à 85 ans, solitaire-cinquante ans.

Anniversaires

Ce 11 avril 1992 est le dix-neuvième anniversaire de la mort de

Aron LANGBORT.

Que ceux qui se souviennent pensent à lui.

Paris.

Samedi 11 avril.

Drouot-Richelieu, 14 h : tableaux anciens, affiches, mobilier, objets d'art ; Drouot-Montaigne : mobilier, objets d'art ; Parc des expositions : manuscrits, autographes, archives.

Dimanche 12 avril.

Drouot-Montaigne 14 h : joaillerie, bijoux, parfums.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 11 avril.

Auxerre, 14 h 30 : archéologie ; Jura-Joux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Le Bois-du-Rocher, La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nanterre, 14 h 30 : mobilier, bibelots ; Nogent-le-Rotrou, 14 h 30 : livres, manuscrits ; Villeneuve-sur-Yonne, 15 h : vente du Musée des Antiquités.

Dimanche 12 avril.

Argenteuil, 14 h 30 : mobilier, gravures ; Auxerre, 14 h 30 : Orient ; Barizon, 14 h 30 : mobilier ; Barizon, 14 h 30 : mobilier ; Provins, 10 h 14 h : mobilier d'un château ; Rambouillet, 14 h : mobilier ; Laponne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Verrières, 15 h : verre contemporain.

PLUS LOIN

Samedi 11 avril.

Châlons-sur-Marne, 14 h : mobilier, tableaux ; Dijon, 14 h : armeries ; Epervier, 14 h 30 : livres ; Laval, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Marseille, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy (rue Sergent-Blandan), 14 h : jouets ; Saint-Etienne, 14 h 30 : modes réduits, jouets ; Vendôme, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Il y a cinq ans, se tuait

Primo LEVI, chimiste, écrivain, ancien déporté d'Auschwitz.

Que ceux qui l'ont aimé personnellement comme à travers ses livres gardent et transmettent sa mémoire vive.

Il y a un an, disparaissait

Louis REVON, ingénieur en chef à la SNCF.

11 janvier 1898-11 avril 1991.

« Quand un rictus s'est levé sur son visage, c'est la joie éternelle, profonde, joyeuse éternelle. »

Thérèse Revon, 53, avenue du Maine, 75013 Paris.

Soutenances thèses

M. Jacqueline soutiendra le doctorat d'Etat à la Sorbonne.

L'Arabie occidentale a débuté le septième siècle. Etude des représentations et des monuments, le vendredi 17 avril 1992, à 14 heures, à l'université Paris-IV (Sorbonne), salle des Actes.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-55-29-94 ou 40-55-29-96

Tarif : ligne H.T.

Tous les jours : 88 F

Abonnés et abonnés : 88 F

Communications diverses : 100 F

Thèmes étudiants : 55 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées en plus de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Paris.

Samedi 11 avril.

Drouot-Richelieu, 14 h : tableaux anciens, affiches, mobilier, objets d'art ; Drouot-Montaigne : mobilier, objets d'art ; Parc des expositions : manuscrits, autographes, archives.

Dimanche 12 avril.

Drouot-Montaigne 14 h : joaillerie, bijoux, parfums.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 11 avril.

Auxerre, 14 h 30 : archéologie ; Jura-Joux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Le Bois-du-Rocher, La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nanterre, 14 h 30 : mobilier, bibelots ; Nogent-le-Rotrou, 14 h 30 : livres, manuscrits ; Villeneuve-sur-Yonne, 15 h : vente du Musée des Antiquités.

Dimanche 12 avril.

Argenteuil, 14 h 30 : mobilier, gravures ; Auxerre, 14 h 30 : Orient ; Barizon, 14 h 30 : mobilier ; Barizon, 14 h 30 : mobilier ; Provins, 10 h 14 h : mobilier d'un château ; Rambouillet, 14 h : mobilier ; Laponne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Verrières, 15 h : verre contemporain.

PLUS LOIN

Samedi 11 avril.

Châlons-sur-Marne, 14 h : mobilier, tableaux ; Dijon, 14 h : armeries ; Epervier, 14 h 30 : livres ; Laval, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Marseille, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy (rue Sergent-Blandan), 14 h : jouets ; Saint-Etienne, 14 h 30 : modes réduits, jouets ; Vendôme, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 11 avril

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Remèdes

Qui a entendu parler du sumatriptan ? Personne. Normal, il n'est pas vendu en France, alors qu'il est dans plusieurs pays européens. C'est pourtant, paraît-il, un des remèdes les plus efficaces contre la migraine, la vraie, celle qui cloue au lit plusieurs jours durant. Mais trop cher. Le sumatriptan, 150 francs l'injection, voilà qui menace de creuser le trou de la sécu. Et puis, ce n'est qu'un médicament à effet temporaire.

Le Gifanais, en revanche, tout le monde connaît. Allié à l'aspirine, il a une action bien connue : il agit sur les vaisseaux de la pharmacie. Jusqu'à ce que l'on lui découvre des effets secondaires, concernant les malades atteints d'allergies, interdiction de l'usage en Europe, il n'a été que le Portugal. Pourquoi ? Si l'on ne soigne pas des médicaments, on ne risque, on n'a pas plus de médicaments, avertit un haut fonctionnaire.

Quant au distillé, bien sûr, dans le passé, on en a prescrit pour éliminer les toxines. Aujourd'hui, une sur mille des filles développe un syndrome de l'adulte. Et une proportion plus importante encore est atteinte de son syndrome.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : * signal dans le monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 avril

TF 1

avec l'hebdo **Investir** magazine

SPECIAL IMMOBILIER

LES BONNS COUPS

PAR LES MEILLEURS EXPERTS

en vente dès samedi

20.45 Variétés : Tous à la Une.
21.40 Magazine : Grands reportages.
23.55 Sport : Boxe.

A 2

10.00 Jeu : La Fille de Xapatan.
22.15 Divertissement : Rire A 2. Bourvil.
23.10 Cinéma : Lumières.
23.40 Cinéma : Macadam Cowboy.

FR 3

20.45 Magazine : Thalassa.
21.40 Magazine : 1492-1992 : Christophe Colomb ?
23.40 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football. Championnat de France de D1 (35^e journée) : Toulouse-P.S.G.
22.30 Sport : Les K.O. de Canal +.
22.50 Flash d'informations.
22.55 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : La Vie de mon père.

LA 5

20.50 Téléfilm : L'Américain avait un double.
21.00 Cinéma : Le Renard.
21.40 Master Dance.
0.10 Documentaire : Les Grands du siècle.

M 6

20.30 Capital.
20.40 Téléfilm : Bénédict collection.
22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.50 Capital.

LA SEPT

21.00 Téléfilms : Women and Men.
22.25 Téléfilm : Le Siècle des lumières.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Musique Black and Blue.
22.40 Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.
0.00 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné il y a 13 ans à Manchester) : Six pièces pour grand orchestre op. 6, de Webern ; Masterjazz Gesang op. 13, de Zemlin ; Symphonie de chambre op. 9, de Schoenberg ; Cinq Auteurs : Lieder pour chant et orchestre, de Berg ; Kindertotenlieder, de Mahler.
22.30 Espace libre.
23.10 Jazz club.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Ces demoiselles du Crazy.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.15 Une est à vous. Une série « Pour l'amour du risque ».
17.15 Divertissement : Vidéo gag.
17.45 Magazine : Trente millions d'amis.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.45 Divertissement : Les Roucasseries.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébé Show.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tapie vert, Météo et Tiroc.
20.50 Soirée spéciale : EuroDisney, l'ouverture.
23.05 Série : Duo d'enfer.
0.00 Magazine : Formule sport. Football : Rallye de Tunisie ; Rugby 7.
1.25 Journal et Météo.

A 2

13.30 Magazine : Objectif jeunesse. Le Latin en danger ? ; Bouscasse fait école ; La Polémie du bec 3 ; Zéro pointé.
14.00 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sports passion. Jeux para-olympiques ; Cyclisme.
15.15 Tiroc, en direct de Vincennes.
15.25 Magazine : Sports passion. Jeux para-olympiques ; Cyclisme : Boxe.
18.00 Série : ENG.
18.50 INC.
19.00 Championnat du monde d'orthographe : La Dictée.
19.50 Trois minutes pour faire lire (et à 1.25). Le Monde de Pierre, de Tadeusz Borowski.

19.59 Journal, Journal des courses, Météo.
20.45 Championnat du monde d'orthographe : Le Corrigé.
22.05 Magazine : La Nuit des héros.
0.00 Magazine : Double jeu.
1.10 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Télévision régionale.
14.00 Variétés : Eurotop.
14.30 Magazine : Mondo Sono. Mexique ; Brésil ; Haïti.
De 15.00 à 17.30 La Sept.
17.30 Magazine : L'Heure du golf.
18.00 Magazine : Montagne. Le Mystère de l'homme des glaces.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
De 20.00 à 1.20 La Sept.

CANAL PLUS

14.05 Téléfilm : Le Commando oublié.
15.35 Sport : Basket-ball. Finale du championnat universitaire États-Unis (NCAA).
17.05 Les Superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30.
18.00 Décade Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Lit Top.
20.30 Téléfilm : Double vision. Une femme enquête sur le meurtre de sa sœur. D'après Mary Higgins Clark.
22.00 Documentaire : Les singes en habit.
22.45 Flash d'informations.
23.01 Le Journal du cinéma.
23.05 Cinéma : Simetierre. Film américain de Mary Lambert (1987). Avec Casey Siemaszko, Fred Gwynne, Michael Coby.
0.45 Sport : Golf.

Masters d'Augusta (3^e jour née).

LA 5

13.20 Série : K 2000.
14.15 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
15.10 Série : Simon et Simon.
16.40 Série : Lou Grant.
17.35 Série : TV 101.
18.30 Magazine : Intégral.
19.05 Série : L'Enfer du paradis.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Série : Commissaire Schimanski. Mon pote le brigand. Un enquêteur dans une sale affaire.
22.25 Sport : Patinage artistique. Les Trophées Laliue.
23.20 Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

13.55 Série : Supercopier.
14.30 Série : Laredo.
15.45 Série : Les Espions.
16.45 Série : Vegas.
17.35 Série : Amicalement vôtre. Série : Les Têtes.
19.20 Magazine : Turbo. Une Saison en Arizona : spécial Vacances aux États-Unis.
19.54 Six minutes d'informations et Météo.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Divertissement : Les Dents de l'humour.
20.40 Téléfilm : L'Américain avait un double. Un tueur fou poursuivi par un jeune homme.
22.25 Téléfilm : Le Naufrage des étoiles. Un extraterrestre découvre la Terre.
0.00 Magazine : Flashback.
0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.05 Cinéma : Le Fugitif.
16.00 Le Salon littéraire de l'Europe.

17.00 Documentaire : Jean Tardieu et le « voir-dit ».

17.30 Le Météo créer.
18.00 Avis de tempête.
19.00 Documentaire : Sir Alec Guinness.
20.00 Le Dictionnaire de la langue française.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Documentaire : Identity Kid.
21.55 Documentaire : Robert Langner biographie.
22.30 Le Courrier des téléspécialistes.
22.35 Soir 3.
22.50 Téléfilms : Women and Men.
0.15 Magazine : Mégamé.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Pierre-Louis Baudouin, architecte.
20.45 Dramatique. Des nouvelles de la vie de Louis Veuillot.
22.35 Musique : Opus. Esa-Pekka Salonen, chef d'orchestre.
0.00 Rencontre au clair de la nuit. Armand Badayan, directeur de l'Agence du météorologue.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (en direct de New York) : La Fanciulla del West, de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan de New-York, dir. Leonard Slatkin ; solistes : Barbara Daniels, Plácido Domingo, Sherrill Milnes, Susan Kelly, Yanni Yannidis, Anthony Leduc, Julian Robbins, Charles Schenck, Charles Anthony, James Courtney, Richard Vernon, Barbara Fitch, Michael Forest, Kevin Short, Kim Josephson, Hao Jian, Vernon Hartman, Michael Best.
0.08 Les Bruits du siècle. Par Marc Tardieu.
1.30 Les Sortilèges du flamenco. Par Robert J. Vignola.

Dimanche 12 avril

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter inspecteur.
15.15 Série : Colombo.
16.15 Série : Les Experts.
18.05 Magazine : Téléfoot. À 18.55, sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jean Lang.
20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapie vert.
20.50 Cinéma : La Môme. Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Richard Anconina, Ambre, Michel Duchaussoy.
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
22.40 Cinéma : Le Retour de Don Camillo. Film franco-italien de Julien Duvivier (1954). Avec Fernand Ray, Edouard Delmont.
0.35 Journal et Météo.
1.05 Sport : Rallye de Tunisie.

A 2

13.25 Sport : Cyclisme : Paris-Roubaix.
14.40 Dimanche Martin.
17.45 Documentaire : La Vie au bout des doigts.
18.15 1. 2. 3. Théâtre (et à 23.50).
18.25 Magazine : Stade 2. Basket-ball ; Football ; Omnisports ; Rugby ; Cyclisme ; Voile ; Golf ; Patinage artistique ; Gymnastique ; Hockey sur glace ; Athlétisme.
19.59 Journal des courses de Météo.
20.50 Série : Les Experts. Comédie aux Champs-Élysées. Cadres en série dans les milieux du cinéma.
22.15 Magazine : Bouillon de culture. Invitée : Catherine Deneuve.
23.40 Journal et Météo.

FR 3

13.50 Magazine : Faut pas rêver.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Basket américain ; Tiroc à Autoul.
17.15 C'est Lulo !
18.15 Magazine : A vos amours.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Contes de la nuit. La Mille deuxième nuit.
20.10 Les : Benny Hill.
20.45 Spectacle : Premier Festival international des Étoiles du cirque à Vézère.
22.05 Magazine : Le Divan. Invité : Vladimir Fedorovski, diplomate et homme politique russe (l'hôte invité d'un coup d'État).
22.25 Journal et Météo.
22.50 Cinéma : Der Junge. Film de 1923. Varkov, Benny Hornik, Michael Xantho.
0.10 Musique : Mélomanut.

CANAL PLUS

14.30 Téléfilm : Shéc et la Mafia.
15.35 Magazine : 24 heures (radiff.).
17.05 Sport : Les Simpson.
17.25 Magazine : Cascades et cascadeurs.
17.55 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : L'heure du crime. Film américain de Phil Joanou (1987). Avec Casey Siemaszko, Anne Ryan.
En clair jusqu'à 20.30.
19.25 Flash d'informations.
20.20 Dis Jérôme... ?
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30 Cinéma : Chasseur blanc. Film noir. Film américain de Clint Eastwood (1989). Avec Clint Eastwood, Jeff Fahey, George Dzundza.
22.15 Flash d'informations.
22.25 L'Équipe du dimanche. Football ; Boxe ; Golf.

LA 5

13.20 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
14.10 Série : Simon et Simon.
15.00 Série : Les Experts.
15.50 Série : Lou Grant.
16.40 Série : TV 101.
17.35 Série : Intégral.
18.30 Série : L'Enfer du paradis.
19.05 Journal et Météo.
20.00 Magazine : Top chrono.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : L'incroyable Hulk.
14.45 Série : Multitop.
15.15 Jeu : Hit hit hit boum !
16.20 Série : Le Saint.
17.15 Série : Espion modèle.
18.05 Série : Les Routes du paradis.
19.05 Six minutes d'informations et Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Cinéma : La Promenade de l'éternité. Film américain de Tom Kennedy (1983). Avec Ben Murphy, Nina Axelrod, Kevin Brophy.
22.15 Magazine : Culture pub.
22.45 Cinéma : Celestine, bonne à tout faire. Film français de Clifford Brown (1974).
0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

13.20 Le Baladin du monde occidental.
15.30 Flash d'informations (et à 18.25, 17.50, 18.50, 19.50).
15.35 Documentaire : Le Grand Jack.
16.30 Téléfilm : Le Siècle des Lumières (1^{re} partie).
17.55 Documentaire : Voyage en Amérique avec un cheval emprunté.
18.55 Le Salon littéraire de l'Europe.
20.00 Le Métier de créer.

20.30 Le Courrier des téléspécialistes.

20.35 Cinéma : Partition inachevée pour piano mécanique. Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1977).
22.15 Le Dessous des cartes. Cinéma : Thérèse Raquin. Film français de Marcel Pagnol (1933).
22.35 Musique : Le Concert. 20 janvier au Théâtre de la Ville ; Musique du Japon, Koto et Shikuhachi, par Gary Miyoshi et Soma Otsuki.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Triptyque : Olivier Dord, Geneviève Schenck.
22.35 Musique : Le Concert. 20 janvier au Théâtre de la Ville ; Musique du Japon, Koto et Shikuhachi, par Gary Miyoshi et Soma Otsuki.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert. Les Échanges internationaux : Anthologie de la musique croate. Œuvres de Baranovic, Gotovac, Covic, Papandopulo, Sulek, Kalem.
22.15 Mémoire. L'Orchestre philharmonique de la RTF. Œuvres de Ginastera, Ponce, Ravel, Haydn.
23.15 Mère ambiguë et fils accompli. Par René Koeber. Œuvres de Schellendorf, Edgar, Ravel.
1.00 Les Voyageurs du voyageur. Par François Picard. Nord, Ram Narayan.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi
numéro date dimanche

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

12 AVRIL

Charles MILLON

Président du Groupe U.D.F.

Rediffusion à 1 heure du matin

M. Mitterrand dimanche à la télévision et à la radio

M. François Mitterrand exposera dimanche 12 avril, à 18 heures, sur Antenne 2, TF1, France-Inter, Europe 1 et RTL, les conclusions qu'il tire des élections des 22 et 28 mars et les raisons qui l'ont poussé à la démission du poste de président de la République. Le président de la République sera interrogé par Christian Ockrent, Anne Sinclair, Ivan Levst, Pierre Elkabbach et Olivier...

DEMAIN: Quatre pages sur Euro Disney

A l'occasion de l'ouverture du parc d'attractions Euro Disneyland à Marne-la-Vallée, le Monde publie, dans son supplément «Heures Bleues», un dossier de quatre pages sur Euro Disney: ses ambitions, l'histoire de son installation en Ile-de-France, la façon dont il a été financé, les problèmes personnels, les leçons que l'on peut tirer de l'exploitation des parcs étrangers.

Signature d'un accord pour maîtriser les dépenses de santé

Les trois syndicats d'assurance-maladie (CNAM-salariés, MSA-agriculteurs, CANAM-travailleurs indépendants) ont officiellement signé, vendredi 10 avril, avec la Caisse nationale de solidarité pour l'assurance-maladie (CNSM), un accord sur l'évolution des dépenses de médecine.

Avant d'entrer en application, il devra recevoir le vote du ministre de l'Économie, M. Teulade. Il comporte en outre plusieurs dispositions importantes, qui devront recevoir l'aval du Parlement.

Haute-Normandie : élection de cinq vice-présidents UPF et d'un Front national

ROUEN

de notre correspondant

Le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par M. Antoine Rufenacht, RPR, a désigné, jeudi soir 9 avril, six vice-présidents (cinq UPF et un Front national) au terme d'une journée de débats qui rappelle la première séance d'élection intervenue le samedi 4 avril (le Front du 9 avril). Ce jour-là, M. Rufenacht (UDF), avait systématiquement soutenu le candidat du PS, M. Alain Levern, élu par 31 voix contre 19 à M. Leroy et 1 blanc, a préféré démissionner, «refusant de laisser la tâche». Après deux tours de

tives qui ont encore permis à M. Levern, vainqueur au troisième tour avec l'aide du Front national, un quatrième tour s'est soldé par la victoire de M. Leroy, au second tour, par 28 voix contre 19 à M. Levern. Le candidat de l'UPF a estimé que l'écart, supérieur à huit voix, était suffisant pour qu'il accepte la première vice-présidence.

Sa décision a entraîné le refus de vote, pour les cinq vice-présidences suivantes, du PS, de Génération Écologie, des Verts et du PCF, qui avait déjà abandonné la salle de séance après l'échec du premier scrutin «pour ne pas se prêter à un jeu politicien». M. Levern Fabius, qui avait déjà vivement contesté l'élection de M. Antoine Rufenacht, a dénoncé l'attitude de l'UPF. «Les masques sont donc tombés, jetant une lumière de honte sur l'élection de M. Rufenacht, quelques jours plus tôt, à la présidence de la région», a déclaré le premier secrétaire du PS, ajoutant:

«Cela nous fait que les grandes déclarations de M. Chirac, Girard d'États ou Juppé ne résistent pas, pour conserver quelques places, à quel point ils se sont scindés. C'est l'élection du désamour.»

M. Fabius a déclaré qu'il n'avait jamais été conclu avec le Front national mais qu'en revanche «il avait préféré une solution de type consensuel». Il a en outre reproché à M. Levern «une volonté de nuire et de refuser tout compromis».

Finalement, cinq vice-présidents (deux UDF et trois RPR) ont été élus avec les voix du UPF et du Front national. M. Dominique Grimard (FN) a été élu sixième vice-président avec la voix d'un de son groupe, plus une venant d'un des deux autres RPR de l'Eure, M. Jean-Claude Bény et M. Rolo, qui ont participé au scrutin.

ÉTIENNE SANZET

Pour moderniser sa défense aérienne

L'armée de l'air française revend aux Saoudiens ses anciens modèles de missiles sol-air Crotale

L'armée de l'air française déploiera, à partir de l'été prochain, des missiles de défense aérienne Crotale, dite de nouvelle génération (Crotale-NG), en ayant revendu les

siens, d'un modèle plus ancien, aux Saoudiens pressés d'en acquiescer.

«C'est une bonne affaire», dit-on dans l'armée de l'air à propos d'une transaction dont le montant n'est pas divulgué.

La France possède, dans ses forces de défense aérienne, dix-huit sections Crotale. Il s'agit d'un missile sol-air conçu par Matra et Thomson-CSF pour intercepter, jusqu'à des hauteurs de 20 à 30 kilomètres, à vitesse supersonique, des avions à basse altitude. Une section est composée de véhicules à roues tous chemins dont l'un est équipé d'un radar pour évaluer la menace, désigner les cibles et ordonner les tirs, et dont les deux autres, selon les circonstances, sont armés de quatre missiles sol-air chacun (lancés au coup par coup ou en salve) et sont rechargés très rapidement.

Avec l'Arabie saoudite, l'accord a consisté à revendre à ce pays six sections Crotale. Les forces saoudiennes de défense aérienne disposent déjà de sept batteries Crotale (chacune composée de deux unités-radars et de quatre unités de tir) et de onze batteries de missiles Shuhine (chacune comprenant deux unités-radars et quatre unités de tir). Le Shuhine est un missile spécialement dérivé du Crotale pour les besoins de Riyad.

Cette opération va permettre à l'armée de l'air française d'acquiescer des Crotale-NG, qui ont l'avantage d'intégrer sur un seul et même véhicule — en dépit de l'exigence du blindage — la détection-radar, l'électronique de conduite de tir et jusqu'à huit missiles sol-air à la fois.

Journal de la RATP le 16 avril. — Six organisations syndicales de la RATP appellent à une «grande journée d'arrêts de travail», le jeudi 16 avril. Parmi elles, la CGT, la CFDT et la CFTM. Les agents de conduite du métro aux élections professionnelles. Les syndicats entendent protester contre la «décentralisation» mise en œuvre depuis deux ans.

En outre, le conseil d'administration a immédiatement limogé le PDG, M. Per Villum Hansen, et le vice-président, M. Hewik Klæbel. Non content de son offensive sur Skandia, Hafnia avait tenté depuis 1990 de prendre aussi le contrôle d'un autre assureur, le danois Bactica. Des engagements évalués à plus de 7,2 milliards de couronnes et nettement au-dessus de ses moyens.

En outre, le conseil d'administration a immédiatement limogé le PDG, M. Per Villum Hansen, et le vice-président, M. Hewik Klæbel. Non content de son offensive sur Skandia, Hafnia avait tenté depuis 1990 de prendre aussi le contrôle d'un autre assureur, le danois Bactica. Des engagements évalués à plus de 7,2 milliards de couronnes et nettement au-dessus de ses moyens.

Mort du Prix Nobel de médecine, Daniele Boveri. — Le Prix Nobel de médecine 1991, Daniele Boveri, est mort, mercredi 8 avril, à Rome. Italien né à Neuchâtel en Suisse, il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. Le prix Nobel de physiologie et de médecine lui avait été décerné pour ses «découvertes relatives au produit synthétique qui bloque les effets de certaines substances formées dans le corps et agissant sur l'organisme, particulièrement sur le système sanguin».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Nos ancêtres les Mickey

Cela va être la ruée, la folie ! On a enquêté : là sont les ancêtres de nos Mickey. Les gamins, tirant leurs parents par la main, à vouloir franchir, dès dimanche, les portes du royaume enchanté de Walt Disney. Bientôt fût-il supposé : N'y allez pas, attendez ! Mickey est là pour les enfants ! Marrant, quand on pense aux mines méprisantes de l'intelligentsia européenne relevant ses jupes, dégoûtée : Quelle horreur, cette souris !

Et quelle ignorance ! Parce qu'enfin un pays des merveilleux, capitale Marne-la-Vallée, Alice même la souris, Candillon, Long John la Forban, Pinocchio, la Belle au bois dormant, Mowgli et Lancelot. Quels sont les noms inscrits au générique de cette super-production en carton pâte, d'accord, centant la culture et la frite, c'est vrai ? Ceux de Grimm, Stevenson, Colod, Kipling et Tolkien.

Ces héros et légendes transmis par la tradition orale, puis écrits dans les livres, n'ont pas hésité à s'inscrire sur nos propres écrans, il qui la faute ? Moi, mais plus ceux qui

venir d'enfance, c'est la première que je suis allé au cinéma, mon grand-père, voir Blanche-Neige et les sept nains. Je la connaissais pourtant. On me racontait son histoire — Va te coucher, je t'attends — le soir.

Qu'on le déplore ou non, les États-Unis détiennent aujourd'hui le savoir de la culture populaire. De Copenhague à Lisbonne, du monde connaît Spielberg ou Madonna, alors que Bruei ne dit rien à personne. Mieux : un Coca ou un McDo ont perdu leur identité nationale. Ça ne renvoie pas plus à l'Oncle Sam qu'un chop suey à Deng Xiaoping. Et les Européens pareils s'agissent d'un hamburger.

C'est un ça justement l'histoire des civilisations. En interprétation, ce constant va-et-vient entre le comédien de la culture populaire, des rythmes du jazz ou La Marseillaise, des héros hollywoodiens détournés par les Européens, ça ne renvoie pas plus à l'Oncle Sam qu'un chop suey à Deng Xiaoping. Et les Européens pareils s'agissent d'un hamburger.

Les négociations dans la presse parisienne

Un communiqué de la direction du « Monde »

La direction du Monde a publié, vendredi 10 avril, au cours des négociations en cours dans la presse parisienne, le communiqué dont on lira le texte ci-dessous.

Depuis le début de l'année, le Syndicat de la presse parisienne (SPP), qui regroupe la majorité des titres de la presse quotidienne nationale, a engagé avec le Comité inter-syndical du Livre (CISL) une négociation sur la mise en place d'un plan économique et social à trois ans permettant :

— du côté des éditeurs, une baisse progressive des effectifs et des coûts d'exploitation, baisse indispensable à la survie de la presse parisienne dans un marché européen ouvert ;

— du côté de l'organisation, une baisse des coûts de production, des aspirations du personnel inquiet pour son avenir.

Le Monde, qui a contribué à l'annonce de cette négociation, y est très attaché, car il est convaincu qu'elle est de l'intérêt des deux parties.

Cette négociation comporte deux volets : le premier porte sur les modalités d'ensemble dont les deux parties doivent convenir et qui permettront d'obtenir l'aide des pouvoirs publics pour la réalisation du plan social dans des conditions convenables pour le personnel ; le second volet porte sur des négociations catégorielles propres à chacun des métiers du Livre.

Dans une telle procédure, il est évidemment nécessaire que les négociations catégorielles aboutissent au niveau de l'ensemble des éditeurs de la presse parisienne, ce qui implique une modalité d'application, soient arrêtées dans chaque entreprise.

Or, par deux fois, le groupe Hérault a violé cette règle élémentaire de solidarité dans une organisation professionnelle.

1) La direction du groupe Hérault a tenté d'abord de signer un accord étendant à l'ensemble du personnel du Syndicat du Livre des postes de secrétaires techniques-metteurs en page. Ce qui est contraire à l'intégrité de la profession de journaliste.

2) La direction du groupe Hérault a tenté de signer un accord étendant à l'ensemble du personnel du Syndicat du Livre des postes de secrétaires techniques-metteurs en page. Ce qui est contraire à l'intégrité de la profession de journaliste.

Cette confusion des responsabilités et des métiers risque indubitablement de constituer une atteinte à l'indépendance rédactionnelle des journaux, que la séparation des métiers

garantit jusqu'ici. Elle porte préjudice à l'ensemble des titres de la presse parisienne. La direction du Monde ne peut que s'opposer à cette conclusion.

2) Ainsi qu'il a été acté au procès-verbal de la séance du Syndicat de la presse parisienne qu'aucune négociation catégorielle n'aurait lieu avant la conclusion des négociations au niveau du Syndicat, la direction du groupe Hérault a négocié avec la section rotatives un accord concernant le domaine de ce métier, violant ainsi les engagements pris la veille par le président du Syndicat de la presse parisienne, directeur délégué du Livre.

La direction du Monde ne peut approuver de tels comportements. Elle récusera toute utilisation de ces accords dans une négociation quelconque, soit au niveau du Syndicat de la presse parisienne, soit au niveau de l'entreprise.

Elle estime qu'en agissant de la sorte le groupe Hérault ne comporte comme il s'est exclu le fait de ce syndicat. Dans ces conditions, la direction du Monde se considère libre de prendre toute mesure qui lui paraîtrait nécessaire dans l'intérêt du journal.

Jeudi 9 avril, un conflit entre deux catégories de personnel du Syndicat du Livre, les «secrétaires-techniques», a retardé de deux jours l'impression du Monde. L'après-midi de même jour, une grève d'une heure trente déclenchée par la section rotatives a perturbé l'impression du Monde alors qu'il existait encore un conflit au sein du Syndicat de la presse parisienne au niveau de l'ensemble des éditeurs de la presse parisienne, ce qui implique une modalité d'application, soient arrêtées dans chaque entreprise.

Or, par deux fois, le groupe Hérault a violé cette règle élémentaire de solidarité dans une organisation professionnelle.

1) La direction du groupe Hérault a tenté d'abord de signer un accord étendant à l'ensemble du personnel du Syndicat du Livre des postes de secrétaires techniques-metteurs en page. Ce qui est contraire à l'intégrité de la profession de journaliste.

2) La direction du groupe Hérault a tenté de signer un accord étendant à l'ensemble du personnel du Syndicat du Livre des postes de secrétaires techniques-metteurs en page. Ce qui est contraire à l'intégrité de la profession de journaliste.

Cette confusion des responsabilités et des métiers risque indubitablement de constituer une atteinte à l'indépendance rédactionnelle des journaux, que la séparation des métiers

SOMMAIRE

DÉBATS

Point de vue : «Reconstruire la gauche», par Lionel Jospin..... 1

ÉTRANGER

La prochaine réunion de M. Mitterrand en Turquie..... 6
L'ex-général Noriega devant le tribunal de Miami..... 7
Pérou : le Parlement a désigné le président..... 7

POLITIQUE

La démission du Conseil constitutionnel sur le rôle du trône de Maastricht..... 8 et 9
M. Mitterrand à Vigny se montre résolument offensif..... 9
Avant le comité directeur, M. Fabius négocie avec les courants du PS..... 9

SOCIÉTÉ

Contamination : le sang des prisonniers..... 11
Justice : Fouad Salah devant le cour d'assises de Paris..... 13
Gironde : Bordeaux : Claude Baz et Didier Couécou ont été condamnés..... 13
La réglementation de l'authenticité aux Pays-Bas : un mécontentement général..... 14
Des parents d'élèves handicapés réclament une aide financière plus souple..... 14
Grâce à la technique des empreintes digitales, le mort de l'Amérique est retrouvé..... 14

CULTURE

Théâtre : Mitterrand à la folie..... 15
Musique : les chorales parisiennes de Pascale..... 16
Paris : Quatre jours latins : un festival dans la rue pour célébrer l'introuvable Amérique latine..... 18
Cinéma : Johnny Staccato de Roberto Benigni..... 17

Élu : M. Jean-François Mitterrand a été élu à l'Académie française..... 17

ÉCONOMIE

Un sentiment de déclin : les travaux du congrès de la CFTM..... 18
Les États-Unis assoupissent leur politique de crédit..... 18
Le Crédit lyonnais a vu son résultat net reculer de 14,7 % en 1991. 20
Echanges internationaux : la Côte d'Ivoire est le principal bénéficiaire de l'aide française..... 21

COMMUNICATION

La liquidation en trois étapes de La Cinq..... 20

SANS VISA

«Azincourt» Agincourt et Coup d'œil : le franco-provincial et On dans la Prague «Week-end à Knocke-Heist» Table et Corbu, soupe, savon et salut..... 27 à 34

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 20
Cartes..... 24
Loto, Tact-o-tac..... 22-23
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 24
Philatélie..... 26
Radio-télévision..... 25
Spectacles..... 18
Week-end d'un chineur..... 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Sans visa» folioté 27 à 34

Le numéro du «Monde» daté 10 avril 1992 a été tiré à 471 215 exemplaires.

ÉDITIONS ÉOLE
171, rue St-Jacques 75005 Paris
Notre savoir-faire dans l'édition de livres et de films nous permet de fabriquer aux meilleurs prix, délais et qualité
PLAQUETTES et CATALOGUES
43.25.88.35

Le mensuel
PASSAGES
portrait d'un homme civilisé
FREUD
vente kiosque 30 F

MODE, SOYONS «REALISTES»
Le luxe au prix du luxe, c'est inabordable... Le luxe aux prix Rodin, vous pouvez vous le permettre. Quelques précisions utiles :
Le luxe, depuis 30 F le mètre, au plus, il vous le soumettra vraiment.
La mode, depuis 30 F le mètre (et parfois moins encore).
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

كتاب من الفصحى

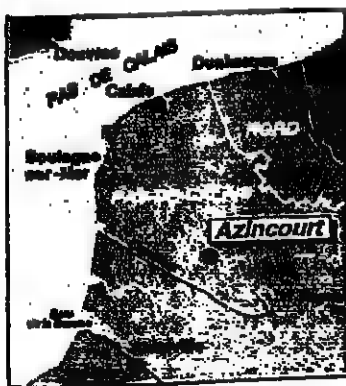
S A N S • V I S A

Azincourt



Extrait de Henry II de Kenneth Branagh

« Agincourt »



Sur le papier nous devons la gagner cette bataille; sur le terrain nous la perdîmes à franche et plate couture. C'était le jour de la Saint-Crépin, un jour d'automne, le 25 octobre 1415 : en Angleterre, Azincourt se prononcera désormais « Agincourt ». Reconnaissance sur le lieu des combats, et rencontres avec des Britanniques fervents champions de l'entente cordiale.

EN début d'après-midi, vendredi, on commence à connaître l'histoire par cœur, à en apprécier les contours, les zones floues, à y mesurer la part rigoureuse de mémoire et la part folle d'invention, les réflexes livresques, les variations et les déviations, les bégaiements, tout un imaginaire cohérent, déployé à partir d'une certitude, au moins, cruelle de ce côté de la Manche, glorieuse page d'histoire, de l'autre : la défaite des armées de Charles VI face à celles de Henry V, un jour d'automne de l'année 1415, le 25 octobre, à la Saint-Crépin. Richard Boreham, quarantaine blonde, du

haut de ses quatre-vingt-douze, parle avec passion de la rencontre « Agincourt » - ainsi disent les Anglais. « C'était l'été 1980. J'étudiais l'histoire du Moyen Âge en Angleterre, à l'université de la société médiévale Plantagenet. Je suis venu, je suis resté une journée. Je suis revenu six ou six fois, jusqu'en 1988. En janvier dernier, je me suis définitivement installé ici. »

Le piolet gifle la longue bâtisse blanche aux toits de tuiles d'équerre, au croisement de la départementale 104 et de la départementale 71, le lieu regarde la scène entière de la bataille, plateau effilé sur les collines d'Artois. Loin coule la Ternoise, affluent de la Canche. A un jet de flèche vers le nord, sur l'ancienne route de Calais, des haies gardent l'ossuaire où furent jetés dix mille Français, selon la version des uns, beaucoup moins, selon la version des autres. Quoi qu'il en soit, le débâcle fut totale. Telle chronique d'époque rapporte que les fosses communes « furent protégées par des haies d'épines « à fin que les loups, chiens et autres bêtes ne puissent entrer dedans pour dévorer et manger les corps dessus » (1).

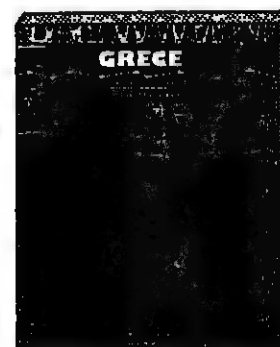
Il faisait un temps exactement comme aujourd'hui. Devant un ordinateur, Barbara, la compagne de Richard, s'active sur les préparatifs de lancement d'un centre médiéval. Le couple a entraîné toute une bande dans l'affaire. Sarah, forte moussu de vingt-quatre ans, a largué le théâtre et son boulot de vendeuse de perles dans une boutique de Covent Garden, à Londres. Avec sa mère Norma, elle s'agite devant les fourneaux de la cuisine. Son père Jeff termine les travaux de maçonnerie. Kwem, le second mari de Norma, tiendra le bar. On ne sait pas encore ce qu'on va faire des étables.

Sur la place du village, un archer du roi Henry. L'homme (quand il n'était pas en carton) tirait douze flèches par minute, face à un arbalétrier français (encombré de quarante kilos d'armure, cotte de mailles et heaume) qui en tirait une seule à la même temps.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles
Lire la suite page 31

(1) D'après un historien de la région, Gérard Bacquet, dans *Azincourt* (édition, 1977). La bataille racontée (du côté anglais comme du côté français) en un montage critique de documents.

LES ITINÉRAIRES CULTURELS



Pour explorer les sites
et comprendre les cultures

Titres parus :
Grèce, Egypte
Titres à paraître :
Etrurie, Loire

casterman
4048003

LES GUIDES QUI VONT PLUS LOIN

هكذا من الأفضل

On danse à Prague

Les bals de Prague, nés de l'opposition contre l'oppression autrichien, ont, comme miraculeusement, survécu au lamination culturel de quarante années de régime totalitaire. Ils demeurent emblématiques et fréquentés encore avec assiduité.

Les femmes. Cette même émotion sur toutes les lèvres; presque identique à celle de leurs mères, de leurs aïeules: une valse à trois temps qui jamais ne s'est arrêtée.

C'est dans les salons bourgeois de la noblesse et de la bourgeoisie que les premiers bals furent leur apparition. Là, au milieu du XIX^e siècle, de l'empereur autrichien Joseph II qui a fait de l'allemand la seule langue administrative, on parle tchèque et l'on s'essaye au quadrille, au menuet, ou à la mazurka. Le défilé de l'insolence prend peu à peu dans les classes moyennes avec la *sedaka*, la « danse des voisins », un mélange de danse populaire et folklorique.

Le véritable événement vint en 1830 d'une danse que tout le monde, au grand dam des Tchèques, voulait croire polonoise: la polka. Le nom vient en fait du tchèque *pulka* (demi-temps). Un rythme né dans la région de Hradec-Kralove (est de la Bohême). Non seulement la polka déclencha l'hystérie, mais elle entraîna considérablement le sentiment d'indignité nationale des Tchèques. S'il n'y a pas, en 1848, de révolution à Prague, c'est parce que les autres capitales d'Europe, l'heure est pourtant à l'émancipation. En 1840, par exemple, lorsque les grandes familles bourgeoises décident d'organiser un grand bal dans le *Konvikt* du centre-ville, elles l'ont pour la première fois imprimé les affiches et les

DANS l'immense salle ornée de moulures baroques, le silence. Elles, robes de couleur bleu nuit, nœuds noirs et gants blancs. Ils attendent, impétueux, le maître de ballet.

L'homme à la barbe blanche, Dusan Konecny, monte sur la tribune: « Mesdemoiselles, s'il vous plaît! » Les jeunes filles entament un pas de valse comme portées par le froissement des robes et par d'imaginaires partenaires. « A vous, Messieurs! » Les timides, gauches, les garçons s'exécutent.

Plus tard, lorsque les couples se formeront, le professeur les reprendra les uns après les autres. Il enlèvera le cavalier à un maladroit, lui montrera comment on tient une femme dans ses bras, et fera tourner la victime, sous les regards enfiévrés des autres jeunes



Bal d'adolescents dans le café "U Flešer Dom".

invitations en langue tchèque. Un scandale, mais on tourbillonne impossible à contenir: les maîtres de ballet tchèques devront se rendre à Paris pour évangéliser les Parisiens. La nouvelle danse tchèque fera presque immédiatement son entrée dans les salons slaves de Vienne que toute la bourgeoisie européenne fréquente à cette époque.

Encouragé par un premier succès national, Jaroslav Linck composera une version tchèque du quadrille sur une musique du compositeur tchèque et sur les paroles du poète Jan Pleticha. Elle s'appellera la *liska* (la « causerie »), du nom de sa mère privée qui l'on venait bavarder. La polka et la *beseda* demeureront l'apanage de la haute société tchèque jusqu'à la fondation des organisations de gymnastique en 1862. Les *liska* *sokol* (« faucons ») furent en effet

de la danse une des disciplines nécessaires à l'équilibre: c'est l'époque du « *masopust* » (corps mort). De ces développements à grande échelle, suivront les *masopust* corporations *masopust* jusqu'à maintenant une véritable institution.

Une tradition que les communistes, arrivés au pouvoir en 1948, ne parviendront jamais à altérer. Ce n'est pas pourtant sans avoir essayé, s'exclame Dusan Konecny. La danse était considérée par les communistes comme une occupation bourgeoise à la fois inutile et dangereuse. A partir des années 50, les professeurs de danse indépendants devinrent de vulgaires employés de l'Etat, avec des salaires ridiculement bas. Bon nombre d'entre eux travailleront en *masopust* pour pouvoir exercer leur spécialité dans le

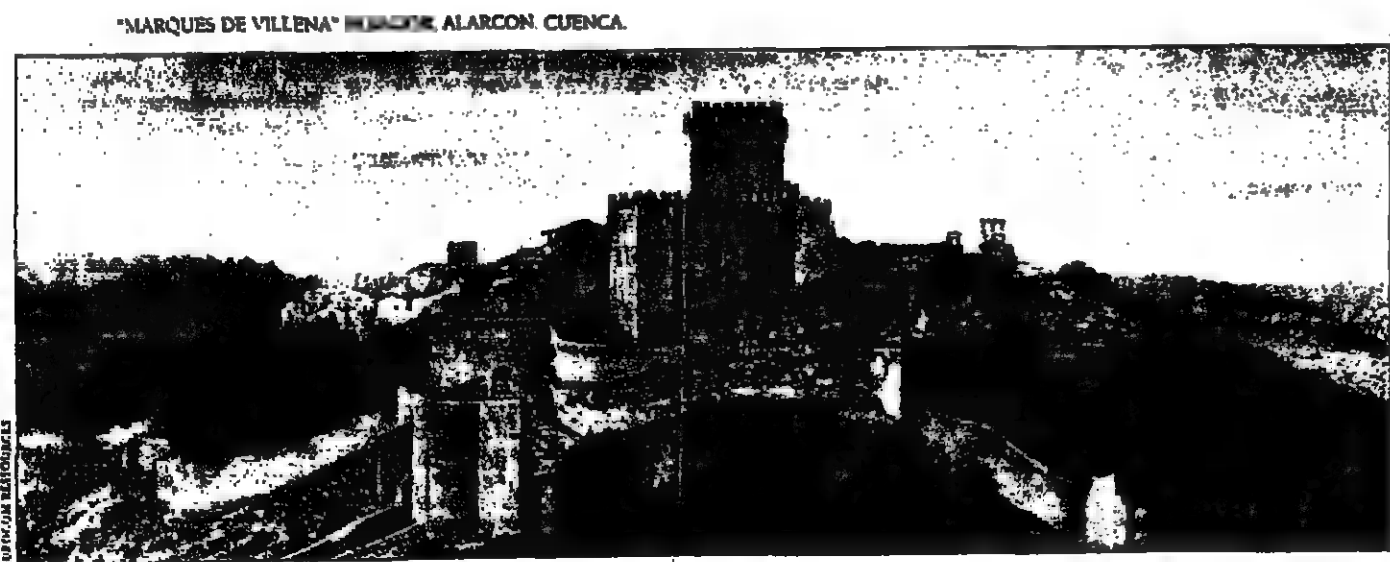
champs soviétiques en août de la même année. C'est alors la période de répression dite de « normalisation ». Dusan Konecny, importable, continue à enseigner la danse. « Le professeur doit le faire », c'est-à-dire en créant une bonne partie de la leçon à l'éducation sociale *masopust*. Dans *masopust* apprend l'hygiène, l'habillement, la façon de marcher, de se comporter dans les salles de concert, à l'école et au travail, le baise-main.

Lorsque le professeur *masopust* avec le plus grand sérieux qu'il n'est pas poli de lire le courrier ni d'épier les communications d'autrui, les adolescents pouffent. Ils savent que dans leur univers orwellien c'est l'ensemble de la société qui est sur table d'opération. « Les jeunes montraient leur opposition au régime », indique Dusan Konecny. Les adultes étaient, quant à eux, extrêmement tendus. Ils avaient peur. Ils se méfiaient les uns des autres.

Une longue nuit qui prendra fin en novembre 1989, la « révolution des velours ». Pour la deuxième fois le professeur verra sa classe se vider et *masopust* dans la rue. Et pour la deuxième fois il verra ses élèves revenir, mais cette fois la tête haute.

Aujourd'hui, ils parlent l'un à l'autre d'un air libre. Un monde s'est ouvert du haut du *masopust* soixante-sept ans, Dusan Konecny a cependant toujours sa place: « Je leur explique désormais, indique le professeur avec ironie, qu'entre deux *masopust* de même valeur un employeur choisira celui qui le mieux *masopust* qui sait le mieux *masopust* dans la société. 1-2-3. 1-2-3. A *masopust* Mademoiselle... »

De *masopust* correspondante Catherine Mourry



Exposition universelle.

PARCE QU'ELLE ACCUEILLE les trois événements de l'année, 1992, l'Espagne devient « phare de l'Europe et du monde ». Parce qu'elles génèrent les plus fabuleux spectacles, Séville, Madrid et Barcelone affichent leurs succès au rythme de leur passion. Parce qu'au-delà de « l'ère de haute technologie » de l'Exposition Universelle, l'Espagne offre le confort de « paradis », ces châteaux d'autrefois reconvertis en paradis de vacances. Parce que derrière les monuments des Jeux Olympiques, l'Espagne recèle des œuvres d'artistes de génie. Parce qu'en plus de sa capitale aujourd'hui consacrée par Madrid, l'Espagne dévoile ses spécialités culinaires. Parce qu'en face des trésors architecturaux, le soleil d'Espagne illumine une mer limpide et des étendues de sable blanc. Cette année, vous découvrirez la diversité des visages de l'Espagne et vivrez les plaisirs de ses plaisirs.

Jeux Olympiques de Barcelone.
Exposition Universelle de Séville.
Capitale Culturelle de l'Europe 1992.



1992. Année des Jeux Olympiques de Barcelone, de l'Exposition Universelle de Séville et de Madrid Capitale Culturelle de l'Europe.
Office de Tourisme Espagnol, 100, rue de la Harpe, 75381 Paris Cedex 06 - Tél.: (1) 47.20.90.54/(1) 40.70.19.92 - Minut: 3615 Espagne.

L'Allemagne-comme elle vous plaira.



Vivez la différence!

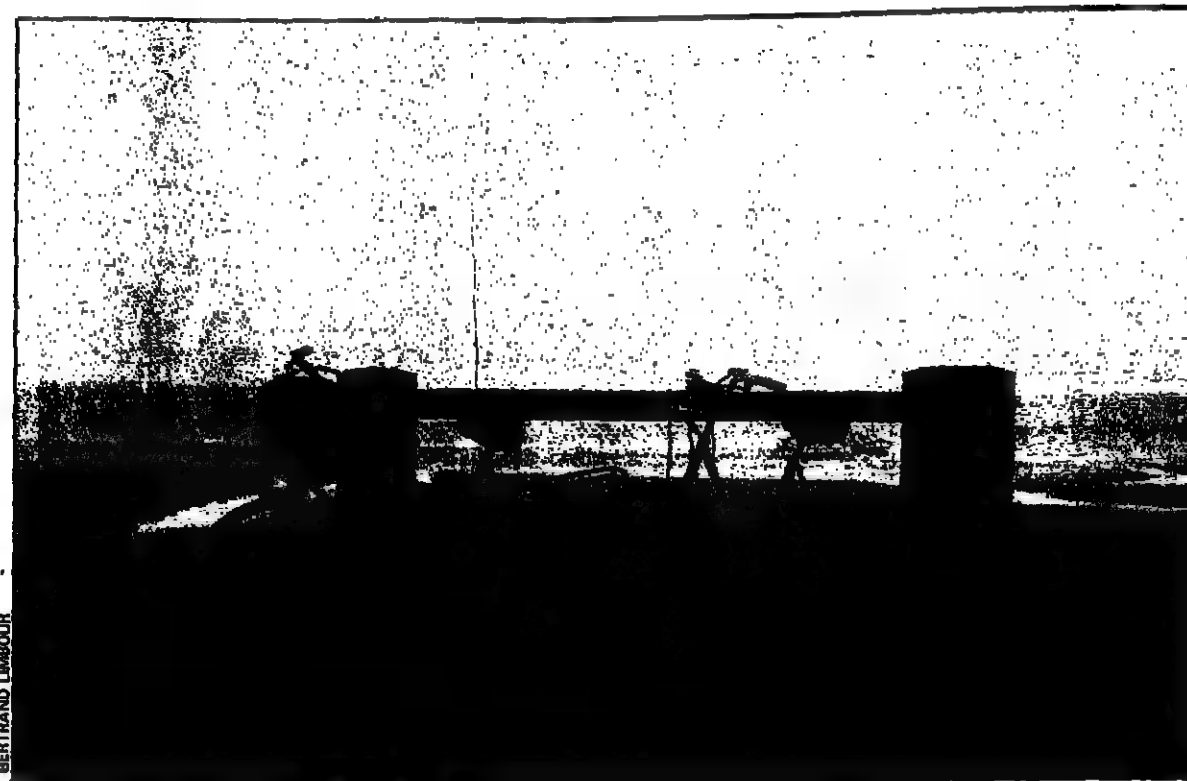
L'Allemagne, pays d'art - carrefour l'Ouest et l'Est. C'est plus que jamais le moment d'y aller. En voiture, en car, en train ou en avion. Nouvelle atmosphère, contrastes, accueil chaleureux, intensité culturelle de ses villes, fêtes insolites, festivals renommés. Il est temps de redécouvrir l'Allemagne... si proche de nous. Pour de plus amples informations, renvoyez-nous le coupon ci-dessous.

Je désire recevoir une documentation sur:
☐ Locations ☐ Séjours ☐ Voyages organisés ☐ Voyages individuels
Ci-joint 20 F pour participation aux frais d'envoi, par chèque à l'ordre de D.N.A.T.
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

DZT Office National Allemand du Tourisme
9, boulevard de la Madeleine 75001 Paris

Week-end à Knokke-Heist

Sur les cartes et les poteaux indicateurs, c'est Knokke-Heist, un assemblage qui parle moins à l'imagination que Knokke-le-Zoute. Mais nom-là reste sur les lèvres des nostalgiques du pullman et celles des flambeurs pour lesquels les frasques de Brel, dans les années 60, n'étaient que gamineries au vu des exploits de la « grande époque ».



En 1950, une fusion de communes a modifié la topographie administrative, mais Heist, la populaire, n'a jamais éclipsé le Zoute (la mythologie balnéaire). Même chez le chansonnier brochant les vedettes d'un bain de soleil à « Knokke-Mazout ». Ce ne se donne même pas la peine de lutter contre ces balnéaires sur les plages (Knokke-Centre, Knokke-Casino, Knokke-Heist) qui, l'an dernier, ont obtenu une « pavillon bleu », l'écoulement de la propriété d'Etat à l'administration.

Au rythme de 175 000 par jour en août, les visiteurs reviennent, aussi nombreux que la marée couvre et découvre une largeur de 200 mètres de sable fin tout au long de la digue-promenoir de 12 kilomètres, de Heist-au-Zoute, en passant par Albert-Plage. Partis partout — un pays que l'on traverse — au moins quatre heures, nombreux aidant, du sud au nord et de l'ouest à l'est — les « touristes », comme on les appelle, hantent, économisent sur le homard, mais — sandwichs, bières — les postales — feront quand même une offre annuelle de 4,5 milliards de francs belges (750 millions de francs français) — le soleil — septentrion (quel sociologue s'interroge un jour à ces populations, dépourvues de Sud marin, qui « montent » en vacances ?).

Seulement, le chiffre d'affaires annuel de Knokke, 17,2 milliards en 1990, dont un bon tiers pour les magasins de mode. Et c'est tout de suite avant le visiteur débarqué un samedi de février : il n'est nullement incongru — il est même recommandé — de s'installer au moment où la digue peut être

tionner dans la spécialité proclamée : le défilé de la mode. Ici on ne trouve jamais boutique, en tout cas pas dans le monde en même temps. Il y a toujours un vol de retraités dans la découverte de la ville pour remplir une partie des soixante-quinze hôtels et des résidences de vacances (de préférence abritées et entourées d'arbres, le « noyau » local ayant quelque chose de ringard). « Tous les magasins sont ouverts le dimanche », affirme une brochure de l'Office du tourisme. « Knokke-Heist est une grande ville de vacances ».

Dirk Fruost, directeur de cet office : « Pour connaître la prochaine mode d'hiver, il faut venir ici en août. On y organise les défilés de collection avant Bruxelles. [...] Il y a au moins une douzaine de grands colosseaux chez nous dans la capitale. C'est plus commode pour les femmes qui ont un week-end dans la villa familiale [...] A Knokke, toute une classe moyenne travaille ferme dans le commerce, une moyenne quatre jours par semaine, et dépense ensuite son argent sans état d'âme. [...] Non, on ne s'occupe pas de querelles entre Flamands et Wallons. On laisse les problèmes linguistiques. Chacun parle sa langue : le français, quand on est belge, et l'allemand, quand on est allemand. »

Grand communautaire,

en effet, dans les appartements du bord de mer. Un véritable mur de béton au bord de la mer, construit par les centaines d'immigrants belges en tranches aux Bruxelloises. Dans les nouvelles résidences du Zoute, on a son flat à Knokke comme un Breton à Auvergne ou un Flamand en province. Ça n'empêche pas de passer une partie des vacances sur la Costa Brava, mais il est nécessaire pour l'équilibre de posséder aussi quelque chose sur le littoral belge, pour le week-end, pour la grand-mère, pour les amis.

Mais ça, ce n'est pas le Zoute, le quartier des villas, des grands jardins, des arbres ombragés, où la grande bourgeoisie belge supplante les plus riches des francophones, après que les Britanniques eurent eux-mêmes quitté les lieux pour cause de grande crise dans les années 30. Ici se parle, s'écrit, on joue ensemble au Royal Zoute Golf Club. Comme n'aurait pas la villa de M. Fruost, les querelles belges, c'est une histoire de famille. Rien à voir avec ces familles flamandes où, naguère, on parlait français pour ne pas être compris des domestiques. Avec ces familles wallonnes où l'on se refaisait une « petite » quel que mariage avec une héritière de Courtrai ou Gand. Sans doute, sans doute ! Mais des confidences d'après dîner incitent à se demander si les vieux instincts communautaires ne sont pas simplement sublimés par obligation.

Pas de noms de famille sur les portails. Seuls le facteur et les voisins qui se saluent, sur un registre supérieur évidemment. Nostalgie : « Temps jadis », vantard : « la Belle Equipe », impérialiste : « Flandres », sportif : « Saint-Andrews », adepte de la méthode Coué : « Sunshine ». Parfois, au milieu d'une pelouse, flottant en haut d'un mât, le drapeau belge.

« Oui, les couleurs nationales nous aiment », C'est un usage, l'encourage. Bourgmestre (maire) de Knokke depuis 1979, le comte Léopold Lippens parle sous le porche de son père Léon, un des membres de la célèbre famille gantoise qui fit de Knokke une station chic, d'abord fréquentée par les Britanniques. Il y a une place Lippens à une rue Lippens, en hommage à ceux qui louaient la partie la plus prisée du Zoute en 1905. « Nous avons acheté des hectares où il y avait beaucoup plus de lapins que de gens et nous avons voulu que la nature soit préservée. » Impossible de faire raconter au comte les détails financiers de l'entreprise. On ne peut quand même pas de souci pour lui et les autres héritiers : une sœur mariée au prince Bismarck ; un fils, Maurice, qui ajoute à sa collection de conseils d'administration bruxellois la présidence de la Compagnie du Zoute. Pas de siège social en verre,

béton et acier pour celle-ci. Une grande villa parmi d'autres. « C'est mieux pour travailler, nous avons la qualité de la vie. » D'ailleurs, cette façade « modeste », les affaires les plus prestigieuses du Zoute, sinon les plus rentables : le golf (un millier de membres, green fee possible pour l'étranger en semaine, l'ordre de la terre grasse de Flandre sur les greens), la réserve du Zwin.

Cent cinquante hectares que les Lippens ont soustraits à toute construction pour la préservation d'une flore et d'une faune uniques. « Le Zwin est intéressant, non seulement comme réserve naturelle, mais aussi comme site historique, explique un dépliant. Au Moyen Âge, de gros navires y pénétrent aisément et, portés par la marée montante, atteignent Bruges. [...] L'histoire et l'écologie lui ont donné un aspect actuel. Le Zwin est encore utilisé régulièrement par la mer lors des marées d'équinoxe. Plusieurs milliers d'oiseaux y viennent nicher l'été et hiverner. Des plantes salines y prospèrent. »

Tous les jours, sauf le mercredi, ces merveilles sont accessibles au public, notamment aux écoliers venus s'instruire avec les professeurs. « Des enfants et des oiseaux. Ce qu'il y a de plus beau au monde ! » Quinquagénaire buriné par la vie au grand air, Guido Burggrave, conservateur de la réserve, est un homme heureux et plein de souvenirs : « Marguerite Yourcenar venait souvent ici. Je la guidais. Un matin nous sommes restés une demi-heure à écouter un rossignol. Un chant sublime, à capter le souffle. Pour me remercier, elle m'a invité chez elle à Paris, au Ritz. »

Gavé à votre tour de saine nature, vous rodez près du casino et de son « bar de la presse, réservé à la presse et aux artistes ». Vous imaginez à tort quelque privilège historique pour cette peu recommandable compagnie. Renseignements pris, on ouvre simplement les jours de gala, quand un chanteur veut faire du charme aux médias. Les temps sont durs pour un royaume où les jeux demeurent simplement interdits. « Tous les ans, il faut écrire au ministre de la Justice » et où il n'est pas question d'autoriser les jackpots. On se rattrape avec des locations de salle pour les mariages, ou des « dîners gastronomiques » chaque vendredi. Mais, hiver été, tous les jours que le Bon Dieu fait, les

croupiers vous attendent bravement pour le blackjack, la roulette, le baccara et le chemin de fer sous le Dôme enchanté de Maigritte. Lurpat, Delvaux, Zadkine et quelques autres ont aussi contribué à l'ornement des lieux, éclairés par le plus grand lustre d'Europe, en cristal de Murano (pour le poids total et le nombre de lampes, voir le Guide bleu).

« Depuis 1911, trois générations de Nollens proposent l'art en jeu de roulette », écrit une brochure prévenant pour les malchanceux. Les Nollens, c'est le pendant belge des Lippens, avec une histoire liégeoise qui y mit de la poésie. Amateur de peinture, versificateur à ses heures, juriste et administrateur de sociétés, Gustave Nollens (1907-1971) régna pendant une génération sur les tapis de Knokke, Chaudfontaine, Ostende et Tanguay. Il avait poussé l'amabilité envers la clientèle jusqu'à faire édifier la célèbre Réserve juste en face, de telle sorte qu'il y eût seulement Elizabethan à traverser. Aujourd'hui, après une période noire, l'hôtel reprend vie, reconstruit dans les séminaires d'affaires et flanqué d'un institut de thalassothérapie.

Mérites comparés des établissements de Knokke et de Quiberon, récits de rhumatismes, épopées contre la cellulite. Toute la misère d'un été vieillisse friquée s'exprime dans les conversations. Entrées des dîneurs attablés sans leur sole grillée et leur eau de Vichy. Knokke donne dans les cures, puisque d'autres la font, mais en sachant que ce n'est pas son vrai créneau. Accueillante

pour les étrangers qui font le voyage, la station avertit tout sportive, familiale, « belge pour les Belges » et fière de son « bel. Elle sur une liste « Intérêts communaux », la ville Lippens, allié aux libéraux, se garde de toute politique. Il devra, avant tout, tenter de désamorcer les critiques sur ses projets de port de plaisance à Heist, de deuxième ville, les grands travaux d'infrastructure sur la digue.

Dans une station que le directeur du Figaro Magazine a tenu à visiter parce que son hebdomadaire y enregistre des records de vente et où il se trouve des maîtresses de « gauchisme », l'innovation, l'« agitation », n'ont pas toujours bonne presse. « Oui, la nuit, surtout en hiver, c'est calme », admet avec une sorte de fierté un pur indigène. Seulement quatre voitures — mais il est vrai deux Jaguar — sont garées devant le casino. Un jeune couple fait son jogging sur la digue. La lumière bleutée de la nuit brille dans les appartements du front de mer occupés à l'année par de vieux ménages. Une odeur de feu de bois flotte du côté des villas du golf. Il est 23 heures à Knokke-le-Zoute et on jurerait que même les changements de saison n'ont pas fait de la nuit une nuit d'été. Les visiteurs de l'été reviennent à Knokke pendant les vacances de Pâques pendant lesquelles la tradition veut qu'on réinstalle sur la plage un coupe-vent.

de notre envoyé spécial
Jean de la Grèverie

Le Monde
VOYAGES

TERRES DE FRANCE

VACANCES DANS L'HEXAGONE

Le Monde voyages vous propose reportages, guides et sélections pour découvrir et choisir le lieu de vos prochaines évasions.

Supplément magazine avec
Le Monde
MERCREDI 15 AVRIL (numéro daté 16)

Des prix à vous faire partir !

LA RÉUNION
4680 F* A/R

Parti de Paris
Départs de PARIS et de MARSEILLE

VO Tél. : 40 53 01 11

COURRIER
Séfarades et ashkénazes

La publication de nos enquêtes sur les juifs séfarades dans « Le Monde » a été lue par 14 mars, nous avons reçu cette intéressante précision de M. Georges Thon, de Venise.

Dans une note de son reportage, « Des juifs chez Bajazet », Jean-Pierre Péroncel-Hugon donne à Séfarad la signification d'« Espagne ». « Eskenaz », d'« Allemagne ». Savez-vous qu'il s'agit là d'acceptions relativement récentes ?

Séfarad désigne originellement, dans la Bible, la ville de Sardes, capitale de la Lydie, en Turquie actuelle. A l'époque de Crésus, Sardes était une sorte de New-York de l'Orient antique, où résidaient de nombreuses colonies étrangères, dont des juifs. Ultérieurement, le terme de Sardes-Séfarad a fini par désigner, pour les Israélites, tout lieu d'émigration et, plus tard encore, l'Espagne, principale contrée de peuplement juif au Moyen Âge. Que les présents juifs de Turquie soient des séfarades n'est en quelque sorte qu'un retour à l'origine.

Quant à Eskenaz, ce mot se trouve sous la forme Ashkenaz chez Jérôme et date du III^e siècle. Époque biblique que Séfarad, c'est-à-dire le sixième siècle avant l'ère chrétienne. Ashkenaz, en persan, désignait le pays scythe, soit le sud de la Russie et de l'Ukraine. Ce terme a été repris par le rabbin Gerchom de Metz (960-1028) pour désigner les juifs de Russie plutôt que ceux d'Allemagne. L'élargissement du sens est venu par la suite (...).

MILANO MARITIMA (Adriatique I-)
HOTEL BELLEVUE BEACH
Tradition et hospitalité

COMME UNE OMBRE SUR LA MER

كتاب الشهر

Azincourt, « Agincourt »

Suite de la page 27

Pour le moment, il se contente de faire semblant ; l'enseigne indique l'entrée du musée. Où l'on apprend ce qu'il faut pour que les banals champs de blé entre Azincourt, Maisonscelle, Tramecourt et Ruiseuxville en viennent à figurer l'épisode le plus spectaculaire d'une guerre de cent ans.

Musée bâti à l'huile de coude des Azincourtois, signale la gardienne du lieu, M^{me} Delcasse : « Tout le village a participé à sa construction il y a dix ans. Depuis, nous avons reçu huit mille sept cents visiteurs de vingt nations. Parmi lesquels quatre mille trois-cent quatre-vingt-huit Anglais. Très peu de Français... » Aujourd'hui un groupe de cinquante écoliers de Middleham, ville jumelle d'Azin-court, dans le nord du Yorkshire.

Les murs ne tranchent pas quant aux forces en présence. Avec une patience toute pédagogique, Richard Boreham fait le point. Dans le camp d'un roi donné pour fou et resté à Rouen, des petits groupes de fougereux chevaliers, fine fleur de la noblesse française, précèdent deux lignes de fantassins (treize mille hommes chacune), protégés à l'arrière par une ligne de cavaliers (treize mille). Dans le camp adverse, des troupes nettement moins nombreuses (cinq mille archers et mille hommes d'armes en tout et pour tout, encore épargnés par la dysenterie) disposées en « herse » (redoutable formation en triangle, attribuée à Édouard III, elle remonterait à la bataille de Crécy).

Henry, qui commande lui-même ses hommes, prétend en droit et en conscience au royaume de France, voudrait plier celui-ci à son autorité, le mettre en pièces, n'est plus roi d'Angleterre s'il n'est roi de France... Entre les mots de Shakespeare et ceux des cinéastes-comédiens Laurence Olivier et Kenneth Branagh, tous auteurs d'un *Henry V*, on imagine. En face du musée, Jeanne d'Arc en robe bleue ornée de fleurs de lys garde l'entrée de l'église (1705) ; et saint Nicolas, ses trois enfants dans le baquet. Une stèle rappelle à la mémoire un certain « curé d'Agincourt ».

Notre quatre-portes de fabrication anglaise ayant traversé le village, on tourne en direction de Maisonscelle, arrêt sur les positions anglaises, à 1,5 kilomètre environ de la première ligne française.

Est-ce dans Shakespeare, est-ce dans le film de Branagh, à moins que ce ne soit dans un livre, on prétend qu'on pouvait d'ici entendre chuchoter l'ennemi : il fallait drôlement prêter l'oreille, non ? Vu de la route, ce champ de bataille flanqué de deux bois touffus est un piège, un entonnoir où la supériorité numérique est un leurre, une faiblesse objective.

En contrebas du blé que conche le vent, la météo consentant encore à cette complicité, les soldats anglais piétinent, patangent dans la boue, ce qui n'est pas une raison suffisante pour rester plantés là au milieu de la route. Nous roulons vers le front français, ils ne bougent pas, il y a là le connétable d'Albret, le duc d'Alençon, le maréchal Boucicaut, guerriers expérimentés, mais il y a aussi les grands nobles sans expérience, grandes gueules, fiers, qui ne veulent recevoir d'ordre de personne, le duc d'Orléans (auquel l'exil donna le temps de taquiner la muse), le duc de Bourbon - allez obtenir avec ça un commandement unique ! Bref, la déculotée est proche.

En ces temps-là, les ancêtres redoublaient de férocité. Premier mouvement : charge désordonnée des Français. Deuxième mouvement : les archers affolent les chevaux sous un feu roulant de flèches, les bêtes font demi-tour, chargent leurs propres fantassins. Troisième mouvement : la mêlée, l'amoncellement des cadavres. Quatrième mouvement : enfoncée la première ligne française (profonde de vingt à trente fantassins), tir tendu des archers vers la deuxième ligne, commandée par le duc d'Alençon, tandis que des fantassins français tentent une percée sur les flancs de la « herse » - il fallait des prisonniers à ramener.

Au diable la méthode, le récit prime. A une heure de Boulogne, à un an et demi de l'ouverture du tunnel sous la Manche, sur la route entre Calais et Paris, une petite commune de trois cents habitants décide de jouer une seule page d'histoire comme carte économique et image. En attendant les visites guidées du champ de bataille, les tournois médiévaux, les simulations de scènes de chasse avec faucon et chien d'arrêt, on estime à une vingtaine de milliers par an les Anglais qui traversent la Manche et s'arrêtent devant ces quelques arpents de terre, l'appareil photographique en sautoir, le nom de « Henry the Fifth » à la bouche.

On allait oublier la suite de l'histoire. Cinquième mouvement (libre à chacun de recomposer selon le rythme qui lui convient cette bataille d'un jour) : le duc d'Alençon frappe d'un coup d'épée sur son heaume le roi accouru pour protéger son jeune frère blessé, le duc de Gloucester. Des chevaliers français ayant attaqué le campement anglais de Maisonscelle, le roi aurait donné l'ordre de massacrer les prisonniers, puis, s'étant aperçu de son erreur d'appréciation quant à la gravité de la situation... Coupez !

Le soir, en compagnie d'un petit homme vif, les cheveux d'un noir de jais (il est né il y a quarante-huit ans dans ce qui deviendrait la longue bâtisse blanche au croisement des départementales : « Mes parents en étaient propriétaires depuis 1927... »). Bernard Boulet, maire d'Azin-court, patron d'une entreprise de bâtiment qui emploie cinquante salariés, père du patron d'une entreprise de transports qui en emploie vingt, brosse un tableau optimiste : « Le Pas-de-Calais vient en quatrième position parmi les départements français sur le plan touristique, Azincourt, territoire de 850 hectares, peut s'enorgueillir d'être le seul village du canton à inverser la tendance démographique. La population non seulement s'est maintenue, mais augmente. »

Cinéma et fièvre du samedi soir à 15 kilomètres (Saint-Pol, Hesdin),

Extrait de Henry V, de Kenneth Branagh.



quelques arpents de terre, l'appareil photographique en sautoir, le nom de « Henry the Fifth » à la bouche.

Quand on meurt à Azincourt, on est enterré à Azincourt, chaque famille possède sa sépulture dans le cimetière autour de l'église. L'âge moyen des prêtres du département étant de soixante-sept à soixante-huit ans, le curé d'Azin-court est un jeune homme de soixante ans (il n'est pas à l'heure nous allons le saluer dans son coquet presbytère aux volets bleus). Quelque ombre ? Il faut chercher, est-ce vraiment une ombre ?

L'humour azincourtois. « Vous êtes quand même capoté d'exploiter une défaite », blaguent quelques amis du maire. L'homme répond qu'il faut vivre avec son époque. « Nous sommes en train de former un grand peuple : l'Europe. » Samedi matin, avec Patrick Fenet. Quarantaine sportive et coiffure romantique, cet éducateur spécialisé dans un établissement à Fruges vit à Azincourt depuis quinze ans. Hier il disait : « Je suis français, mais tout ce que je sais français, c'est ce que je sais d'Azin-court. Je l'ai appris de Richard. » Ce matin, l'angle de vue s'agrandit : « En arrivant ici, j'ai su

que j'étais en 1415. J'ai su que j'étais sur l'exploitation d'une zone touristique. Y compris dans les discours politiques : « le Nord-Pas-de-Calais, centre de l'Europe ». M. Fenet n'est pas rassuré par le projet du TGV-Picardie : « L'un des tracés, ballon d'essai sans doute, traversait le champ de bataille... » Le tracé actuellement retenu l'esquive, longeant la ligne à haute tension qui relie la centrale atomique de Gravelines, près de Dunkerque, à la banlieue d'Amiens... « De toute façon, cette ligne ne nous apportera que des nuisances. Elle va couper l'espace en deux. Le vent d'ouest nous apportera le passage du train. Faune et flore en seront affectées. Certes, on pourra toujours construire un souterrain comme pour les escargots ou une passerelle comme pour les vaches. Je ne voudrais pas qu'un jour mes enfants me reprochent d'avoir laissé faire sans réagir. »

Troupeau de nuages lourds dans le ciel bas. A l'école (classe unique) d'Azin-court, rue Charles-VI. Une salle spacieuse et claire. L'instituteur, M. Delcasse, salame entre les mûres de « niveau pré-apprentissage » et les CM 2. A Romain, cinq ans, qui couvre de barres obliques sa page de cahier à petits carreaux : « Il faut que ça soit pointu comme les dents d'une scie ; les dents d'un requin sont comme ça. » A un grand : « Si j'étais écrivain... imaginez ce que vous feriez, avec les verbes alignés à côté. Essayez de faire de belles phrases. » A la petite fille qui lit à voix haute : « Chante pas comme ça ! »

Sur la frise historique au-dessus du tableau vert, en concurrence avec l'imprimerie de Gutenberg, l'image d'un archer anglais illustre le quinzième siècle. La classe s'anime à l'évocation de la bataille. « C'est vrai que nous sommes en situation privilégiée pour enseigner la guerre de cent ans, dit M. Delcasse. Nous nous appuyons sur le milieu local dans la mesure du possible. C'est aussi notre chance d'avoir eu ce nom d'Azin-court à exploiter. »

A force de l'avoir écoutée, on connaît l'histoire par cœur. La nuit dernière, dans la chambre d'hôte, près de l'ancien emplacement du château-fort (tombé en ruines suite à des fouilles sauvages ; il n'en reste plus aucune trace), on avait laissé la lumière. Un enfant auquel quelqu'un avait dû raconter une légende trop violente. Il s'était endormi. On s'habituait aux légendes violentes. Imaginez un rêve moderne à mi-chemin entre la Route des Flandres de Claude Simon et *Down and Out in Paris and London* de George Orwell (2). Vous vous réveillez en sursaut. Vous suffoquez dans la boue, écrasé sous le poids des chevaux morts.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles

(2) Existe en deux versions françaises : on préfère dans la poche à Paris et à Londres (traduction par Michel Péris, éd. Champ libre, Paris, 1982) à la Vache enragée (Gallimard, 1973).

► Le Centre médiéval d'Azin-court, 82310 Azincourt. Tél. : 21-04-42-80.

Pour toutes informations pratiques, gîte rural, chambres d'hôtes. Tél. 21-04-41-12 (mairie, musée et syndicat d'initiative).

60 ITINÉRAIRES TRAMÉS DE PROFESSIONNALISME, D'AMOUR DE LIEUX CACHÉS ET SUPERBES, DE CONNAISSANCE PATIENTE DE TERRAIN ET DE PASSION POUR CES ESPACES SUBLIMES...

Brochure sur simple demande

TAPEZ
3615
DESERTS

ou

Demander de brochure Natures :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code _____ Ville _____

6/8 rue Quincampoix
75004 PARIS
Tél. (1) 48.04.88.40
Fax (1) 48.04.33.57

Natures

FINLANDE : l'entracte Nature !

A l'ouest de la capitale de Paris, LA FINLANDE, pays du bonheur de vivre, vous attend.

Ici, tout est harmonie : la terre et l'eau s'unissent en milliers d'îles et de lacs où voguera votre barque avant de rejoindre votre chalet et son sauna.

Ici, roulez sans hâte. Arrêtez-vous pour écouter les chants d'oiseaux à la lisière des forêts embaumées.

Vivez le temps de vos vacances, tout près de la nature.

Saisissez l'occasion d'explorer le pays en canot sur les lacs, en randonnée pédestre ou en 4x4, bateau, planche à voile, natation, V.T.T...

Plus haut, en LAPONIE, découvrez à l'infini la toundra : les rennes y paissent librement.

Vous pourrez aussi assister aux nombreux festivals de musique, de danse, d'opéra...

LA FINLANDE est multiple.

... et goûtez les soirées dorées sous les rayons du soleil de minuit.

OFFICE DU TOURISME DE FINLANDE

13, rue Auber 75009 PARIS

Tél. : (1) 42 66 40 13

Minitel 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, car-ferry avec votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Adresse _____

Ville _____

Finlande
naturellement vraie

brades et ashkenaz

Bridge

n° 1480

CHAMPION DU MONDE

L'Américaine Lynn Deas, trois fois championne du monde ces dernières années, est considérée par beaucoup d'experts comme la meilleure joueuse actuelle. C'est surtout dans le jeu de la carte, qu'elle est exceptionnelle. En tout cas, la défense suivante exécutée dans la Coupe de Venise (Venice Cup) de 1989 est «livresque».

grand espoir. Observez avec quelle technique il a réussi son contrat dans cette donne du Championnat d'Europe de Turin.

♠ AR 75 ♥ R 105 ♦ 873 ♣ 972	♠ D 875 ♥ 9 ♦ ARV 9763 ♣ D	N O E S	♠ R ♥ RD 432 ♦ 08 ♣ R 107543
♠ V 1063 ♥ 74 ♦ 06 ♣ ADV 864	♠ D 92 ♥ 982 ♦ AD 94 ♣ R 53	♠ AV 1096432 ♥ 7 ♦ 862	

Ann. : N. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Deas	Arnold	Palmer	Vignod
1 ♠	2 ♠	contre	3 ♠
passé	4 ♠	passé	passé

Lynn Deas en Ouest ayant entamé son singleton à Carreau, le 6, comment la défense a-t-elle fait chuter QUATRE CŒURS ?

Réponse :

Beth Palmer a pris avec l'As de Carreau et elle a rejoué le 4 de Carreau (son plus petit Carreau pour montrer une préférence à Trèfle). Ouest a coupé et, disciplinée, elle a contre-attaqué un petit Trèfle sous son As pour essayer de donner la main à Est. Beth Palmer a pris avec le Roi de Trèfle et une deuxième coupe à Carreau a fait chuter le contrat.

A l'autre table, l'Américaine Karri Shuman, en Sud, avait gagné 4 Carreaux sur l'entame de l'As de Trèfle, les enchères ayant été différentes.

LE BAISER D'ARGINE

Lorsque le Blue Team italien s'est retiré des compétitions en 1973, il était évident qu'aucune équipe ne pourrait dominer le bridge mondial pendant une quinzaine d'années, et aujourd'hui la couronne mondiale va souvent d'un pays à l'autre sous le regard médusé des Italiens. Ils ont pourtant aujourd'hui quelques champions de valeur, et Fabio Rosati a été peut-être leur plus

Ann. : O. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Lauria	V...	Rosati
10	2 ♠	contre	4 ♠
contre	passé	passé	passé

Ouest a entamé l'As de Carreau coupé par Sud qui a tiré l'As de Pique (pour le Roi de Pique sec d'Est) et a rejoué le Valet de Pique. Ouest a pris avec la Dame et a contre-attaqué son singleton à Cœur (le 9). La déclarant a mis l'As de Cœur, et il a joué le 4 de Carreau sur lequel Est a défaussé un Trèfle. Après avoir coupé avec le 2 de Pique, comment Rosati en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

La surenchère à saut à « 2 Cœurs » était un barrage et non pas une annonce forte. Cette convention utilisée aujourd'hui par la majorité des experts est qualifiée de « moderne » par ceux qui ignorent que « Culbertson » l'avait imposée dans l'édition de 1933 de son Livre bleu !

COURRIER DES LECTEURS

Étonnante ouverture (n° 1469)

« Je ne pense pas, écrit Delenne, qu'il était nécessaire que Ouest ait la garde à Trèfle, car, si Est a V 10x, il va être squeezé à Pique et Trèfle. »

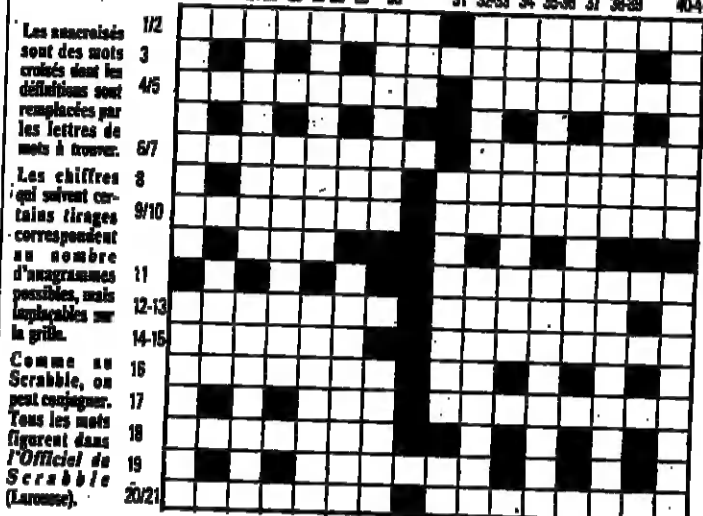
Non, si Ouest conserve D V à Pique, car il n'y aura pas de communication à Pique.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 711



HORIZONTALEMENT

1. ACHIRIT. - 2. ACHIST. - 3. ACHIRIT. - 4. ACHIST. - 5. ACHIRIT. - 6. ACHIST. - 7. ACHIRIT. - 8. ACHIST. - 9. ACHIRIT. - 10. ACHIST. - 11. ACHIRIT. - 12. ACHIST. - 13. ACHIRIT. - 14. ACHIST. - 15. ACHIRIT. - 16. ACHIST. - 17. ACHIRIT. - 18. ACHIST. - 19. ACHIRIT. - 20. ACHIST. - 21. ACHIRIT.

VERTICALEMENT

1. ACHIRIT. - 2. ACHIST. - 3. ACHIRIT. - 4. ACHIST. - 5. ACHIRIT. - 6. ACHIST. - 7. ACHIRIT. - 8. ACHIST. - 9. ACHIRIT. - 10. ACHIST. - 11. ACHIRIT. - 12. ACHIST. - 13. ACHIRIT. - 14. ACHIST. - 15. ACHIRIT. - 16. ACHIST. - 17. ACHIRIT. - 18. ACHIST. - 19. ACHIRIT. - 20. ACHIST. - 21. ACHIRIT.

SOLUTION DU N° 710

1. MOBILITE. - 2. APEPSIE. - 3. ELIMINE. - 4. CHANEEN. - 5. COTISSE (COTISES SCOTISES).

6. EVINCERA. - 7. ADONIE, vers composé d'un dactyle et d'un spondée (ANODINE). - 8. NUMENT. - 9. VANILLE. - 10. NUTRITIF. - 11. COLOSSE. - 12. ECOLOGIE. - 13. PLIABLES. - 14. NERONEN. - 15. AURIGES (SARIGUE). - 16. UREMIQUE. - 17. REALESSE (RESALES). - 18. DRESSER. - 19. INDEXE. - 20. MECCANO. - 21. COBURE (ENCOURSURE). - 22. OLEODUC. - 23. IOULERA (LOULERA RELOUAI). - 24. OLLAIRE. - 25. IMMINENT. - 26. OTTOMAN. - 27. SINUEUSE. - 28. SETTERS. - 29. PINED. - 30. HEMATOSE. - 31. ANAVENIN, vaccin. - 32. CABARET. - 33. PUNITIF. - 34. POULIES (POULIES). - 35. BALLERAS. - 36. POECILE, portique grec orné de peintures (PICOLE POLICE). - 37. FOSSILES. - 38. NEVEUX. - 39. IMITEES. - 40. ENVAISE. - 41. EUSSENT.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

n° 394

DES PERSONNAGES EN QUÊTE

DE SCRABBLEURS

Quand vous jouez, ne comptez pas sur les quatre volumes du Dictionnaire des auteurs (Collection « Bouquins », Laffont) : vous n'y trouverez qu'une pléiade d'écrivains pour vous inspirer : MOLIERE, CHAUSSE (de), ROUSSEAU, d'ARLE, VOLTAIRE, feuillet à dossier haut - ALAIN-FOURNIER, qui a un four à pain ou oiseau d'Amérique du Sud, et JULES VERNE, aune. En revanche, le Dictionnaire des personnages (Laffont « Bouquins » également, 120 F) peut vous souffler ADONIS, héros d'un poème de La Fontaine - AMAN, grand musicien, ministre antisémitisme d'Assur dans Esther - AURELIE, méduse (la Folle de Caillou, de Giscard) - BLOOM, barre de fonte (Ulysse, de James Joyce) - CALYPSO, danse (l'Odyssée) - CANDIDA, leurre, héroïne de la pièce de G. B. Shaw du même nom - CELADON, vert pâle (berger amoureux fidèle et platonique dans l'Astree, d'Honoré d'Urfé).

Michel Charlemagne

Club de Gagny, centre Jacques-Prévert, 15 février 1992. Tournoi le mardi à 14 heures

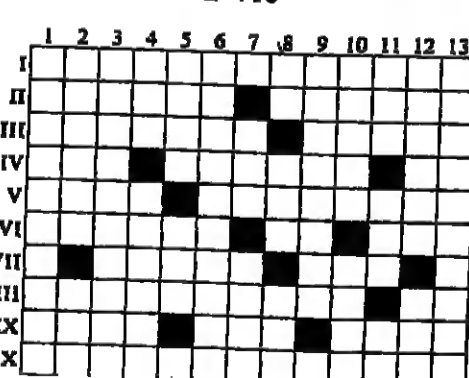
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à D ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	IXCRNNE	NIXE (a)	H 5	26
2	INR-RAPC	INCA	I 7	24
3	PRR-ALEI	PRALINER	S 5	70
4	NEIOLSO	POELIONS	C 5	62
5	TOIERUP	QUERIT	B 10	33
6	-ADNEETP	FADENT	K 4	42
7	E-FEEDTA	DEFERJA (b)	H 10	42
8	E-GUHUHE	HE	A 14	26
9	EGUHU-EO	HOUEE	A 6	28
10	GU-JYAKK	YOGA	L 1	58
11	LEIUSP	(R) ELUIST (c)	14 H	68
12	AKUJUP	KOTA	O 12	69
13	BPJUS-IRM	PROMUS	2 J	30
14	BU-NREIE	SUBERINE (d)	O 2	89
15	SSAETDM	DAM(A)SSES	M 7	76
16	JRAVEWM	DAW	10 H	33
17	AEJMRV-N	VERIN(e)	L 11	29
18	AJM-TLOS	MAJES	L 11	33
19	LQT-CBAZ	ZESTA	I 2	51
20	-OBTOLTV	QAT	F 10	41
21	BLQTV-CL	LEV(f)	13 G	20
22	BCLQTV-U	MOT (g)	M 2	2
23	BCLU	BULL (h)	F 2	12

(a) ou RIXE. (b) ou DEFERIE. (c) ou UTILISE. (d) ou SUBERINE. (e) ou BULLE. (f) ou BUTOR. (g) ou BUTOR. (h) ou BUTOR. (i) ou BUTOR. (j) ou BUTOR. (k) ou BUTOR. (l) ou BUTOR. (m) ou BUTOR. (n) ou BUTOR. (o) ou BUTOR. (p) ou BUTOR. (q) ou BUTOR. (r) ou BUTOR. (s) ou BUTOR. (t) ou BUTOR. (u) ou BUTOR. (v) ou BUTOR. (w) ou BUTOR. (x) ou BUTOR. (y) ou BUTOR. (z) ou BUTOR.

Mots croisés

n° 710



HORIZONTALEMENT

1. Il en faut un peu pour être à l'aise. - II. Fis effet à la galerie. Très exagéré. - III. Clé de multiples puissances. Arbre à palmes. - IV. Rejeté. Combines. Dans l'auxiliaire. - V. Vignoble en général. Se déploient à l'horizontale. - VI. Remit dans le circuit dans de meilleures conditions. Premier nommé. Direction. - VII. Se montrera très gênant. Musée d'art vivant. - VIII. Se répète encore et encore. C'est dédaigneux ! - IX. S'accroche à la rivière. Monnaie. C'est tout chagrin. - X. Dès lors qu'on exhausse...

VERTICALEMENT

1. Ce ne sont pas tous des ânes. - 2. Appareil son aide. Un rut qui fait du désordre. - 3. L'entredit est pour lui. - 4. Fait disparaître. Pile-à pour mieux résister ? - 5. Dans un sens comme dans l'autre, voilà une machine de guerre sans objectifs. Forcément sans qualités. - 6. Donne à la fois salaire et sécurité. - 7. S'étale à l'envers. Une cave bouleversée. - 8. Rassemblement. Très serré. Modeste recueil. - 9. ...donc il tremble. - 10. Plus tôt diffère. Dans la modernité d'il y a cent ans. - 11. A reconstruit tous les vingt ans. Que d'étoiles ! Nymphes. - 12. Récompenses. Tous jours algériens. - 13. Ça ne vaut pas la peine d'écouter ça.

SOLUTION DU N° 709

Horizontalement

I. Strip-teaseuse. - II. Crémier. Album. - III. Rappelés. Eure. - IV. Ivres. Banc. Er. - V. Pecc. Polote. - VI. Ténias. A dent. - VII. Erier. - VIII. fruit. Diorite. - IX. Rire. Enet. Son. - X. Lestierier.

Verticalement

1. Script-girl. - 2. Travée. Nie. - 3. Repreneurs. - 4. Impérities. - 5. Pies. Art. - 6. Tel. Psi. EV. - 7. Erbe. Edme. - 8. Salarie. - 9. Sa. Nod. Ota. - 10. Electeur. - 11. Ubu. Enlé. - 12. Sûre. Téton. - 13. Emergent.

François Dorlet

Echecs

n° 1483

TOURNOI DES GRANDS MAITRES

Linares, 1992.

Blancs : Short.

Noirs : J. Timman.

Partie des 4 C.

Après 5. Fg4, Fc5 ; 6. Cxd5, Dd7 ; 7. Cc3 (ou 7. Cc5, d5) ; 8. Fxd5, Cxd5 ; 9. Cxd5, Dxd4 ; 10. Cc3, Fd6 ; 11. 0-0, Fd6 ; 12. Cc1, 0-0-0 ; 13. Cc3, Cc5 les Noirs obtiennent un avantage étonnant (Nimzovitch-Alekhine, Saint-Petersbourg, 1914).

d) Un gambit nécessaire car les autres suites (5... Cc3 ; 6. Dxd3, Fd7 ; 7. Dg3 ou 6... g6 ; 7. 0-0) assument aux Blancs une meilleure position.

e) Bien mieux que 6... Dd7 ; 7. Cc3, Cc6 ; 8. 0-0.

f) Si 7. d3 ? d5 ; 8. Fg5, g6 ; 9. Dd2, Td8 ; 10. Fg5 ; 11. Fd3, h6 ; 12. Fh4, Cc4 (Tarrasch-Rubinstein, St-Sébastien, 1912) et si 7. Cc3, d5 !

g) 8. Cc4 est aussi à examiner de près : 8... d6 ; 9. d3, Fg4 ; 10. f3, Cb5 ; 11. Cxb5, Fxb5 ; 12. h4, f5 ; 13. Fg5, Dd8 mais rien n'est clair ou aussi 8. 0-0, d5 ; 9. Cxd5 (si 9. Cxd5, Fg4) ; 10. Cxd5 ; 11. Cc4, Dg5 ; 12. d3, Fg4.

h) On poursuit généralement par 9. 0-0, d6 ; 10. Cc6, Cc8 ; 11. d7 (si 11. Cc7, Dd6) ; 12. Fd7, Dd7 ; 13. Cc1, Ta8 ; 14. d3, Cc2 ; 15. Cc3 (et non 15. h3, Cc2) ; 16. Td2, Td1 ; 17. Dxd1, Cc2 ; 18. Dxd3, Cc2 ; 19. Rb1, Cc2+ nulle (Janssen-Sachman, Prague, 1966). Au lieu de 17... Dxd3, on peut accepter la proposition de Hübner 17... Cxd3+ ; 18. Cc6, Dd4+ ; Short reste fidèle à la ligne de jeu de

13. Cc8, g5 ! ; 14. Fg5, Dxd5 ; 15. Cc3, Dg7 ou 11. Cb4, Dd5 ; 12. Cc7, Rd8 ; 13. h3, Cc6 ; 14. Cc8, Dxd4+ ; 15. Rd4, Cc4 ; 16. Dd5, Fd7 ; 17. Dg5, Fg5+ ; 18. Fd5, Fg6, Fg6 ; 20. Tt1, Fg6 et les Noirs gagnent.

NOTES

a) Cette variante principale de la partie des 4 C qui fut disputée pour la première fois entre Paulsen et Morphy en 1857 bénéficie d'un certain renouveau depuis le match Short-Speelman (Londres, 1991).

b) Une contre-attaque due à Rubinstein qui donne aux Noirs au prix d'un sacrifice de pion une bonne initiative.

c) Après 5. Cxd4, dxd4 ; 6. e5, dxd5 ; 7. e6, Dxd6 ; 8. dxd3, Dxd3 ; 9. Dd2, Dxd2 ; 10. Fxd2 (ou 9. Fd2, 0-0, 0-0, Fd3) les jeux sont parfaitement équilibrés. 5... 0-0 est faible : 5... Cxd5 ; 6. Cxb5, g6 ; 7. Cc3, d6 ; 8. d4, Dd7 ; 9. h3, b5 ; 10. a3, a6 ; de même, si 5. Cxd5, Dd7 ; 6. f4, Cxb5 ; 7. Cxb5, d6 ; 8. Cc3, Dxd4+ ; 9. Rf2, Cg4+ ; 10. Rg3, Dg1 avec une position compliquée mais favorable aux Noirs ; 11. Cb4, Dd5 ; 12. Cc7, Rd8 ;

sa partie contre Speelman en 1991.

i) Si 10. g5, Dd4 ; 11. Cc3, Dd4 ; 12. Cc4, dxd5 ; 13. cxd4, dxd4 ; 14. Dc2, Dd5.

j) Une idée de Hübner contre Nunn (Munich, 1991). Il faut toujours penser que les Noirs ont donné un pion et doivent conserver l'initiative sous peine de se retrouver en finale avec un pion de moins. Si 10... g6 ; 11. g3, Cc5 ; 12. 0-0, Fg7 ; 13. f4, dxd5 ; 14. Cxd5, Cxd3 ; 15. dxd3 et les Noirs n'ont rien prouvé.

k) par exemple, après 15... Dd7 ; 16. Fc2, Cc6 ; 17. e4, Td8 ; 18. Df3, Fd5 ; 19. Fd5, Dxd5 ; 20. Ff4 suivi de 21. e5 les Blancs, en rendant le pion, dominent largement.

l) Mieux que 11. e6, d6 ; 12. 0-0, Cc6+3 comme dans la partie Nunn-Hübner de Munich, 1991 ; 13. g3, Cc6 ; 14. dxd3, Fh3 ; 15. Cc1, Cc5 qui se termine par la nulle. (12... Cc4-f5 semble meilleur : 13. Cc1, Cc3 ; 14. dxd3, Fg4 ; 15. Cc3, Dd5 ; 16. Dd1, c6 suivi de 17... Te6).

m) Et non 12... Fh3 ; 13. Rh1, Cc2 ; 14. gxd3.

n) Si 17. Fb3, g5 ; 18. d3, b5 suivi de Fd7-c6 avec un beau jeu d'attaque. Les Blancs menacent maintenant de stopper cette attaque par 18. Fg2.

o) D'où ce magnifique sacrifice de qualité étonnant la D de f4e R.

p) Si 20. Rh1, Dd5 ; 21. h4, Dg6.

q) Espérant la répétition des coups et la nulle. Si 21. Rh1, Fd6 !

r) Mais les Noirs, malgré la qualité et la pion sacrifiée, recherchent avec une belle combativité le gain.

s) Si 23. Rxd3, Fd5+ ; 24. Rd4, Td8+ ; 25. Rd1, Ff3 mat.

d) Si 25. Rc2, Dd5.

e) Egalité de matériel mais les Blancs sont perdus.

f) La précarité du R blanc et la perte du pion g3 rendent vaine toute défense.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1482

S.M. KAMINER (1924)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

ÉTUDE N° 1483

N. KOPEV (1947)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

SOLUTION

S.M. KAMINER (1924)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

ÉTUDE N° 1483

N. KOPEV (1947)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

SOLUTION

S.M. KAMINER (1924)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

ÉTUDE N° 1483

N. KOPEV (1947)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

SOLUTION

S.M. KAMINER (1924)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

ÉTUDE N° 1483

N. KOPEV (1947)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

SOLUTION

S.M. KAMINER (1924)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

1. c4+ ; Rc4 ; 2. Fb3+ ; Rd4 ; 3. Ff7, Dxd7 ; 4. Dd3+ ; Rc4(d5) ; 5. Dd3+ ou bien 3... Dd5 ; 4. Dd4+ ; 5. Fg5+ ; 6. Fd5+ ; Dxd5 ; 7. Dd1+ et les Blancs gagnent. J'ai travaillé sur deux diagonales a2-g8 et b1-h7.

ÉTUDE N° 1483

N. KOPEV (1947)

(Blancs : Rf2, Dd3, Fd1, Pa2, c2 ; Noirs : Rh5, Dd8, Ta8, Pa7, b6, f6, g5).

TABLE

Ratafia

LIRE, c'est bien, relire, c'est quelquefois mieux. C'est ainsi que, relisant *Vingt ans après*, j'ai trouvé : « Ils (Athos et Aramis) arrivèrent à Louvres. Il n'y avait qu'une auberge. On y buvait une liqueur qui a conservé de nos jours sa réputation et qui s'y fabriquait déjà à cette époque. » Dans les notes de M. Gilbert Sigaux, je vois indiqué que cette liqueur était le ratafia et que celui de Louvres (commune du Val-d'Oise) eut à l'époque une certaine célébrité.

De là à me précipiter sur le dictionnaire... Le Larousse nous dit que le ratafia, liqueur préparée par macération de fruits, fleurs ou tiges dans l'alcool, ou encore par mélange de marc et de moût de raisin, est un mot d'origine créole. Soit ! Mais, vers la moitié du dix-septième siècle, l'effigie d'un mot créole ne paraît curieuse. Il est vrai que le Petit Robert situe l'apparition du mot vers 1675 et estime « peut-être du créole tafia » nom d'une eau-de-vie tirée des

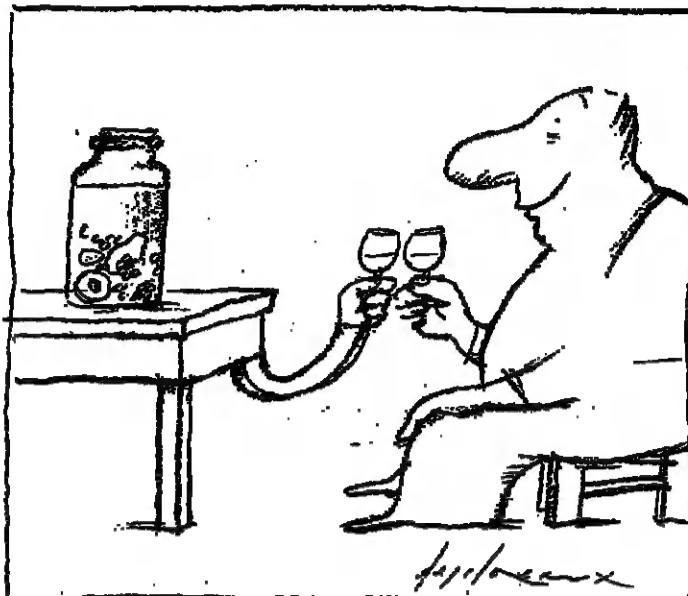
mélasse de canne à sucre (ce qui sous-entend que la plupart des rhums vendus sont des tafias !). Mais il indique également que « ratafia » veut dire « à votre santé » et que lorsque l'on trinquait après un repas on disait en latin « *muta fiat* »... La première fois que j'entendis le mot, il sonnait brillamment à l'oreille comme aux papilles puis qu'il s'agissait du ratafia de champagne, qui est en somme une eau-de-vie de champagne puisée dans le liquide obtenu en ajoutant de l'alcool au moût. De goût très fruité, il est rarement commercialisé alors que son plus jeune cousin, le pinard des Charentes est célèbre (préparé, lui, de moûts mûrs au cognac). Le Larousse des vins ajoute : « La carthagène et le riquiqui sont des produits du même genre ».

La carthagène est encore préparée dans le Midi ? En tout cas, les viticulteurs qui la préparent, « ils se la gardent ». Quant au riquiqui

(que l'on écrit également rikiki), cette enfantine onomatopée date d'un bon siècle et désigne généralement un alcool quelconque. Alors ?

Revenons-en aux ratafias. « Il est avéré, confirme Alexandre Dumas (toujours lui) dans son Grand Dictionnaire de cuisine, que l'on fabriquait sous le règne de Louis XIII, d'excellents ratafias. » Ceux de Louvres qui réchauffèrent Athos et Aramis étaient sans doute de ceux-là, bien oubliés.

Et si le ratafia de champagne n'est plus que rareté, le floc gascon l'a remplacé, qui a fait, ces années dernières, une percée à la d'Artagnan (4 000 bouteilles en 1977, plus de 5 millions prévues pour 1992). Rouge ou blanc, titrant 16° à 18°, ce vin de dessert est aussi apéritif, préparé d'armagnac de qualité sur des moûts de raisin frais issus de l'aire géographique de cet armagnac. Le vieillissement est en fûts de chêne et le mot « floc » vient de l'expression



« *lou floc de mouste* » (la fleur de chez nous, ainsi que l'on disait en famille du temps où il n'était qu'un ratafia régional). Mais, vous dirait André Daguin, un ratafia « super » !

Le Petit Robert, lui, cite, parmi ces derniers, le rossolis, qui est en effet un ratafia de roses. Le nom,

médiéval (*ros solis* = rosée du soleil), s'appliquait à un ratafia de roses et de fleurs d'orange fabriqué en Turquie puis en Italie. Au seizième siècle, en France, le « rossolis du roi » (à chacun son ratafia !) était composé d'eau-de-vie, sucre, pétales de roses macérés dans jus de fruits rouges, avec

des épices (anis, coriandre, fenouil), des raisins secs et du jasmin. On le parfumait même, quelquefois, à l'ambre.

En Charente, on fait encore dans les familles un ratafia d'abricots. Ceux-ci, coupés en petits morceaux, sont mis dans une cruche avec les amandes (récupérées des noyaux cassés) pelées et concassées et avec un demi-litre d'eau-de-vie (cognac), une demi-livre de sucre en poudre, un peu de cannelle et quelques clous de girofle. Il faut bien boucher la cruche, la laisser infuser une vingtaine de jours en la remuant souvent. Au bout de ce temps, on chauffe légèrement le liquide passé et l'on met en bouteilles gardées au frais. Si vous préférez les plantes aux fruits, mettez dans une cruche 50 g de semence d'angelique, autant de tiges fraîches hachées, 100 g d'amandes amères concassées, 3 litres de sucre, 2 litres d'eau et 12 litres de bonne eau-de-vie. Laissez deux semaines avant de mettre en bouteilles.

La Reynière

CUBA 1992

Tempête sur les « capes »

UN malheur n'arrive jamais seul. La « période spéciale en temps de paix », qui se traduit par le rationnement des produits de première nécessité, se double - à Cuba - d'une mauvaise récolte des grandes « capes ». La viande, le lait, l'essence seront rares cette année. Et les double corona quasi introuvables, même à l'exportation. Sauf en France où la COPROVA (1) dispose, discrètement entreposés à Roissy, d'un stock de trois millions de cigares, parmi lesquels beaucoup de grands formats. Une aubaine pour les amateurs. Cette société, distributeur exclusif sur certains marchés européens - filiale de la Cubatabaco - s'apprête d'ailleurs à commercialiser, dès le début février, plusieurs modules (churrichillo, corona et lonsdale) et notamment le fameux grand de España de Rey del Mundo, sur trois cents points de vente dans la France entière.

C'est là le résultat positif des négociations serrées, menées en 1990 avec la SEITA après la crise avec Davidoff. Le monopole du tabac, en France, on le sait peu, ne s'applique qu'à la distribution qui doit être assurée par un débitant. Et même par le « débitant le plus proche » pour l'approvisionnement des restaurants. Une mesure protectionniste qui irrite les restaurateurs exigeants - beaucoup de débits de tabac ne disposent ni de caves ni de contrôle de l'hygrométrie - et qui transforme les burocrates, pour une petite rétribution de 6 % à 8 %, en agents des impôts ; mais qui rapporte gros au budget de l'Etat, environ 75 % au total, de taxes diverses sur chaque cigare vendu.

Aussi faut-il comprendre le point de vue des restaurateurs, qui assurent 40 % des ventes de havanes en France, et souligner les efforts de

ceux qui sont équipés d'un système d'humidification, tels L'Arpège à Paris, Les Délices de la Mer à Bruxelles. Ou encore La Conti, chez Michel Ranvier (72, rue Lauriston, Paris 16). Tél. : 47-27-74-57.

A deux heures de route de La Havane, à San-Luis et à San-Juan-Martinez, on ne sait sans doute pas encore qu'un accord est finalement intervenu avec Davidoff. D'ici à la fin de 1992, les stocks seront écoulés et on ne fabriquera plus - à Cuba - aucune vitole bague au nom du célèbre marchand genevois. C'est la fin d'un curieux imbroglio juridique et d'une histoire d'amour et d'argent qui aura duré plus de trente ans.

Dans les propriétés (finances), le repiquage a été achevé avant le 1^{er} janvier. Les *veguros* procèdent actuellement à la cueillette des feuilles qu'ils ont soigneusement traitées depuis l'automne à coups de pesticides, insecticides et autres fongicides, pour lutter contre la dépose des larves qui perforent les « capes » et contre la *pala-pieta* qui attaque les racines, après une ondée excessive. La pluie a été assez abondante, et les devises pas assez sans doute, pour permettre une prophylaxie efficace. On s'attend cette année à une récolte de 650 000 quintaux ; une année moyenne par rapport au record historique de 1980 : 850 000 quintaux. Mais une mauvaise année pour les grandes capes. Trop de pluie, en effet, réduit le temps de repiquage, abaisse le rendement et nuit à l'arôme des feuilles. Les vents venus de Floride - rases cette année - qui poussent des masses d'air froid sont habituellement bénéfiques, car la chaleur constante - comme à Saint-Domingue - renforce l'acidité des feuilles.

La récolte sera menée à son terme d'ici la fin mars. C'est une cueillette lente, comparable à celle des vendanges « nobles ». Chaque semaine, une paire de feuilles sera récoltée - depuis le haut - sur chaque plant de tabac, qui en produit quatorze au total. Elles seront cueillies deux à deux avec des fils de couleur, avant même d'être déposées sur les *cujes* - perches horizontales - où aura lieu le premier séchage. Ces fils permettront l'identification des feuilles et de leur position sur la plante tout au long du processus qui les conduira, d'abord à la *casa de tabaco* pour la première fermentation, puis vers un centre de maturation où seront déterminés, pour les capes : le type, la couleur et la taille. Toutes les feuilles basses, assemblées en bottes, seront destinées à la « tripe », partie essentielle qui donne au tabac son arôme. Elles seront également triées et repiquées avant d'être expédiées aux cinq ou six fabriques de la Havane.

C'est parmi cinq des dix plus importantes *financas* que le maître cigariériste Avelino Lara, l'inventeur des séries Davidoff et de la gamme cubita, choisira, cette année encore, les feuilles les plus fines, les plus souples, et un peu huileuses, pour une fermentation spéciale en chambre hermétique. A ce stade semi-industriel, tel qu'on peut le voir dans la fabrique El Laguito, le repiquage des feuilles n'est pas moins précis que dans la phase agricole. Une fois mouillées, écortées (suppression de la nervure centrale), les feuilles sont

scrupuleusement dosées et pesées, sous le contrôle du maître de tabac, avant d'être confondues au *torcedor* (rouleur).

Il prépare la cape qu'il découpe avec une petite machette (*chaveta*) puis compose la tripe avec le *ligero*, qui donne la force, le *volado*, qui facilite la combustion et le *seco* dont les arômes conditionnent la finesse du cigare. Avec des gestes d'une grande habileté, il enserme la tripe dans la capote (sous-cape) puis dans la cape. C'est du dosage et de la provenance des feuilles - secret bien gardé du maître de tabac - que dépendront les caractéristiques des trois cents modules différents aujourd'hui fabriqués à Cuba, à raison de trois cents millions de cigares produits par an, dont un tiers pour l'exportation. La France, second marché européen avec l'Espagne, avec onze millions de cigares vendus chaque année, ne devrait pas connaître la pénurie. « Nos relations commerciales avec la France sont très bonnes », déclare Roberto Yach, directeur commercial de la Cubatabaco. Les amateurs de cigares de grands formats seront bien avisés cependant de prendre leur précaution, ou bien d'arrêter de fumer, comme les y invite la loi 91 32.

Jean-Claude Ribaut

(1) COPROVA, 171, rue Jean-Jaurès, Paris (19). Tél. : 42-41-31-31.

Guide

● A Paris : Tabac George-V, 22, avenue George-V, Paris (8). Tél. : 47-23-44-75. Boutique exquise, excellente cave, très bon choix. Boutique, 22, avenue Victor-Hugo, Paris (16). Tél. : 44-01-81-41. Lemaire, 59, avenue Victor-Hugo, Paris (16). Tél. : 45-00-75-63. La Tabagie, 10, rue du Départ, Paris (14). Tél. : 45-38-65-18.

Débits hors Paris disposant de la gamme la plus complète : à La Havane : Casa Paragás, Industria n° 520 Old Havana. Grand choix dans l'une des plus célèbres fabriques. A Bordeaux : La Régence, 10, Cours-du-30-Juillet.

A Lyon : Lugdunum, 11, avenue de Grande-Bretagne. A Marseille : Tabac Le Dôme, 4, avenue de la République.

A lire : *la Grande Histoire du cigare*, Flammarion, 1989. Le plus complet, superbement illustré, 200 p., 350 F, de Maurice Szafran et Bernard Le Roy, amateur averti de gros modules.

Guide de l'amateur de havane Solar 1990 : 165 modules, 25 marques analysées par Gérard père et fils de Genève. Excellent guide pour débutants et amateurs confirmés, 240 p., 10 F. ●

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ
à la propriété des Almansachs Dubois P/F 51480 Venteuil (près d'Épernay). Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-48. Vin vieilli en foudre de chêne. Tarif sur demande.
Cuvée du Récepteur : médaille d'argent Montréal 1986.

CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT
Lycée Viticole - 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Tarif sur demande.
Tél. : 26-57-79-79.
Visite des caves sur rendez-vous.

● « Tabac d'alcool est dangereux pour la santé ».

Marco-Polo-Casanova 1992

Ce prix, qui désigne les meilleurs ambassadeurs de cuisine étrangère à Paris, vient d'être décerné, au Fouquet's. Il a couronné - au cours d'un excellent repas signé Ducroux, le chef du Fouquet's (sauf cocotte truffée, saint-jacques poêlées au miel, noisettes d'agneau en croûte de pommes de terre, crêpes soufflées) - l'unique restaurant belge de Paris (avant guerre c'était le Beulemans du boulevard Saint-Germain). Cette fois il s'agit de L'Entre-Siècle (dont j'ai signalé F « arrivée » l'an dernier - 29, avenue de Lowendal dans le quinzième, tél. : 47-83-31-22). Odile (en salle) et Olivier Simon (en cuisine),

dans un cadre aimable et discret, proposent les classiques d'outre-Quévrain : jambon des Ardennes, anguille au vert, rognon de veau légérisé, ris de veau à la bière, waterzooie gantoise, carbonnade à la flamande et fromage de Herve. Avec une superbe collection de bières (une quinzaine) en bouteille dont la Westvleteren des trapistes, véritable « digestif ».

Ont obtenu des voix : Le Ristortante (21, rue Fourcroy), un des meilleurs « vrais » italiens de Paris ; Candido (40, avenue de Versailles) et Yugaraj (14, rue Dauphine).

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH***
« Aux Ducs de Lorraine »
Pied du Haut-Koenigsbourg
Séjour agréable, promenade, 1/2 pension.
Tél. : 89-73-90-09 - Fax : 89-73-95-46.

Côtes-d'Armor

BRETAGNE
CHATEAU-HÔTEL DE COATGUELEN***
Situé dans un parc de 100 ha avec piscine, tennis et golf, 17 chambres de charme et une cuisine imaginative. Dénoué et gastronomique dans les Champs d'Armor 22200 Ploëmel.
Tél. : 96-22-31-24.

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
66000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plage centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

VACANCES ACTIVES MONTAGNE
La Vallouise, pied des Ecrins
Randonnées - Raft - VTT - Soirées
Club enfants : piscine, activités.
Séjours à partir de 1 287 F
Auberge « LA BLANCHE », 6340 PELVOUX.
Tél. : 92-23-31-01 - Fax : 92-23-45-89.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Etoilé-hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meublés, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
et **HÔTEL LE BEAUREGARD**,
tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

Paris

DÉCOUVREZ PARIS EN FAMILLE
Juillet-août 1992.
Séjour en 12 pension.
Programme visites, découvertes, loisirs.
HÔTEL ITINÉRAIRES
Paris La Défense, R.P. 631.
92096 Nanterre cedex.
Tél. : (16-1) 47-25-91-34.

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Téléc. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**ANN LOUIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLERANÇHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax : 52-03-721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax : 52-37-866.

GASTRONOMIE

CHEZ DIEP 菜園 CHEZ DIEP
« Voyagez le temps d'un repas »
Très grand confort, maître et laque
55, rue Pierre Charron 8^e
Réservation 45 63 52 76

Restaurant sur 2 étages
Qualité de l'accueil et tradition
22, rue de Pontneuf 8^e - F. Dim.
Réservation 43 56 23 96

GASTRONOMIE CHINOISE, THAÏLAISE ET VIETNAMIENNE
Service assuré jusqu'à 23 h 30

La Taverne Kronenbourg
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.
24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

Corbu, soupe, savon et salut

La Seine franchie au sud-est par les boulevards des Maréchaux, nul ne peut manquer ce bâtiment his-
sant haut les trois couleurs primaires : la Cité de refuge de l'Armée du salut. Teintes voulues par son architecte, Le Corbusier, « rouge sombre, bleu sombre et d'un jaune fait avec de l'ocre jaune et non pas avec du chrome », dans les nuances exactes des rouge « sang du Christ », et jaune « feu du Saint-Esprit » du drapeau de l'organisation charitable.

L'IMMEUBLE, le plus vaste bâti par Le Corbusier dans la capitale, est étrangement méconnu des Parisiens, autant que la longue (plus de trente années) et passionnée liaison entre l'architecte et les salutistes. Amorcée en 1926, lorsqu'il conçoit une annexe à leur Palais du peuple rue des Cordeliers, celle-ci se poursuit en effet jusqu'au milieu des années 50, avec l'aménagement en aile flottante (de la péniche Louise-Catherine (aujourd'hui amarrée quai Saint-Bernard) en 1930, la construction de la Cité de refuge de 1931 à 1933 et son remodelage en 1952.

La « marieuse », celle qui présente et impose à l'Armée son architecte, est la princesse Winaretta de Polignac-Singer (des machines à coudre), pour qui Le Corbusier avait dessiné, en 1926, les plans d'une maison particulière qui ne fut pas réalisée. Assoiffée de modernité, mélomane et mécène, elle fit défiler dans ses salons ceux qui surent le mieux mettre le siècle en musique, de Debussy à Ravel, de Fauré à Stravinski, tout en consacrant une partie de son activité et de sa fortune aux déshérités. Confier la construction de la Cité de refuge à l'auteur de la villa Savoye lui permettait de conjuguer plus directement mécénat d'avant-garde et bienfaisance. C'est donc elle qui met l'essentiel des fonds sur la table : 3 millions de francs 1930.

Dans son essai sur la Cité, Brian Bruce Taylor (1) estime qu'il existe une véritable « convergence idéologique » entre les deux parties, non sans épingler la versatilité du grand homme, capable de passer sans trébucher de Moscou à Vichy (des soviets à Pétain) pourvu qu'il pût, comme il le revendique, « ramener l'ordre par la vigilance constante, par un souci humanitaire et une fermeté de père de famille... [bref] répandre les bénédictions de l'ordre » (2), et imposer ainsi autre chose qu'un art : une discipline. Il n'en demeure pas moins qu'aux trois commandements salutistes : « soupe, savon, salut », leur partenaire répond essentiellement par cinq principes techniques : construction sur pilotis, plan libre, façade libre, fenêtre en bandeau, toit-terrasse – le programme manifeste de l'architecture nouvelle.

Au fond, Le Corbusier ne se soucie guère de voir l'innovation technologique « converger » avec telle ou telle idéologie préexistante, tant il est convaincu de l'universalité de sa démarche, et ses justifications a posteriori, de pure circonstance. D'autant que l'année 1933 lui apporte deux assurances majeures à Paris, qui voit s'achever, après deux années de combats contre le terrain et l'administration, le pavillon suisse de la Cité internationale universitaire en janvier et la Cité de refuge en décembre. Un vêtement semblable, de même coupe adéquate, certes plus sérieuse d'apparence et plus complexe de structure dans le second cas, vient recouvrir les épaules des étudiants helvétiques et celles des sans-logis.

Les activités collectives (salles de réunion, de restauration, foyer, auxquelles il convient d'ajouter dans le bâtiment de l'Armée du salut les ateliers de production) sont rassemblées dans les pavillons du rez-de-chaussée, reliés au corps principal où chacun trouve sa chambre ou son dortoir. Les pilotes libèrent les planchers de tout engagement, et le toit paraît d'autant plus en terrasse dans la Cité de refuge que le Conseil général des bâtiments civils refuse d'accorder à l'architecte un dépeçement « que ne justifie aucune raison d'ordre esthétique », le contraignant à remanier une silhouette d'un seul tenant au profit d'une succession de retraites et de balcons qui allègent les superstructures en trois niveaux du vaisseau, et suggèrent grand vent et horizons lointains.

Quant à la façade, avec ses 1 000 mètres carrés d'un seul tenant, les vicissitudes vont en faire le centre d'une épopée de vingt ans où l'on verra l'architecte, dans un subtil reamenagement des rôles, apparaître, avec sa pugnacité habituelle, comme l'homme de la foi, confronté à des gens d'Eglise bien décidés à laisser la réalité seule trancher. L'un, persuadé que « le bonheur des hommes est attaché à une question d'urbanisme », et convaincu d'expérimenter pour l'avenir, pense à l'esquisse d'une cité idéale, tandis

que les autres ne songent qu'à soigner les maux du présent.

Le Corbusier est parvenu à leur imposer un mur-rideau de verre « libre » sans doute, mais de toute fenêtre, en imposant un système de ventilation mixte, ancêtre de notre climatisation, capable de chauffer et de renouveler l'air. Malheureusement, la machinerie placée tardivement sur l'édifice a tendance à surchauffer certains quartiers l'hiver et à les rafraîchir insuffisamment l'été. L'aération de locaux où défilent chaque jour des centaines de pauvres hères paraît elle aussi délicate. Mais l'architecte tient bon, car la question, qui est celle « du poumon dans l'habitation », est « fondamentale ». « Si l'on introduit les méthodes d'air exact ou d'air vivant... à l'intérieur des immeubles d'habitation, toute la série des réformes indispensables pour l'efficacité, plaide-t-il auprès de sa bienfaitrice. Sans cela, rien à faire : maintien du statu quo ».

Dès le premier hiver (1934), on a noté des températures, fâcheuses, de 30 °C dans la crèche, qui seront encore dépassées l'été. Le médecin s'alarme d'autant plus qu'on a relevé dans certaines pièces une teneur en acide carbonique sept fois supérieure à celle du dehors. Expertises, contre-expertises et contre-contre-expertises se succèdent, « politiques » et techniques entrent en lice, mais l'amélioration de la machinerie s'avère trop coûteuse et, déjà, il est trop tard. En mars 1935, la préfecture de

police ordonne l'installation de fenêtres dans tout le bâtiment. Le Corbusier s'incline.

Durant la guerre, l'Armée du salut, en raison notamment de ses origines anglo-saxonnes (elle naît à Londres en 1875) et de la présence d'officiers britanniques dans ses rangs, rencontre la défiance de Vichy, qui limite progressivement son champ d'intervention, interdit l'uniforme, perquisitionne (toutes mesures que les salutistes ne connaissent paradoxalement pas en Allemagne), et finit par décréter sa dissolution en 1943. L'immeuble, mis, comme tous ses biens, sous séquestre, est progressivement squatté, la façade se clochardise, chaque vitre brisée étant remplacée par des planches ou des briques, jusqu'au jour de la Libération où une ultime bombe allemande obtient raison du reste.

Quatre années durant, le squelette de ce qui demeure un édifice majeur des années 30 conserve une façade raffistolée. Jusqu'au jour de 1948 où Le Corbusier se déclare prêt à reprendre du service, comme il va le faire un peu plus tard pour le pavillon suisse. Secondé par son cousin et associé Pierre Jeanneret, il paraît avoir oublié les engagements comme les différends passés et, toute crainte d'un « maintien du statu quo » évanouie, accepte d'emblée les radiateurs et les fenêtres proposées par l'Armée du salut, auxquels il ajoute, comme un remède tardif, une série de « brise-soleil » carrés accolés qui vont souligner les

étages et rythmer la surface. Mais il n'y a plus guère de soleil à briser puisque la surface vitrée est teinte et filtrante à 60 %.

Le rouge, le jaune et le bleu salutistes hissés sur la façade dans leur approximation depuis la rénovation de 1952 (et les importantes consolidations de 1977) marquent l'ultime état de l'œuvre, la signature par Le Corbusier d'un bon à

affronter l'avenir. La physionomie sud de l'immeuble, prolongée en 1978 côté est sur la rue Chevaleret par un bâtiment en harmonie discrète qui abrite le centre de réinsertion Espoir de l'Armée du salut, ne bougera plus. Et c'est par un pied de nez urbanistique qu'est venu s'inscrire sur l'autre rive de la Seine, en symétrie par rapport au pont National, à peine caché par une verrière de seize étages dédiée aux célibataires de la SNCF, l'immeuble de bureaux et d'ateliers de Dominique Perrault qui arbore la transparence d'un seul tenant dont rêvait Le Corbusier cinquante-cinq ans auparavant.

« En définitive, estime le laïc qui fait fonction de secrétaire général de la Cité, Henri Lelaidier (3), l'apport essentiel de Le Corbusier à notre cause réside dans l'absence de cloisons portantes. Cela nous a permis de suivre l'évolution du social. Dans les années 30, nous faisons du social de mesure, des centaines de personnes défilent chaque jour, que nous logions en dortoirs. Aujourd'hui, l'ensemble, cloisonné en chambres individuelles, est devenu un hôtel pour personnes seules aux revenus très modestes (la pension coûte 160 francs par semaine), un lieu de vie pour ceux qui ne trouveraient pas de logement à Paris ».

Une plaquette bien dans la plume de l'architecte présentait en 1933 la Cité comme une « usine du Bien où l'on révisé les rouages de la machine humaine usée par la vie ». Formulation bien dans la lignée d'un homme et d'une époque, dissimulant mal son impatience devant ces rouages de chair trop lents à s'adapter à ses idées et ses bouleversements, parfois prêts à succomber aux exigences d'un fonctionnalisme brutal. Et puis, contrairement aux analyses et aux vœux d'alors, c'est l'« usine » qui a dû montrer ses capacités de révision et d'adaptation pour survivre autrement qu'en pièce de musée.

Jean-Louis Perrier

(1) Le Corbusier. La Cité de refuge. L'Esprit, 212 p., 120 F.

(2) Dans la Ville radiée.

(3) Cinq officiers de l'Armée du salut dirigent une centaine de lits dans la Cité de refuge et au centre Espoir.

La Cité de refuge se trouve au 12, rue Cantagrel, 75013, Paris (tél. : 45-83-54-40). Les repas sont servis à la cafétéria de midi à 13 h et de 18 h 45 à 20 h. Accès par RER, ligne C (gare Bd Masséna) ; par autobus ligne PC (station Po-de-la-Gare), 27 (station Oudiné), ou 62 (station Patay-Tolbiac). Tout près, au 24, boulevard Masséna, se trouve la maison Planoux, construite en 1927 par Le Corbusier.

PARIS - NEW YORK A/R 2280 F

ACCESS

vend des vols
réguliers
à prix réduits.
La concurrence
apprécie.

8, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 45 46
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

هنا من الأخبار